

LES PROLONGEMENTS DU CONFLIT AU ZAIRE

Les parachutistes français s'efforcent de retrouver la trace d'éventuels otages emmenés par les rebelles

Les états-majors français et belges entendaient mettre en œuvre des tactiques d'intervention très différentes

Les six cents parachutistes du 2^e REP largués à Kolwezi le 19 mai, contrôlaient désormais intégralement la cité minière mais se heurtaient encore à quelques blocs de résistance à 10 kilomètres de la ville...

De son côté, le colonel Gras, chef de la mission militaire française à Kinshasa, qui commande l'opération de sauvetage, a déclaré lundi à Kolwezi qu'il n'y avait « plus un seul élément adverse dans l'agglomération et que l'opération était un succès ».

Désormais, les légionnaires du 2^e REP s'attachent surtout à rechercher la trace d'éventuels otages européens. Une colonne rebelle, dont on craint précieusement qu'elle n'emène avec elle des otages blancs, tenterait de rejoindre l'Angola en longeant la route ferrée...

jour en jour. M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré lundi : « Environ cent soixante-dix Européens ont disparu et ont été probablement tués ou Shaba ».

A Paris, M. Mokoko Ws M'Pondo, ministre zairois de l'information, a affirmé : « La mission des parachutistes français n'est pas terminée puisque les rebelles ont emmené des otages (dont il n'a pas précisé le nombre) ».

2 150 Européens évacués D'autre part, il se confirme que la population civile africaine a durement souffert au cours de l'occupation de Kolwezi.

« Les rebelles, a-t-il précisé, ont perdu plus de trois cents hommes, néanmoins le pourcentage de la ville n'est pas encore sûr. C'est là que se concentre actuellement l'attention des parachutistes ».

Pour ce qui concerne les autres victimes européennes, le Foreign Office confirme que cinq citoyens britanniques ont été tués à Kolwezi, tandis que dix-sept Néerlandais sont portés disparus.

de deux des quinze Américains qui se trouvaient dans la cité minière. A Belgrade, un réfugié yougoslave, M. Karaman, cité lundi par l'agence Tanyong, affirme que l'un de ses compatriotes, M. Djinic, a été tué samedi à Kolwezi par des soldats français à la suite d'une méprise.

Profitant de l'accalmie, M. Djinic a bondi hors de la voiture pour se mettre à couvert. Mais une rafale l'a mortellement touché. Un officier français, ajoute l'agence yougoslave, a ensuite présenté ses regrets à M. Karaman. On confirme, au ministère français de la défense, qu'un citoyen yougoslave a été tué samedi matin au cours d'un échange entre les soldats du 2^e REP et les rebelles.

A l'état-major des armées, à Paris, on attache autant d'importance à la première mission, confiée au 2^e REP, visant à contrôler la situation à Kolwezi, pour en évacuer les ressortissants euro-



peurs, qu'à celle qui consiste désormais à rechercher d'éventuels otages emmenés par les rebelles en direction de l'Angola ou de la Zambie. Cette préoccupation donne à penser que, en dépit du retrait de Kolwezi des troupes belges, commandées dans la journée du lundi 22 mai, les parachutistes du 2^e REP, qui ont élargi leur dispositif de sécurité d'une dizaine de kilomètres, ont reçu pour consigne de demeurer au Shaba, le temps de rechercher activement les ressortissants européens dont on est toujours sans nouvelles.

On sait, d'autre part, que le président zairois a demandé à la France un prolongement de la mission des parachutistes du 2^e REP à Kolwezi indépendamment du temps que peut prendre le recensement des ressortissants européens portés manquants ou le recueil d'informations suffisamment sûres sur le sort éventuel de tous les otages.

Dans les milieux militaires, à Paris, on ne dissimule pas non plus l'accalmie provoquée par l'annonce précipitée, qu'on attribue généralement aux autorités belges, d'un projet d'opération aéroportée sur le Shaba au milieu de la semaine dernière, au risque de faire échouer une expédition qui réclamait une certaine discrétion.

En réalité, cette remarque dans les états-majors français cache un différend plus profond entre les deux gouvernements intéressés et leurs états-majors sur la conception et l'exécution même du raid sur Kolwezi. Sur un plan de stricte tactique militaire, ces différences de conception incitent à s'interroger sur la valeur, la rapidité et l'efficacité des réactions dans les pays membres de l'Alliance atlantique, provoquées par des événements graves, provoqués de l'extérieur, contre l'OTAN.

Des télégrammes inquiétants

Dans l'affaire du Shaba, les Français étaient parvenus à une opération aéroportée rapide sur les quartiers européens de Kolwezi, tandis que les Belges de la ville, situés à plusieurs kilomètres au Sud, par des moyens plus lourds et plus lents, dans l'espoir d'ouvrir une négociation avec les dissidents et d'obtenir leur reddition.

Dans la première des hypothèses, le 2^e REP, troupe de métier, était prêt très rapidement à sauter après sa mise en alerte — ce qui impliquait un décollage moins de six heures après une décision gouvernementale — ordonnée par l'état-major des armées dans la nuit du 17 au 18 mai. Dans la seconde hypothèse, le temps de préparation d'une intervention, à laquelle des avions de transport américains ont prêté leur concours, pouvait s'étendre sur quatre jours.

Pour justifier sa rapidité d'exécution de la manœuvre, l'état-major français fait valoir que les informations en sa possession, de sources françaises et belges, étaient, dès le week-end de la Pentecôte, très précieuses. Le mardi 16 mai au matin, des télégrammes échangés avec la mission militaire de Kinshasa avaient permis de confirmer et de préciser ces informations.

Entre-temps, les états-majors et leurs services ont dû recueillir la documentation de base — description des lieux, photographies, évaluation des forces katangaises et de leurs armements, dossiers d'objectifs, relations avec les pays frontaliers — et obtenir les autorisations de survol nécessaires avant tout déclenchement d'une opération aéroportée, à 10 000 kilomètres de distance. Les informations recueillies lors de l'opération Vervain, de transport de troupes marocaines en avril 1977 n'ont pas été utilisées.

Kolwezi, ville morte...

(Suite de la première page.) Chez les Africains il y a un peu plus d'animation. Les gens reviennent peu à peu. Ils s'étaient cachés dans la brousse.

Assurer la sécurité de Kolwezi... Les Européens restés sur place « se comptent sur les doigts d'une main », dit le commandant du 2^e REP. L'un d'eux, M. Félix Delcroix, « espère pouvoir rester ». C'est un agent de la Gécamines : « E t si les Français partent ? », s'interroge-t-il.

Pourquoi les Européens sont-ils tous partis ? Explication du colonel Erulin : « Il y a eu un phénomène de panique que j'ai parfaitement contrôlé tant que j'étais seul. » Entendez : quand les troupes belges sont arrivées samedi, elles ont conseillé à leurs ressortissants d'évacuer la ville. Ce qui a été fait. Les Français avaient pour objectif prioritaire de sauver des vies humaines.

L'opération française a été une prouesse militaire. Par exemple, au moment où les Katangais avaient aligné une trentaine d'Européens contre un mur, deux parachutistes de la légion ont étiré sur un toit voisin. « Une question non de minutes, mais de secondes », dit le colonel Erulin. Lâcher quatre cents parachu-

tistes — la première vague — sur une ville ne manquant pas d'audace et sans aucun doute contribué à sauver pas mal de vies humaines.

Kolwezi est vide. Les éléments du 311^e bataillon de parachutistes zairois ne se montrent pas trop. « Il n'y a pas de danger immédiat », affirme le colonel Erulin. Devant l'efficacité de ses gens, les rebelles s'y reprendront à deux fois. « Effectivement, les Katangais comptaient former un gouvernement révolutionnaire de vingt membres, dont trois Belges et un Français. Ils voulaient aussi que les Européens partent. Le deuxième point pas le premier. Selon le scénario mais pas le premier. Selon les militaires français, les Katangais ont perdu trois cents hommes ainsi que mille deux cents armes. « Les dernières tentatives d'infiltration ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche », dit le colonel Erulin.

Les légionnaires disposent d'un minimum de matériel. Les Belges se sont engagés dans les ventres des Harcours C-130 pour le long voyage du retour. Mutshasha, deuxième ville du Shaba, prise par les rebelles le 13 mai, demeure entre leurs mains, confie un soldat zairois. « Nous allons les repousser cette semaine », dit-il. A la suite d'un accident, qui s'est produit voilà plusieurs semaines, des infiltrations d'eau menaçaient de noyer la mine si les pompes restaient trop longtemps inactives. Tous les cadres de la Gécamines sont partis, y compris les Africains.

Dans les quartiers africains de Kolwezi, les Français ont-ils découvert toutes les caches d'armes ? Les infiltrations nocturnes de rebelles sont-elles désormais impossibles ? Les Belges voulaient une évacuation des Européens, ils l'ont obtenue. Du coup, les Français assurent le protection d'une ville morte.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Collection de poche Petite Planète. Série dirigée par Simone Lacouture. La collection « Petite Planète » nous donne, avec une illustration abondante, l'essentiel des connaissances actuelles sur un pays. L'équivalent de la conversation que nous aimerions avoir avec un homme intelligent et connaissant bien le pays qui nous intéresse. 47 PAYS: AFRIQUE, AMSTERDAM, ARGENTINE, AUSTRALIE, BRÉSIL, CANADA, CHYPRE, COLOMBIE, DANEMARK, EGYPTE, ESPAGNE, FINLANDE, Gde-Bretagne, Grèce-Haïti, Hongrie, Indonésie, Iran - Irlande, Israël - Liban, Madagascar, Maroc, Mexique - Népal, Norvège, Pays-Bas, Pérou - Pologne, Portugal, Roumanie, Sahara - Suède, Suisse - Tahiti, Thaïlande, Tunisie-Turquie, U.R.S.S., Venezuela, Yougoslavie. Une nouvelle série: VILLES: Amsterdam, Hong Kong, New York, Venise. CHAQUE VOLUME ILLUSTRE 16 F SEUIL



سكوتيا لاله

OLONGEMENT FRANCE

DU CONFLIT AU ZAÏRE

PRINCIPALE SOURCE DE REVENUS POUR KINSHASA

L'exploitation des mines du Shaba est gravement compromise par le départ des Européens

Les rebelles du Shaba ont-ils gravement endommagé les installations minières de Kolwezi ? Jusqu'à présent, les réponses à cette question demeurent contradictoires. De nombreux témoignages ont, dans leurs témoignages, fait état de actes de sabotage commis par les assaillants, avant de « décrocher » face aux parachutistes français : équipements électriques détruits, unités de production et ateliers inutilisables, mines inondées. En revanche, M. Larve, directeur de la société Gécamines (Généraliste des carrières et des mines) à Kolwezi, a indiqué, à son retour à Bruxelles, que les installations de la compagnie minière n'avaient « pour ainsi dire pas été touchées par les rebelles ».

En tout cas — et quelle que soit la gravité des destructions — le désir de perturber durablement l'économie zaïroise, en frappant « là où ça fait mal », selon les propres termes d'un porte-parole du Front de libération nationale du Congo (le Monde du 23 mai), est entré en ligne de compte dans le calcul des rebelles. Sans raisonnablement se comprendre à l'échelle du Zaïre ? Avec 500 000 tonnes en 1977, le Zaïre est le sixième producteur mondial (11 % du métal rouge extrait dans le monde) et le troisième exportateur. A elle seule, la Gécamines produit 470 000 tonnes. Le cobalt ? Soixante-cinq pour cent de la production mondiale de ce précieux métal sont extraits par cette seule société (15 000 tonnes). Son importance est vitale pour les industries de pointe des puissances occidentales. Un exemple : 75 % du cobalt consommé aux États-Unis — pour la fabrication, notamment, de superallages — provient du Shaba.

Cette région abrite la moitié des réserves mondiales de ce minéral. Sans parler des autres richesses du sous-sol : zinc (70 000 tonnes), étain, uranium, platine, argent, cadmium, germanium, etc. En outre, le Zaïre est le premier producteur mondial de diamant industriel. Cuivre et cobalt procurent, à eux seuls, 70 % de ses recettes à l'exportation, et 60 % de la totalité de ses revenus au gouvernement zaïrois. L'exploitation de ces minerais est d'autant plus rentable qu'elle s'opère — pour plus de 60 % — dans des carrières à ciel ouvert. Si le Shaba constitue véritablement — avec la « Copperbelt » zambienne — le coffre-fort de l'Afrique centrale, Kolwezi en est la clé. En effet, cette cité minière se trouve au centre de tous les programmes de développement établis par la Gécamines. Le deuxième plan quinquennal de la compagnie (1975-1979) prévoit l'installation à Kolwezi « d'un concassage carrière, d'un concasseur, d'installations de réception et de préparation des concentrés et de fabrication de béton, d'un troisième four à chaux » (1). Objectif de ce programme, baptisé « 2 » (2) : un accroissement de 100 000 tonnes de la production de cuivre et de 6 000 tonnes de celle de cobalt. La réalisation de ce nouveau module de production est financée notamment par la Banque mondiale, la Banque arabe-libyenne et la Banque européenne de développement.

En frappant au cœur de Kolwezi, les rebelles du F.L.N.C. poursuivent à l'évidence plusieurs objectifs qui, s'ils étaient atteints, provoqueraient l'effondrement de l'économie zaïroise et — à terme — l'effondrement du régime de Kinshasa. Primo, ils ont — pour le moins — cherché à apeurer la communauté étrangère. Primo, ils ont — pour le moins — cherché à apeurer la communauté étrangère. Primo, ils ont — pour le moins — cherché à apeurer la communauté étrangère.

Secondo, ils ont cherché à perturber durablement l'économie zaïroise, en frappant « là où ça fait mal », selon les propres termes d'un porte-parole du Front de libération nationale du Congo (le Monde du 23 mai), est entré en ligne de compte dans le calcul des rebelles. Sans raisonnablement se comprendre à l'échelle du Zaïre ? Avec 500 000 tonnes en 1977, le Zaïre est le sixième producteur mondial (11 % du métal rouge extrait dans le monde) et le troisième exportateur. A elle seule, la Gécamines produit 470 000 tonnes. Le cobalt ? Soixante-cinq pour cent de la production mondiale de ce précieux métal sont extraits par cette seule société (15 000 tonnes). Son importance est vitale pour les industries de pointe des puissances occidentales. Un exemple : 75 % du cobalt consommé aux États-Unis — pour la fabrication, notamment, de superallages — provient du Shaba.

Cette région abrite la moitié des réserves mondiales de ce minéral. Sans parler des autres richesses du sous-sol : zinc (70 000 tonnes), étain, uranium, platine, argent, cadmium, germanium, etc. En outre, le Zaïre est le premier producteur mondial de diamant industriel. Cuivre et cobalt procurent, à eux seuls, 70 % de ses recettes à l'exportation, et 60 % de la totalité de ses revenus au gouvernement zaïrois. L'exploitation de ces minerais est d'autant plus rentable qu'elle s'opère — pour plus de 60 % — dans des carrières à ciel ouvert. Si le Shaba constitue véritablement — avec la « Copperbelt » zambienne — le coffre-fort de l'Afrique centrale, Kolwezi en est la clé. En effet, cette cité minière se trouve au centre de tous les programmes de développement établis par la Gécamines. Le deuxième plan quinquennal de la compagnie (1975-1979) prévoit l'installation à Kolwezi « d'un concassage carrière, d'un concasseur, d'installations de réception et de préparation des concentrés et de fabrication de béton, d'un troisième four à chaux » (1). Objectif de ce programme, baptisé « 2 » (2) : un accroissement de 100 000 tonnes de la production de cuivre et de 6 000 tonnes de celle de cobalt. La réalisation de ce nouveau module de production est financée notamment par la Banque mondiale, la Banque arabe-libyenne et la Banque européenne de développement.

En frappant au cœur de Kolwezi, les rebelles du F.L.N.C. poursuivent à l'évidence plusieurs objectifs qui, s'ils étaient atteints, provoqueraient l'effondrement de l'économie zaïroise et — à terme — l'effondrement du régime de Kinshasa. Primo, ils ont — pour le moins — cherché à apeurer la communauté étrangère. Primo, ils ont — pour le moins — cherché à apeurer la communauté étrangère. Primo, ils ont — pour le moins — cherché à apeurer la communauté étrangère.

ter, excoché de production fait fléchir les cours. Aussi s'est-il engagé à réduire sa production annuelle de 15 %, en même temps que deux autres gros producteurs, la Zambie et le Pérou. Enfin, le déclenchement de la guerre civile angolaise, en 1975, a provoqué la fermeture du chemin de fer de Benguela, principale voie d'évacuation — jusqu'à Lohito — des produits miniers du Shaba. C'est-à-dire empruntés désormais à la « voie nationale » jusqu'à Matadi. Inconvenient majeur : le délai d'acheminement et d'embarquement des lingots dépasse quarante-cinq jours au lieu de douze auparavant. Trois autres « routes du cuivre » sont utilisées jusqu'à Dar-El-Salaam via le Tazara (chemin de fer construit par les Chinois, Beira (Mozambique) et East-London (Afrique du Sud). Le risque subsiste de voir les opposants armés au régime zaïrois choisir comme cible de leurs actions de sabotage l'axe ferroviaire qui relie Kolwezi à Lubumbashi. Faudra-t-il, comme en Mauritanie, que l'armée protège chaque convoi blindé contre d'éventuels coups de main ? Dans ce cas, les forces zaïroises ne pourraient guère compter sur une protection aérienne, largement inefficace sous de telles latitudes. Les Jaguar ne sont pas faits pour la savane.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Marchés tropicaux, 18 mars 1977.
(2) Ce programme a donné son nom au quartier où fut découvert, vendredi, le plus important charbon de la ville.

POINT DE VUE

L'indispensable solidarité

par FRANCIS DORÉ (*)

Il y a des espaces qui valent tous les temps. Pour combien de Français le monde n'est-il pas comme Hitler ; le monde, connais pas. Il suffit de constater la place que la plupart des hommes et des partis politiques accordent réellement à ce monde dans leurs actions et dans leurs campagnes pour savoir qu'à leurs yeux, aujourd'hui comme hier, et avec une constance qui serait dérisoire si elle n'était effrayante, les seuls problèmes qui comptent vraiment, les seuls problèmes sérieux sont ceux de l'Hexagone. Responsables et complices, ils tirent au cordeau sanitaire sur nos frontières à l'intérieur desquelles la France, mise au pluriel, s'embobènera indéfiniment sur elle-même, à l'image des poupées russes. On ne veut ni de l'Europe, qui nous empêcherait de faire une expérience bien de chez nous ; ni de l'Afrique, où toute intervention française est d'un bel élan volontiers qualifiée de colonialiste. En réalité, on ne veut guère du monde, parce que le monde c'est loin et qu'on ne s'y promène que pendant les vacances.

Parmi les critiques adressées à l'action internationale du président de la République, c'est en définitive celles qui la qualifient de périlleuse, de hasardeuse ou de douteuse qui sont les plus révélatrices : la politique africaine reçoit l'estocade finale ; c'est une aventure, et, de toute évidence, la France ne veut plus d'aventure. On nous invite alors à déplorer plus particulièrement nos interventions au Zaïre et les engagements pris l'an dernier à Dakar à l'égard de pays dont la survie ne concernerait pas les intérêts vitaux de la France. Comme si la France, aujourd'hui, pouvait avoir

des intérêts vitaux distincts de ceux du monde, de ceux de l'Afrique indissociable qui nous est si proche et si chère.

Comme nous le dit et nous le redit Valéry Giscard d'Estaing, avec une insistance qui devient pathétique et dans laquelle nous revivons les « bobos » d'autres hommes qui, en d'autres temps, si loin, si loin, en 1938, nous disaient aussi que l'Autriche et la Tchécoslovaquie nous étaient proches et nous étions aussi chères. Mais, en ces temps-là non plus, on ne voulait pas d'aventure. Il y a des moments dans l'histoire où l'oubli nourrit tous les refus.

Faut-il encore rappeler que la France n'abandonne pas son amitié, mais la donne et qu'en la donnant elle s'engage avec ses moyens à défendre ses amis, quels qu'ils soient, quand ils sont attaqués : que le progrès véritable des nations et des peuples ne peut se faire que par l'évolution démocratique et pacifique des institutions qu'il convient de favoriser ; que la France, enfin, est dans le monde et que ses rapports inéluctables avec le monde passent aujourd'hui par l'Europe ?

La voie est étroite et difficile. La France ne s'affirmera que si, d'abord, elle se trouve à travers la volonté patiente, attentive et sans cesse renouvelée de fonder son action sur un consensus aussi large que possible ; elle doit renoncer pour cela aux institutions et aux pratiques absurdes qui la divisent artificiellement sur elle-même ; elle doit mettre en place les mécanismes rapides et efficaces de la consultation et de l'information ; elle doit aussi veiller à l'authenticité du dialogue politique. C'est en s'affirmant d'une voix mieux assurée que la France pourra jouer le rôle mondial qui doit être le sien et trouver dans l'Europe la force même, de son rayonnement. C'est là la responsabilité conjointe de la majorité et de l'opposition.

Les caprices du « métal rouge »

la première Bourse du monde occidental qui dispose actuellement en stock de 570 000 tonnes de cuivre. Le Zaïre n'a pu obtenir, malgré plusieurs demandes, que la convention de Lomé inscrive le cuivre sur la liste des produits susceptibles de bénéficier du mécanisme de garantie des recettes d'exportation (S.T.A.-REX). Depuis la chute libre des cours du métal rouge, en 1974, le Zaïre est prisonnier d'un cercle vicieux : pour compenser ses pertes en devises, il doit produire toujours davantage, mais

EDITIONS A. PEDONE
G.R.A.N.

ANNÉE AFRICAINE

L'Afrique dans le monde
Chronologies pour 48 Etats
Un fort volume F. 214
13, rue Soufflot, PARIS (5^e)

COMMENT ROULER DANS UNE VOITURE NOIRE SANS RESSEMBLER AUX AUTRES.



Une Volvo 343 noire avec filets rouges sur les côtés, la capote et le hayon arrière. L'intérieur est rouge, le pavillon noir mat. Les vitres sont teintées, les roues en alliage avec pneus larges 175/70 SR. Le volant sport.

TEL. 747 50 05
VOLVO PARIS succursale de VOLVO FRANCE
16, rue d'Orléans, NEUILLY.
Magasin de vente : 59, avenue du Maine, 322 75 78

LOTO
facile, pas cher,
ça peut rapporter gros

Pour la FÊTE DES MÈRES
des IDÉES-CADEAUX
subtilement parfumées

Toutes les grandes marques de PARFUMS
Accessoires HAUTE COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ

ACTION SPÉCIALE ! Chemises LACOSTE

MICHEL SWISS

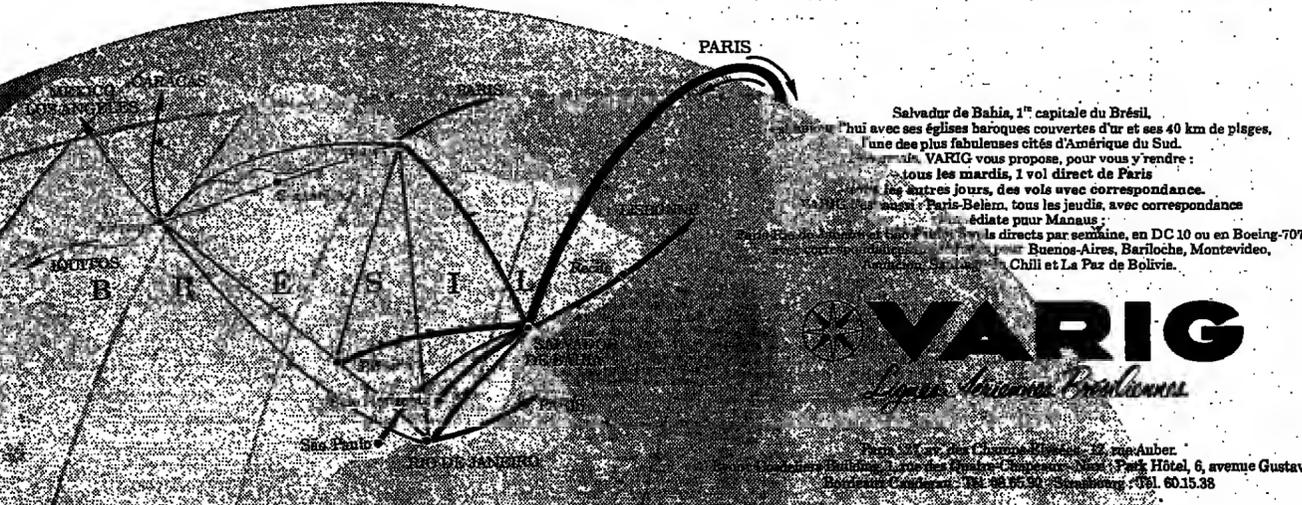
VOUS ACCORDE LES MÊMES
REMISES EXCEPTIONNELLES
QU' AUX TOURISTES ÉTRANGERS !

16, RUE DE LA PAIX - PARIS - Tél. 261-71-71
(2^e étage - ascenseur)

Pour que notre action internationale trouve toute sa signification et sa portée, elle doit, en effet, nous conduire à prendre toute conscience de l'urgence nécessaire de cette double solidarité nationale et communautaire et à en tirer les conséquences. Elle pourrait bien s'imposer, en dehors de cette prise de conscience et des suites qu'il convient de lui donner, une « rester » qu'un exemple héroïque et perdu. Mais il faut aussi que nos partenaires de la Communauté acceptent de se soumettre aux mêmes impératifs. Nous n'aurions plus, autrement, que le choix entre la renonciation ou l'inconséquence.

(*) Agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Paris-XII, conseiller national du parti républicain.

23 MAI : LA ROUTE DIRECTE PARIS-BAHIA EST OUVERTE !



PARIS

Salvador de Bahia, 1^{re} capitale du Brésil. Aujourd'hui avec ses églises baroques couvertes d'ur et ses 40 km de plages, l'une des plus fabuleuses cités d'Amérique du Sud.

VARIG vous propose, pour vous y rendre : tous les mardis, 1 vol direct de Paris

les autres jours, des vols avec correspondance.

à Paris-Belem, tous les jeudis, avec correspondance

directe pour Manaus.

les vols directs par semaine, en DC 10 ou en Boeing-707, pour Buenos-Aires, Bariloche, Montevideo, Chili et La Paz de Bolivie.

VARIG

Agence Parisienne

16, rue d'Orléans, Paris - Tél. 60.15.38

5027

DÉSARMEMENT

A LA SESSION SPÉCIALE DE L'ONU

La France veut avant tout lancer des idées nouvelles

C'est ce mardi 23 mai que s'ouvre à New-York la session spéciale que les Nations unies vont consacrer jusqu'au 28 juin au problème du désarmement. Les interventions des chefs des délégations commenceront mercredi après-midi avec le discours du vice-président américain Mondale, ainsi que ceux des représen-

tants yougoslave, vénézuélien et chypriote.

La journée de jeudi 25 mai sera dominée par l'intervention de M. Giscard d'Estaing, dont le discours sera télévisé en direct à 16 h. 30. Le président de la République, qui se rendra le lendemain à

Washington pour un dîner de travail avec M. Carter, précédera à la tribune de l'ONU le chef de la délégation mexicaine, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, et le premier ministre canadien, M. Trudeau. M. Giscard d'Estaing sera de retour samedi à Paris.

La France, après s'être tenue pendant près de vingt ans à l'écart des discussions sur le désarmement, a préparé activement la session spéciale des Nations unies. Elle est à ce jour la seule à avoir annoncé des propositions précises. M. Taittinger, ministre chargé de mission par le gouvernement, s'est rendu dans plusieurs capitales pour en discuter, notamment Alger, Moscou et Washington. Il a reçu des spécialistes de plusieurs pays, dont la Chine. Un mémorandum français, remis le 28 février au comité préparatoire, propose de réformer les méthodes de négociation, de créer une agence internationale de satellites de contrôle, un fonds international de désarmement pour

le développement et un institut de recherche sur le désarmement. Tout en réaffirmant que « l'idéal du désarmement général et complet, doit être maintenu comme objectif ultime », la France propose une « approche pragmatique » adaptée à « la variété des contextes régionaux ». Les idées françaises ont, dans l'ensemble, été bien accueillies dans le tiers-monde, mais avec réticence par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ce que n'acceptent ni Paris ni Pékin. La France propose qu'elle soit confiée, pour des mandats de deux ans, à des membres du comité auprès que les membres permanents du Conseil de sécurité, ou à une sorte de second secrétaire général de l'ONU, qui consacrerait tout son temps à cette tâche.

Le projet d'agence internationale des satellites a été très favorablement accueilli par les pays du tiers-monde; mais fraîchement par Moscou et Washington, qui ne trouvent cependant guère d'arguments à lui opposer. Or, la contribution des deux Super-Grands, qui disposent seuls aujourd'hui de satellites d'observation, est essentielle au fonctionnement de l'agence. Deux aspects gênent Américains et Soviétiques: ils ne veulent ni reconnaître qu'ils se livrent à l'espionnage spatial ni échanger des informations. Pour Paris, l'observation spatiale étant entrée dans les mœurs, il est normal que la communauté internationale y participe. Il propose, pour commencer, d'en faire admettre le principe, de créer l'agence, et demande seulement aux pays disposant de satellites de marquer leur bonne volonté en rendant publiques les données pouvant être dérivées sans dommage pour la sécurité. Mais le principal argument avancé par la France est que cette forme d'espionnage se généralise.

La proposition de création d'un fonds de développement alimenté, selon des critères à définir, par les pays riches et les plus armés, a été mal accueillie par les Américains. Ils estiment faire déjà beaucoup dans ce domaine. Aussi la France propose-t-elle que cette contribution ne s'ajoute pas à celles déjà consenties, mais qu'elle entre en compte dans le budget correspondant à 0,7 % du P.N.B.

LES PAYS NON ALIGNÉS SOUHAITENT LA CRÉATION D'UNE AUTORITÉ INTERNATIONALE

La Havane (A.F.P.). — Les pays non alignés mettront à leur ordre du jour l'étude d'un projet de création d'une autorité internationale du désarmement, indique la déclaration publiée à l'issue des travaux de la sixième réunion du bureau de coordination des pays non alignés, qui vient de se tenir à La Havane. Cette autorité internationale fonctionnerait en tant qu'institution permanente dans le cadre des Nations unies. Le bureau a invité l'Assemblée générale des Nations unies à prendre « des mesures précises pour mettre fin à la course aux armements et plus particulièrement les armements nucléaires ». Le bureau a estimé qu'il existait un lien « direct » entre désarmement et développement, soulignant que des « mesures effectives de désarmement libéreraient des ressources gigantesques ».

Moscou et Washington acceptent le principe de la réforme des organismes existants. On se rend compte, dans les deux capitales, du caractère peu représentatif du seul organisme actif, la conférence de Genève, formée en 1963 de membres inamovibles, dont certains, comme l'Éthiopie, ont changé de camp, et à laquelle deux membres permanents du Conseil de sécurité — la France et la Chine — ne participent pas. Les Super-Grands veulent éviter qu'un sein du nouveau forum la discussion ne se dilue dans l'irréalisme. La France propose que les organismes traitant du désarmement fassent partie intégrante de l'ONU (la conférence de Genève est indépendante) et que la nouvelle structure comporte un organe de délibération et un organe de négociation. Le premier serait la commission du désarmement des Nations unies réactivée. Créée en 1962, élargie en 1968 à tous les Etats membres, elle est en sommeil depuis 1969. Le second serait un comité de trente ou quarante membres au maximum, « représentant de façon équilibrée les régions du monde » et désigné par l'Assemblée générale des Nations unies. Les membres permanents du Conseil de sécurité seraient du nombre. Le comité

negocierait les accords recommandés par la commission. Un point délicat est celui de la présidence, conjointement assurée à Genève par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ce que n'acceptent ni Paris ni Pékin. La France propose qu'elle soit confiée, pour des mandats de deux ans, à des membres du comité auprès que les membres permanents du Conseil de sécurité, ou à une sorte de second secrétaire général de l'ONU, qui consacrerait tout son temps à cette tâche.

Sur ce dernier point, les Etats-Unis estiment que l'essentiel est de se mettre d'accord entre grands Etats producteurs (ils ont des conversations avec l'U.R.S.S. à ce sujet). Tel n'est pas l'avis du gouvernement français, selon lequel la concertation avec les Etats acheteurs ou bénéficiaires de transferts gratuits est indispensable. La position française d'une conférence de l'Atlantique à l'Oural sur les armements conventionnels se situe dans le cadre de cette approche régionale. M. Giscard d'Estaing insistera pas sur ce point à l'ONU, mais il adressera ensuite un mémorandum aux trente-cinq participants de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe dans le but de réunir une conférence et de discuter de « mesures de confiance » et de désarmement précises.

MAURICE DELARUE.

Le Mouvement de la paix a organisé une « rencontre nationale »

Le Mouvement de la paix a organisé les 20 et 21 mai à Paris une rencontre nationale sur le désarmement, en présence de plus de trois cents personnes représentant vingt-cinq organisations françaises et internationales. Outre les délégués du Mouvement de la paix, sont notamment intervenus MM. Bouchacourt (ancien député U.D.R.), R. Boudouresques, Chambaz (P.C.), Alain Joxe (P.S.U.), J. Madault et l'amiral Sanguinetti.

« Les mesures de réduction des armements doivent respecter l'équilibre de sécurité entre les Etats, qui doivent consentir des réductions d'armements selon leur puissance militaire. (...) Nous demandons que le gouvernement français adhère à la session spéciale du désarmement une position constructive de mise au point et d'approbation de toutes les mesures de réduction d'armements. Nous souhaitons que notre pays participe à tous les forums de désarmement qui devront respecter l'égalité en droit des Etats. »

« Les mesures de réduction des armements doivent respecter l'équilibre de sécurité entre les Etats, qui doivent consentir des réductions d'armements selon leur puissance militaire. (...) Nous demandons que le gouvernement français adhère à la session spéciale du désarmement une position constructive de mise au point et d'approbation de toutes les mesures de réduction d'armements. Nous souhaitons que notre pays participe à tous les forums de désarmement qui devront respecter l'égalité en droit des Etats. »

Dans le plus beau golfe du monde...

Découvrez de nouveaux amis, une douceur de vivre en dehors de toute contrainte, le charme naturel d'une vie simple, joyeuse, authentique. Rejoignez l'équipe amicale et dynamique du Club Olympique qui vous attend au soleil à CÔTE EN CORSE, dans l'un des plus beaux golfs du monde et partez avec eux: Les repas gastronomiques et exquis (40 heures d'avance à volonté) dans le restaurant fleur

sois les plus. Les petits bourgeois le long de la plage. Les jeux sportifs, les soirées défilées avec les automobiles et l'orchestre. Les promenades dans une nature d'une merveilleuse beauté.

A des prix extrêmement compétitifs: Deux semaines de Paris par avion depuis 1 800 F, de Lyon par avion depuis 1 540 F, de Nice par pochejet depuis 1 190 F.

CLUB OLYMPIQUE 3, rue de l'Échelle 75001 Paris. Tél.: 280 31 82

Demande de documentation. Laissez 604 435

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

20 parasols à gagner. Chaque semaine. Avec Get 27.

Eh bien, jouez maintenant.

Le jeu des parasols Get 27 est très simple: vous nous écrivez comment vous dégustez Get 27. Attention: le nombre de mots que vous emploierez doit correspondre exactement au nombre de fois où le mot Get apparaît sur l'ensemble de la bouteille Get 27 (étiquette, verre, capsule).

Vous nous envoyez votre réponse. Et chaque semaine, du lundi au samedi minuit — le cachet de la poste faisant foi — les 100 premières bonnes réponses recevront, du 10 avril au 12 août 1978, un magnifique parasol. Offert par Get 27.

Eh bien, gagnez maintenant.

Vous découpez ce bon ou vous le recopiez. Et vous l'envoyez, avec votre réponse à: PIPPERMINT GET 27 - 31250 REVEL.

Nom _____

Adresse _____

Le règlement du jeu est déposé chez Maître Desagnaux, Hésairie à Paris.

PIPPERMINT GET 27 27 degrés de fraîcheur excitante.

صحة الإنسان

EUROPE

Espagne

L'autocritique de Jorge Semprun

(Suite de la première page.) C'est un fait que Semprun, quand il parle de Sanchez, parle à la fois de lui-même et d'un autre : un autre qu'il semble avoir quelque peine à comprendre et qu'il juge sans indulgence, parce que celui-ci a eu le sentiment de la liberté de jugement qu'il a depuis retrouvée.

par la croyance aveugle ? Oui et non. Dès 1952, les procès de Prague avaient commencé à lui ouvrir les yeux... «goutte d'écide» appelée à les ronger progressivement : car permi les condamnés se trouvait José Frank, secrétaire général adjoint du parti communiste tchécoslovaque, qui avait été son camarade de déportation, et qu'il connaissait trop intimement pour ne pas savoir qu'il ne pouvait pas avoir été, comme il en était accusé, un agent de la Gestapo à Buchenwald.

On voit que l'Autobiographie de Federato Sanchez est loin de se résumer au réquisitoire contre Santiago Carrillo à qui, au moment de sa publication en Espagne, on a eu un peu tendance à la réduire. Ce n'est pas que l'auteur fasse preuve d'une bien grande indulgence : à l'égard du secrétaire général, lequel fait constamment aujourd'hui la politique qui valut à Semprun et à Claudin leur exclusion du parti. Il n'a aucune peine à mettre celui qu'il appelle « le Grand Pragmatique » en contradiction avec lui-même, notamment quant aux intarissables de l'U.R.S.S. dans le fonctionnement du parti espagnol. Ce « coquin de village (...), amnésique par surcroît, et qui a préféré le conquête des médias à celle des masses », n'est en réalité, à l'en croire, qu'un « opportuniste de gauche ou de droite, ou du centre, suivant d'où souffle le vent ».

À travers le livre, M. Carrillo apparaît surtout comme un appareiliste comme tant d'autres, installé dans une parfaite tranquillité morale. N'y contribuent pas peu le rare fermeture à l'émotion qui lui permet d'aller se coucher de bonne heure la nuit au bout de laquelle, il le sait, on va fusiller Julian Grimau, qu'il a lui-même envoyé en Espagne, en sachant tout ce que son passé comportait : qu'il signalait aux bourreaux. Mais ce confort n'est pas seulement moral. Sur le vie douillet des dirigeants exilés, sur le train spécial de la Paslonaria, sur les châteaux luxueux où se déroulaient les colloques du parti espagnol, sur le manoir dont on organisa pour Fidel Castro des parties de basket qu'il est assuré de gagner. Le livre abonde en pages d'autant plus ravageuses que leur cruauté s'entrelacent d'une suave ironie.

en français le liège décoratif se dit HPK

En exigeant H.P.K., le premier fabricant français de liège, vous êtes sûr de vous offrir le meilleur du liège : des dalles toujours bien jointes, parfaitement équerrées, un contact velouté grâce au ponçage, un aspect de finition irréprochable, une facilité de pose due à l'excellente préparation des faces à encoller.

Les bureaux des Juilliottes à Maisons-Alfort 7000 m² de bureaux neufs sur métro

de l'origine de la vie à la victoire sur les maladies, du noyau atomique à l'expansion de l'univers LA SCIENCE AU 20ème SIECLE

Bon de documentation gratuite à retourner au LIVRE CLUB DIDEROT 13, Boulevard Bourdon 75004 PARIS

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières L'APPARTEMENT que vous recherchez

Préparation d'été au CAPA Cert. d'aptitude à la prof. de sciences

Pour tous ceux, garçons et filles qui souhaitent : préparer les concours d'entrée aux grandes écoles d'Art.

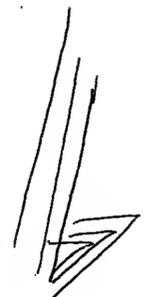
Édité par l'académie charpentier un ouvrage d'information de 48 pages abondamment illustré.

adresser votre demande à : académie charpentier Établissement d'Enseignement Technologique privé

Union soviétique... la signature d'un accord avec Moscou

Amis de France... l'inauguration à Paris... l'Union soviétique de Cherdak

TOUS



Le Monde

politique

M. Mitterrand : M. Barre fait une analyse anachronique de la crise économique

M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui a tenu lundi 22 mai une conférence de presse, est revenu sur la situation économique. « La droite avait promis au pays, si elle restait au pouvoir, le rétablissement de l'équilibre des prix, de la croissance, de l'emploi, des comptes extérieurs... »

M. Mitterrand a également indiqué qu'il supervise désormais le secteur « entreprises » de son parti. A ce titre il se propose de se rendre dans diverses régions touchées par la crise, notamment en ce qui concerne le secteur textile, la tannerie, la sidérurgie et la construction navale.

Il a également dénoncé l'aggravation des inégalités avant de déclarer : « Au moment où l'inflation se stabilise en Allemagne, en Suisse, en Grande-Bretagne, la France voit la déséquilibre de son économie s'accroître... »

Le premier secrétaire s'est félicité du fait que le P.S. ait « bien montré le choc de la crise » et fasse montre d'une « étonnante stabilité ». Selon lui l'élection municipale de Saint-Malo illustre la bonne tenue des socialistes. En ce qui concerne la vie interne du parti il a expliqué que le P.S. « a fait la démonstration de sa cohésion ».

Commentant succinctement les travaux de la convention nationale du parti républicain qui s'est réunie samedi 20 et dimanche 21 mai à Fréjus (le Monde du 23 mai), M. Mitterrand a déclaré que le premier ministre y a lancé, dans son discours, « quelques flèches contre le R.P.R. » et qu'il a été, « curieusement, le seul à attaquer la formation la plus importante ».

Commentant succinctement les travaux de la convention nationale du parti républicain qui s'est réunie samedi 20 et dimanche 21 mai à Fréjus (le Monde du 23 mai), M. Mitterrand a déclaré que le premier ministre y a lancé, dans son discours, « quelques flèches contre le R.P.R. » et qu'il a été, « curieusement, le seul à attaquer la formation la plus importante ».

Le premier secrétaire du P.S. a précisé que sa formation lance une campagne destinée à pousser contre les mesures économiques du gouvernement. Le thème retenu est : « Ils ne vous valent pas dit ça ». Une journée nationale est fixée au 20 juin. Pour prolonger et couronner la campagne, le P.S. réunira à Rennes, le 22 juin, les maires socialistes.

« Mais, à propos de flèches, qu'a voulu dire le premier ministre en déclarant que l'effort sera poursuivi parce qu'il ne peut pas être autrement et que sur ce point, il ne sera pas démenté par le président de la République ? »

Les étudiants parisiens du P.S. organisent un débat sur le thème « Les vols nouvelles de l'Union de la gauche ».

M. Raymond Barre avait notamment déclaré : « Je prie ceux qui n'ont à la bouche que la relance de l'économie de se montrer moins superficiels, pour ne pas être moins incohérents. »

AVENUE HOCHÉ à vendre hôtel particulier ancienne ambassade s'adresser GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE ET FONCIÈRE 9, Rond-Point des Champs-Élysées 75008 PARIS TEL. 359.1470

à l'amitié qui les lie au P.S. Il a, par ailleurs, déclaré qu'il sera respectueux, à l'égard de la gauche, de son autonomie et de son indépendance. « Elle sera respectée », a-t-il précisé.

« L'humanité du 23 mai note à propos de la conférence de presse de M. François Mitterrand : « Le premier secrétaire du P.S. a été par abandonner le projet qu'il exposait à Vienne, au lendemain de la signature du programme commun... »

Après la convention nationale du P.R. « LA LETTRE DE LA NATION » RELEVÉ « QUELQUES FLÈCHES CONTRE LE R.P.R. » DANS LES PROPOS DE M. BARRE

Le Front National prépare sa réorganisation. M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite) a rendu compte, lundi 22 mai, au cours d'une conférence de presse, des travaux du conseil national du mouvement. Il a notamment précisé que, pour pallier les imperfections constatées dans l'organisation du parti, à l'occasion des élections législatives, les dirigeants du F.N. ont mis en place un comité exécutif chargé d'assister le bureau politique.

M. et Mme Giscard d'Estaing se rendront le 27 mai, au Reposeur (Haute-Savoie), pour le quatrième anniversaire de l'élection présidentielle. Dans ce village de deux cents habitants, M. Giscard d'Estaing avait recueilli, le 19 mai 1974, 158 voix contre 13 à M. Mitterrand sur 186 électeurs inscrits et 183 suffrages exprimés.

M. Jacques Bille, chargé de mission au cabinet du premier ministre, est nommé chef de service d'information et de diffusion (S.I.D.) en remplacement de M. Hubert Blaine, récemment nommé préfet des Hautes-Alpes.

L'Union des gaullistes de progrès et l'Union des jeunes pour le progrès annoncent qu'une rencontre a eu lieu lundi 22 mai entre MM. Bernard Fourrier, président de l'U.J.P., et Dominique Gallot, secrétaire général de l'U.G.P. Les deux mouvements s'affirment leur attachement aux « grandes options gaullistes et particulièrement à l'indépendance nationale qui est gravement menacée par l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ».

APRÈS LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU M.R.G. Le renouvellement de la tradition radicale

Qui sont ces militants radicaux de gauche, ces congressistes qui ont arboré le match opposant MM. Crépeau et Mesrobian ? Pour essayer de le savoir, de mieux approcher de la vérité, de mieux approcher d'un parti ou d'un mouvement, nous avons procédé à une enquête par questionnaire auprès des délégués au dernier congrès du M.R.G., réuni à La Rochelle les 9-11 décembre dernier.

Le premier chiffre ne saurait surprendre, dans une société politique où la prévalence masculine reste la règle : 83% des délégués M.R.G. sont des hommes. Proportion d'ailleurs voisine de celle enregistrée au P.S. : au congrès socialiste de Nantes, en juin 1977, 85% des participants étaient également des hommes.

Deux traits apparaissent les plus dominants : d'abord le caractère relativement aléatoire des couches concernées par le militantisme au M.R.G. Seuls 8% des délégués appartiennent aux catégories les plus populaires de la population active (employés et ouvriers). Et puis aussi, un aspect nettement opposé au P.S. : le militantisme au M.R.G. est plus âgé en moyenne que celui du P.S. : 28%, par exemple, des délégués du M.R.G. ont plus de cinquante ans, contre 19% des congressistes socialistes.

Le degré de militantisme de ces radicaux de gauche apparaît assez modeste : un tiers d'entre eux seulement disent se réunir plusieurs fois par mois, un autre tiers une fois par mois, le tiers restant faisant état d'une participation épisodique.

M. Paul Alduy, député des Pyrénées-Orientales, maire de Perpignan, a été désigné président du groupe d'études des problèmes des rapatriés, à compter du 1er juin 1978.

M. Maurice Papon, ministre du budget, a informé les associations de rapatriés d'Afrique du Nord que les bénéficiaires des compléments d'indemnisation qui attendront l'âge de quatre-vingts ans « en 1978 ou postérieurement » pourront bénéficier, eux aussi, comme les personnes ayant atteint cet âge au 1er janvier dernier, des dispositions prévues à l'indemnisation par moitié en deux ans.

L'Union des gaullistes de progrès et l'Union des jeunes pour le progrès annoncent qu'une rencontre a eu lieu lundi 22 mai entre MM. Bernard Fourrier, président de l'U.J.P., et Dominique Gallot, secrétaire général de l'U.G.P. Les deux mouvements s'affirment leur attachement aux « grandes options gaullistes et particulièrement à l'indépendance nationale qui est gravement menacée par l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ».

Tableau des catégories socio-professionnelles (en %) M.R.G. P.S. Agriculteurs 5 2 Patron de l'industrie et du commerce 10 2 Professions libérales 14 4 Cadres supérieurs 20 44 Cadres moyens 25 28 Employés 3 5 Ouvriers 3 5 Inactifs, retraités, ménages 18 6

Adhérents d'un mouvement signataire du programme commun de gouvernement, les militants du M.R.G. invités à se situer sur une échelle gauche-droite, se placent nettement à gauche. C'est le cas de 88% d'entre eux, 8% se situent à l'extrême gauche, 4% au centre, 1% à droite et 3% refusent de se classer.

M. Gabriel Péronnet, ancien ministre, président d'honneur du parti radical, a estimé, lundi 22 mai, que l'élection de M. Michel Crépeau à la présidence du M.R.G. « apparaît, qu'on le veuille ou non, comme un succès pour le parti socialiste ».

M. Albert Lopez, président de la fédération des Alpes-Maritimes du Mouvement des radicaux de gauche, a donné sa démission, lundi 22 mai, au M.R.G. en raison de l'élection de M. Michel Crépeau à la présidence du mouvement. Trois conseillers municipaux connus, membres du comité directeur de la fédération des Alpes-Maritimes, ont également donné leur démission.

M. Michel Porta et Thierry Jambert, président et secrétaire général du M.A.R.S. (Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes socialistes), voient dans l'élection de M. Michel Crépeau à la présidence du M.R.G. le premier événement qui depuis mars 1978, concrétise l'espoir d'un profond renouvellement du programme de la gauche non communiste.

Les élus de Mayotte repoussent les avances du nouveau régime de Moroni. Dans une déclaration remise lundi 22 mai à la presse, les élus de la communauté territoriale de Mayotte ont rejeté, sans aucune équivoque, l'idée d'une intégration de leur île à une « République fédérale comorienne ».

M. Jacques Bille, chargé de mission au cabinet du premier ministre, est nommé chef de service d'information et de diffusion (S.I.D.) en remplacement de M. Hubert Blaine, récemment nommé préfet des Hautes-Alpes.

Les communistes

Barre, ministre de l'Énergie, a déclaré, lundi 22 mai, que le P.S. avait « bien montré le choc de la crise » et faisait montre d'une « étonnante stabilité ».

« L'humanité du 23 mai note à propos de la conférence de presse de M. François Mitterrand : « Le premier secrétaire du P.S. a été par abandonner le projet qu'il exposait à Vienne, au lendemain de la signature du programme commun... »

M. Michel Porta et Thierry Jambert, président et secrétaire général du M.A.R.S. (Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes socialistes), voient dans l'élection de M. Michel Crépeau à la présidence du M.R.G. le premier événement qui depuis mars 1978, concrétise l'espoir d'un profond renouvellement du programme de la gauche non communiste.

M. Jacques Bille, chargé de mission au cabinet du premier ministre, est nommé chef de service d'information et de diffusion (S.I.D.) en remplacement de M. Hubert Blaine, récemment nommé préfet des Hautes-Alpes.

L'Union des gaullistes de progrès et l'Union des jeunes pour le progrès annoncent qu'une rencontre a eu lieu lundi 22 mai entre MM. Bernard Fourrier, président de l'U.J.P., et Dominique Gallot, secrétaire général de l'U.G.P. Les deux mouvements s'affirment leur attachement aux « grandes options gaullistes et particulièrement à l'indépendance nationale qui est gravement menacée par l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ».

M. Jacques Bille, chargé de mission au cabinet du premier ministre, est nommé chef de service d'information et de diffusion (S.I.D.) en remplacement de M. Hubert Blaine, récemment nommé préfet des Hautes-Alpes.

L'Union des gaullistes de progrès et l'Union des jeunes pour le progrès annoncent qu'une rencontre a eu lieu lundi 22 mai entre MM. Bernard Fourrier, président de l'U.J.P., et Dominique Gallot, secrétaire général de l'U.G.P. Les deux mouvements s'affirment leur attachement aux « grandes options gaullistes et particulièrement à l'indépendance nationale qui est gravement menacée par l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ».

Le Front National

Après la convention nationale du P.R. « LA LETTRE DE LA NATION » RELEVÉ « QUELQUES FLÈCHES CONTRE LE R.P.R. » DANS LES PROPOS DE M. BARRE

Le Front National prépare sa réorganisation. M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite) a rendu compte, lundi 22 mai, au cours d'une conférence de presse, des travaux du conseil national du mouvement.

M. et Mme Giscard d'Estaing se rendront le 27 mai, au Reposeur (Haute-Savoie), pour le quatrième anniversaire de l'élection présidentielle. Dans ce village de deux cents habitants, M. Giscard d'Estaing avait recueilli, le 19 mai 1974, 158 voix contre 13 à M. Mitterrand sur 186 électeurs inscrits et 183 suffrages exprimés.

M. Jacques Bille, chargé de mission au cabinet du premier ministre, est nommé chef de service d'information et de diffusion (S.I.D.) en remplacement de M. Hubert Blaine, récemment nommé préfet des Hautes-Alpes.

L'Union des gaullistes de progrès et l'Union des jeunes pour le progrès annoncent qu'une rencontre a eu lieu lundi 22 mai entre MM. Bernard Fourrier, président de l'U.J.P., et Dominique Gallot, secrétaire général de l'U.G.P. Les deux mouvements s'affirment leur attachement aux « grandes options gaullistes et particulièrement à l'indépendance nationale qui est gravement menacée par l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ».

M. Jacques Bille, chargé de mission au cabinet du premier ministre, est nommé chef de service d'information et de diffusion (S.I.D.) en remplacement de M. Hubert Blaine, récemment nommé préfet des Hautes-Alpes.

L'Union des gaullistes de progrès et l'Union des jeunes pour le progrès annoncent qu'une rencontre a eu lieu lundi 22 mai entre MM. Bernard Fourrier, président de l'U.J.P., et Dominique Gallot, secrétaire général de l'U.G.P. Les deux mouvements s'affirment leur attachement aux « grandes options gaullistes et particulièrement à l'indépendance nationale qui est gravement menacée par l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ».

Le Monde dossiers et documents N° 10 LES ENSEIGNANTS L'ÉCONOMIE JAPONAISE Mensuel : 3 F. Abon. : 30 F

AVENUE HOCHÉ à vendre hôtel particulier ancienne ambassade s'adresser GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE ET FONCIÈRE 9, Rond-Point des Champs-Élysées 75008 PARIS TEL. 359.1470

Le Monde dossiers et documents N° 10 LES ENSEIGNANTS L'ÉCONOMIE JAPONAISE Mensuel : 3 F. Abon. : 30 F

Le Monde dossiers et documents N° 10 LES ENSEIGNANTS L'ÉCONOMIE JAPONAISE Mensuel : 3 F. Abon. : 30 F

Le Monde dossiers et documents N° 10 LES ENSEIGNANTS L'ÉCONOMIE JAPONAISE Mensuel : 3 F. Abon. : 30 F

LA CONTROVERSE AU SEIN DU P.C.F.

Les animateurs du «manifeste des trois cents» répondent au bureau politique

M. Michel Barak, maître-assistant au centre d'Etudes de l'université de Provence, membre du P.C.F. depuis juin 1947, et Georges Labica, membre du comité fédéral des Hauts-de-Seine, nous écrivent :

« Suite à la publication, dans votre édition du vendredi 19 du texte d'une pétition signée par plus de trois cents communistes, suite aussi aux réactions suscitées par ce document, notamment celle du bureau politique du P.C.F., il ne nous paraît pas inutile de porter à la connaissance de vos lecteurs les quelques précisions et remarques suivantes.

Le texte, rédigé il y a quelques semaines, au lendemain du rapport du comité central de la fin avril, par des membres d'une cellule de l'université de Provence, n'était nullement destiné à devenir une pétition nationale. Il s'agissait d'une lettre de nos camarades, dans la période actuelle, des cellules ou des militants pour parvenir à la direction de leur parti. Il n'avait, comme elles, d'autre but que de devenir, à proprement parler, « national », — ce qui suppose tout un réseau de transmissions parfaitement étranger à des communistes, ce caractère local, que sous l'effet du hasard des relations personnelles et de la conjoncture quand il s'est avéré (communiqué du bureau politique en date du 11 mai et article de Paul Laurent dans l'Humanité du 13 mai) que la direction du parti, confirmant son refus de prendre en considération le débat dans toute son ampleur, devait livrer à la réprobation de l'ensemble du parti, notamment les camarades, Louis Althusser, par ses soins isolés, circonstances que spontanément, lui et la des militants ayant appris l'existence, entre autres textes, de celui d'Aix, ont désiré le signer afin d'affirmer leur solidarité face à une « posture politique » dont ils n'approuvaient ni le principe ni la fin. Quant au texte lui-même, indépendamment de telle ou telle phrase, toujours passible de rectifications, il présentait l'avantage d'être nullement une plate-forme politique, mais bien de permettre, sur la base d'une critique positive exigeant un essor de la démocratie interne, à des points de vue divers de se retrouver sans se renier. C'est pourquoi pour exemple les six signataires (dont Georges Labica) de la lettre parue dans le Monde du 6 avril, qui s'étaient tout d'abord abstenus, décidèrent, à leur tour, de l'adopter. Nous savons qu'il en alla de même pour certains autres camarades, dont Jean Kelenstein.

« Ce que signifie, dans son fond, une telle démarche devra nécessairement faire l'objet d'une étude rigoureuse. Il n'en est pas question ici. Mais on peut d'ores et déjà noter qu'il ne s'agit ni d'une « tendance », ni d'une « fraction »

en voie d'organisation, ainsi que quelques organes de presse, dont le Monde, l'ont laissé entendre, ni d'un regroupement en vue d'engager « une lutte politique ouverte », comme l'assure la résolution du bureau politique du 19 mai. Garantissons, sans grand risque, qu'aucun des signataires ne se reconnaît dans de tels jugements. Autant ressusciter le sinistre mythe de l'action d'un « centre directeur » occulté !

« Il ne s'agit pas non plus d'un opportunisme de droite » et « d'opportunisme de gauche », ou alors il faudra convenir, comme de chaque fois que se produit une telle « collusion » dans le mouvement ouvrier, que l'on a affaire à une crise, dont le diagnostic est à préciser. Or, nous pensons que c'est assurément le cas aujourd'hui, l'indicateur du parti, sur la base de ses propres contradictions. Soyons assurés que la dénonciation de l'anathème ne feront qu'en rendre l'issue plus dramatique. On a versé d'ajouter qu'il ne pouvait s'agir non plus, après les avoir bien sûr édités, « de faire approuver les signataires, contre la politique du parti, ses principes d'organisation et sa direction » (cf. la déclaration du bureau politique).

« Pour la chronologie, elle aussi en cause, indiquons que le texte d'Aix a été adressé, le 15 mai, au rédacteur en chef de l'Humanité, accompagné d'une lettre dénuée de toute ambiguïté (1). Le même texte a été déposé au Monde le 18 mai dans l'après-midi. On saurait d'autant moins nous reprocher, comme il fait cependant l'Humanité du 20 mai, de n'avoir point attendu « la position » du bureau politique qu'un délai suffisant s'était écoulé : que, jusqu'ici, les seules réponses données, quand il y en avait, aux initiatives de ce genre, étaient des fins de non-recevoir ; qu'une certaine « réponse » avait bel et bien été apportée dans l'Humanité du 18 mai, où Jacques Chabanol, dans un article intitulé « Pour l'alliance », citait même, mais sans en dire la provenance, un membre de phrase qui devait être modifié dans la version corrigée à la presse (2) ; qu'il semble, malheureusement, que la seule réplique effective ait consisté, dès le 17 mai, à faire savoir aux responsables des cellules et de sections quels des communistes de leur ressort avaient signé le texte, afin que contact direct soit pris avec eux.

« Le vingt-troisième comité, très décidément trop jeune, il n'a pas encore aboli les anciennes pratiques. Ajouterons-nous que, si insérée que soit la démarche des « trois cents », rien dans nos statuts de la frappe d'interdit, ni même le recours à la pétition ; rien, sinon ces « principes et règles de fonctionnement », s'a c r a i s s mais jamais définis que l'on applique chaque fois qu'on veut substituer à l'analyse concrète de la situa-

tion concrète le procès d'intention. C'est d'ailleurs bien ainsi que de nombreux communistes l'ont senti, puisque, dès la publication de la résolution du bureau politique, de nouvelles signatures s'ajoutaient aux précédentes, portant leur nombre à près de cinq cents. Signataires tout aussi spontanés, quant à elles, au bas d'arguments absolument incontestables.

« Car, enfin, se fermait-il ou les yeux sur ce fait (en voilà bien un !) que les lecteurs de l'Humanité, ce samedi matin 20 mai, avaient été les seuls à ne rien savoir, ni ce sous forme d'extrait, de la pétition incriminée et violemment par la direction de leur parti, ni non plus des noms des signataires, leurs camarades ? Comme jadis, comme naguère, les principaux intéressés devaient-ils être tenus dans l'ignorance des pibes du dossier que l'on instruit en leur nom ? On bien se déterminera-t-on, et résolument, à prendre en compte « l'aspiration

de chacun à être informé, à participer aux décisions », ainsi que le dit si pertinemment la même résolution du bureau politique ? Il est temps, en effet, d'appeler à une nouvelle réflexion », à un nouveau style. « Préserver et développer la vie démocratique du parti », tel est le mot d'ordre commun à tous les communistes. Leur programme en vos du vingt-troisième congrès. Au travail, camarades !

(1) N.D.R. — Dans la lettre à l'Humanité, M. Barak précisait notamment que nombre des signataires de la pétition « viennent encore de rappeler, dans les conversations adressées par les cellules et les sections à la veille du comité central, qu'ils étaient plus que jamais hostiles à l'organisation de l'indépendance et attachés à l'unité de la ligne, garantie de la clarté de leurs engagements et du succès de leurs combats ».

(2) La citation retenue par notre camarade, et refusée arbitrairement et brutalement, figurait dans une première version du texte, rectifiée à la suite de critiques.

Pour la fête d'« Avant-Garde »

Les jeunes communistes veulent réunir plus de 100 000 personnes à Ivry-sur-Seine

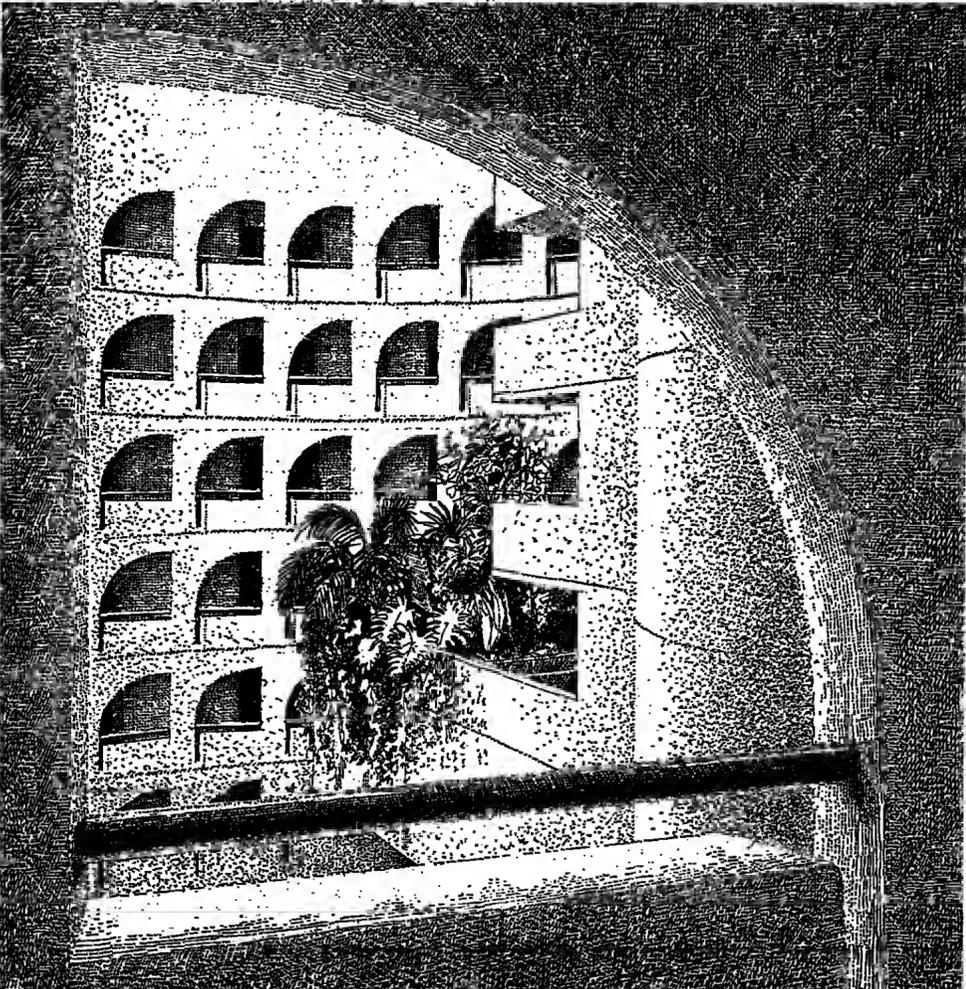
Le Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) espère réunir plus de cent mille personnes à la fête de l'« Avant-Garde », qui aura lieu les 4 et 5 juin dans les rues d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Cette manifestation, au cours de laquelle M. Georges Marchais prendra la parole, aura, pour la première fois, un caractère national. Un certain nombre de débats sont prévus sur l'union de la gauche, l'auto-communisme, mai 68, la lutte des femmes, la philosophie marxiste, etc.

Au cours du récent conseil national « élargi » du Mouvement, M. Catala a présenté un rapport sur les travaux du comité central du parti communiste. Il a précisé les principaux « axes de travail » du M.J.C.F. pour les mois à venir : cadre de vie, lutte contre le chômage, démocratie dans l'entreprise, dans les établissements scolaires et dans les médias, luttes des femmes, désarmement et « solidarité avec les peuples en lutte ».

« Avant-Garde », 9, rue Bumbold, 75015 Paris, téléph. : 378-10-62.

LE MONDE
neuf ans de la vie de la République
de ses lecteurs dans le monde
d'annonces publicitaires
Vous trouverez les listes
DES BUREAUX
que vous recherchez

Frantel Lyon. Un hôtel unique en Europe.



Vue sur le patio depuis les couloirs intérieurs. Frantel Lyon - 245 chambres à partir de 190 F - Port-Dieu Nord - Tour du Crédit lyonnais.

frantel

Des hôtels au cœur des villes.

Réervations centrales Tél. Paris (1) 828.88.00 - Lyon (78) 62.94.12 - Marseille (91) 9074.85

M. Hincker : la période actuelle restera comme l'une des plus importantes dans l'histoire du parti

La Nouvelle Critique, revue du P.C.F. destinée aux intellectuels, revient dans son numéro de mai sur le débat en cours au sein de la formation communiste. La précédente livraison de la revue était d'une tonalité très critique à l'égard de la politique menée par le P.C.F. au cours des derniers mois (le Monde du 14 avril), ce qui conduisit le comité central à condamner la revue (le Monde du 17 mai).

M. François Hincker, rédacteur en chef de la Nouvelle Critique et membre du comité central, écrit dans le numéro de mai, sous le titre : « Réflexions sur un débat et sur une orientation ».

« L'objet, le contenu, le sens de ces discussions, méritent attention et feront que rapidement cette période restera comme l'une des plus importantes dans l'histoire du parti.

« Notre parti communiste a aujourd'hui près de six cent cinquante mille adhérents dont la moitié n'étaient pas communistes

UN CONSEILLER GÉNÉRAL QUITTE LE PARTI COMMUNISTE

M. André Terrison, conseiller général du canton de Florac (Lozère), a annoncé, samedi 20 mai, sa démission du parti communiste français. Il donne comme motif de sa décision l'insuffisance de la démocratie interne : « J'estime », a expliqué M. Terrison à l'A.F.F., que le P.C.F. a un part de responsabilité dans l'échec de la gauche aux élections législatives. Il est donc venu, à la suite de cet échec, instaurer un large débat partant de la base, c'est-à-dire des cellules de notre parti, avec publication de tribunes libres dans nos organes de presse. Cela n'a pu se faire. »

« L'étonnant dans ces conditions n'est pas que, l'extrême tension retombée et la pause (forte relative) survenue permettant mieux la discussion, se manifeste un besoin formidables de retour sur soi-même et donc des interrogations, mais que l'essentiel soit d'emblée saisi par presque tous les communistes, c'est-à-dire que « nous avons dû mener une bataille sur un double front durant cette campagne des élections législatives : d'une part tout faire pour porter des coups à la droite, et d'autre part entraîner au maximum le mouvement social-démocrate du parti socialiste (rapport de Georges Marchais au comité central du 26 avril). »

« PRECISIONS. — Mme Raymond Ardon, de Marseille, qui figurait parmi les trois cents signataires de la pétition de militants communistes publiée dans le Monde du 20 mai nous indique qu'elle n'a pas signé ce texte. M. Pierre Tcherukina, d'Amièrès, nous signale qu'à sa connaissance le texte ne devait être adressé qu'à l'Humanité et qu'il retire donc sa signature.

TRE-MER
les plus de Matras
les plus de Matras

POLITIQUE

UNE JOURNÉE D'ÉTUDES DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Réflexions sur les élections législatives des 12 et 19 mars

L'Association française de science politique a organisé, vendredi 19 mai, une journée d'études sur les élections législatives des 12 et 19 mars. Deux mille jour pour jour, après le second tour de ce scrutin, des spécialistes des questions électorales ont confronté leurs premières analyses et échangé les premières réflexions que leur ont inspirées les résultats.

M. François Goguel, qui présidait les travaux, a tout d'abord évoqué l'évolution politique d'octobre 1977 à mars 1978 en soulignant la persistance du désaccord des partis de gauche sur l'actualisation du programme commun et l'impression d'union donnée par les formations de la majorité.

Après avoir relevé que le sentiment d'« automisme » donné par la nombre élevé de candidatures (4 298 pour 491 sièges) avait été démenti par les résultats du premier tour (le P.C., le P.S., la M.R.G., l'U.D.F. et le R.P.R. recueillent quelque 87 % des suffrages exprimés), M. Goguel a rapproché les résultats du 12 mars de ceux des élections législatives de 1966. Il en est retenu que la P.C. apparaît comme « éclaircie », semblant avoir renoncé à toutes conquêtes et se cramponner à ses positions. Pour les socialistes, il a indiqué que le P.S. a recueilli 22,8 % des suffrages exprimés en 1978 sans le M.R.G., 24 % avec, tandis que le S.F.I.O. en 1966, dans la Sud-Est en général, ainsi que dans le Nord, les Ardennes, la Somme, les Landes, les

Pyrénées-Orientales et les Alpes-de-Haute-Provence.

M. Goguel a noté qu'en ce qui concerne la majorité U.D.F. et R.P.R. apparaissent « complémentaires » et que la R.P.R. a réalisé de bonnes performances dans les secteurs où la droite ne se battait pas, ou mal, sous la III^e et la IV^e République.

Traitant des reports de voix au second tour, s'il les a estimés bons entre les formations de la majorité, le président de la Fondation des sciences politiques les a jugés moins satisfaisants au sein de la gauche.

M. Lelièvre a rappelé qu'en 1978 les représentants de la gauche au second tour avaient enregistré, en moyenne, une perte de 2,2 points de pourcentage par rapport au total des voix de gauche du premier tour quand ils étaient communistes et un gain de 2,2 points quand ils étaient socialistes. M. Alain Lancelot a précisé que, d'après ses calculs, pour le second tour de 1978, dans la première circonscription, la perte a été de 5,33 points; dans le second, le gain a été de 0,40 point et la perte de 0,84 point quand le représentant de la gauche était radical de gauche.

M. Lancelot a donné ensuite connaissance d'une étude portant sur les deux cent vingt et une villes de plus de trente mille habitants. La gauche y avait recueilli 50,80 % de suffrages exprimés au premier tour des élections municipales de mars 1977 (51,19 % au second tour). En mars dernier, les scores de la gauche ont été de 49,50 % au premier tour (49,82 % au second). Les résultats de la majorité ont été de 49,50 % au premier tour de mars 1977, contre 43,78 % le 12 mars dernier, les résultats des seconds tours étant respectivement de 47,73 % et de 50,12 %.

En Bretagne, des principales forces politiques. Selon M. Braud, les comportements électoraux y sont dominés par trois phénomènes dont le premier est « le double vote idéologique lié à la crise de la société traditionnelle ». Il a estimé à ce propos que les progrès socialistes sont dus non pas au glissement à gauche des catholiques pratiquants réguliers mais plutôt au détachement croissant de la pratique dominicale régulière de nombreux catholiques. Quant au P.C., il a relevé qu'il était lié à des couches sociales en déclin : « Le P.C. n'est pas, a-t-il déclaré, la visage, ambigu d'ailleurs, de la modernité. » Second point : M. Braud a démontré que les choix électoraux étaient indépendants de la situation économique et qu'il était donc difficile de lier la montée du P.S. à la crise économique. « La conjoncture économique n'induit pas le choix des électeurs », a-t-il affirmé avant d'ajouter : « mais la percep-

tion des réponses les plus efficaces aux défis qu'elle impose. »

Le troisième phénomène, décrit par M. Braud, a trait à ce qu'il a appelé « le nouvel échange symbolique ». Les valeurs proposées par les candidats et dans lesquelles l'électeur est invité à se reconnaître sont très différentes de celles que véhiculait, a-t-il expliqué, les appareils dominants. Les valeurs nouvelles sont à la fois celles de la société de croissance (modernité, efficacité et dynamisme économiques, primat du savoir de l'expert) mais aussi celles de la protestation contre les promesses que les socialistes n'ont pas tenues ou les frustrations qu'elle a fait subir. Les progrès du P.S. et la bonne tenue de la majorité, a-t-il résumé, semblent directement liés à l'aptitude des candidats à assumer cette double exigence : une fraction majoritaire de l'électorat : loi en la modernité, protestation contre ses ratés.

Après la présentation par M. Bernard Drenth d'une note de recherche, réalisée avec M. Frédéric Bon, portant sur la population électorale dans la région Rhône-Alpes, M. François Platone a rendu compte des travaux qu'il a effectués avec M. Jean Ranger sur les résultats à Paris. Après avoir indiqué que gauche et majorité, par rapport aux élections législatives de 1967 et 1973, avaient reculé du fait de l'apparition d'un « tiers parti » (écologistes notamment), il a mis l'accent sur le recul de la gauche, moins marqué que celui de la droite, et qu'il se décompose en un très sensible progrès du P.S.-M.R.G. et en un recul plus sensible du P.C. Pour expliquer le stagnation de l'influence globale de la gauche au premier tour et son absence de capacité d'attraction et de mobilisation au scrutin de ballottage, M. Platone a évoqué une évolution sociologique de la ville qui lui aurait profondément dévalorisé et les conflits internes de la gauche mobilisation électorale, la parole établie du P.C. et de l'extrême gauche, la poussée de la gauche due à la seule progression du P.S.-M.R.G. et ne se faisant en aucune façon au détriment du P.C., caractérisant l'évolution de la gauche de septembre 1973 à mars 1978, ils ont également constaté que la poussée du P.S. « dans ses terres de mission », ne s'effectue pas au détriment du P.C. qui, par exemple, progressa de deux points dans les cantons où les gains socialistes sont particulièrement forts.

Les deux auteurs de cette recherche ont d'autre part, estimé que le léger recul de 1978 enregistré par le P.C. « concorde trop avec l'émergence de l'écologie pour que l'on puisse s'y voir qu'une coïncidence ».

Les auteurs de cette étude, n'a fait que confirmer une situation remontant à l'origine de la V^e République, voire antérieure à 1958, à savoir que le gaullisme législatif n'a jamais rassemblé qu'une fraction, somme toute marginale, d'un électorat de droite dont l'opposition à la gauche constitue le ciment permanent. De cette étude, il ressort également que le socialisme ne marque pas profondément les résultats électoraux. C'est ainsi que la deuxième circonscription de la Drôme, fortement agricole, vote plus à gauche que la quatrième de la Loire, la plus ouvrière de la région.

En Alsace et en Bretagne

Ouvrant la seconde partie des travaux, consacrés aux analyses régionales, M. François Dreyfus a traité de l'évolution du gaullisme en Alsace. Après avoir relevé la « lente montée » du gaullisme dans cette région (13 % des suffrages exprimés en 1946, 25 % en 1951, 8 % en 1956, 17 % en 1958, 35 % en 1962, 53 % en 1967, 65 % en 1968, 51 % en 1973 et 53,7 % en 1978), il a relevé que de la situation de monopole, qui a fait que tous les députés étaient gaullistes entre 1967 et 1973, le gaullisme alsacien est passé à une situation dominante face à l'U.D.F., qui est, dans cette région, essentiellement à caractère centriste. M. Dreyfus a expliqué le recul du gaullisme par la personnalité des candidats et sa résistance, par l'importance de son appareil et de ses structures militantes. Selon lui, le poids des structures n'a pas toujours joué en sa faveur : dans le Haut-Rhin, où l'appareil est moins lourd, les gaullistes ont conservé trois sièges ; dans le Bas-Rhin, en revanche, ils en ont perdu quatre. La raison de cet échec, aux yeux de M. Dreyfus, réside dans les divergences entre

les candidats et ce qu'il appelle l'« idéologie locale », faite de défense des traditions régionales, d'ouverture aux problèmes sociaux, de prise en compte de la religion, de fidélité à un sentiment national français et d'une certaine déférence à l'égard du pouvoir présidentiel. Pour M. Dreyfus, le « gaullisme alsacien » est « une synthèse de l'esprit démocratique-chrétien et du sentiment national ».

Après une communication de Mme Sellier consacrée à la Picardie, M. Philippe Braud a évoqué la Bretagne. Constatant qu'elle tend à s'aligner électoralement sur le reste du pays, il a relevé que la spécification du comportement électoral breton (à savoir la faiblesse marquée de la gauche et plus particulièrement de la gauche non communiste, et la puissance du centrisme de tendance social-chrétienne, face à un gaullisme qui lui disputait la prépondérance) est remise en cause, et ce, depuis 1971. La montée du P.S. et le recul du centrisme aboutissant, a-t-il constaté, à aligner sur le moyenn national, l'implanta-

Les méthodes de travail du général de Gaulle

Poursuivant la tâche qu'il a été fixé de susciter une recherche de caractère scientifique sur la personne et l'œuvre du général de Gaulle, l'Institut Charles-de-Gaulle organise, les 28 et 27 mai, un colloque dont l'objet est plus ambitieux que celui des deux précédents, dont il a déjà pu l'initiative, sur les intentions qui avaient présidé au référendum d'avril 1969 et sur la déclaration de sympathie au Québec libre. Il ne s'agit de rien moins que de la composition des entourage qui l'ont servi, de ses méthodes de travail, de la genèse de ses décisions. Sans du tout viser à analyser le contenu de sa politique, le propos est de prolonger les études rassemblées dans l'ouvrage De Gaulle et le service de l'État, publié à l'initiative de l'Institut, pour mieux comprendre les conditions de son élaboration comme de son application.

S'inspirant d'une démarche qui a

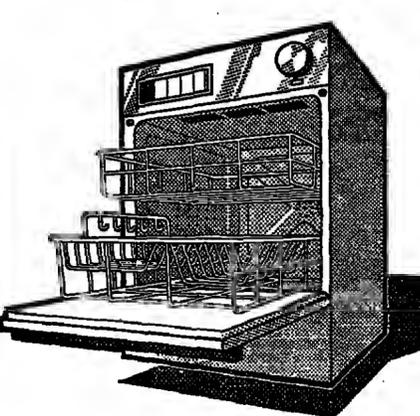
déjà fait ses preuves en d'autres occasions pour l'histoire contemporaine, le colloque, dont les travaux ont été préparés depuis plusieurs mois par des groupes d'étude spécialisés, en particulier sur certaines décisions, associe étroitement historiens et leurs réponses nul doute que ne résultent une meilleure connaissance de la personnalité de l'homme et de sa façon de travailler, et partant, une meilleure intelligence de l'histoire contemporaine de la France.

Après la présentation par M. Bernard Drenth d'une note de recherche, réalisée avec M. Frédéric Bon, portant sur la population électorale dans la région Rhône-Alpes, M. François Platone a rendu compte des travaux qu'il a effectués avec M. Jean Ranger sur les résultats à Paris. Après avoir indiqué que gauche et majorité, par rapport aux élections législatives de 1967 et 1973, avaient reculé du fait de l'apparition d'un « tiers parti » (écologistes notamment), il a mis l'accent sur le recul de la gauche, moins marqué que celui de la droite, et qu'il se décompose en un très sensible progrès du P.S.-M.R.G. et en un recul plus sensible du P.C. Pour expliquer le stagnation de l'influence globale de la gauche au premier tour et son absence de capacité d'attraction et de mobilisation au scrutin de ballottage, M. Platone a évoqué une évolution sociologique de la ville qui lui aurait profondément dévalorisé et les conflits internes de la gauche mobilisation électorale, la parole établie du P.C. et de l'extrême gauche, la poussée de la gauche due à la seule progression du P.S.-M.R.G. et ne se faisant en aucune façon au détriment du P.C., caractérisant l'évolution de la gauche de septembre 1973 à mars 1978, ils ont également constaté que la poussée du P.S. « dans ses terres de mission », ne s'effectue pas au détriment du P.C. qui, par exemple, progressa de deux points dans les cantons où les gains socialistes sont particulièrement forts.

Les deux auteurs de cette recherche ont d'autre part, estimé que le léger recul de 1978 enregistré par le P.C. « concorde trop avec l'émergence de l'écologie pour que l'on puisse s'y voir qu'une coïncidence ».

Les auteurs de cette étude, n'a fait que confirmer une situation remontant à l'origine de la V^e République, voire antérieure à 1958, à savoir que le gaullisme législatif n'a jamais rassemblé qu'une fraction, somme toute marginale, d'un électorat de droite dont l'opposition à la gauche constitue le ciment permanent. De cette étude, il ressort également que le socialisme ne marque pas profondément les résultats électoraux. C'est ainsi que la deuxième circonscription de la Drôme, fortement agricole, vote plus à gauche que la quatrième de la Loire, la plus ouvrière de la région.

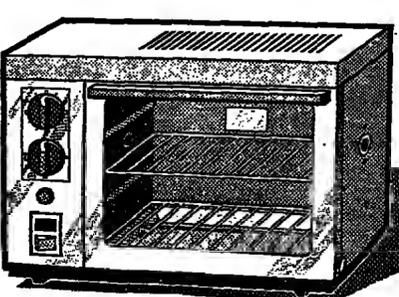
Darty vend des vaisselles étincelantes au prix Darty.



57 modèles de lave-vaisselle, à partir de 1290 F.

Une bonne idée pour la Fête des Mères.

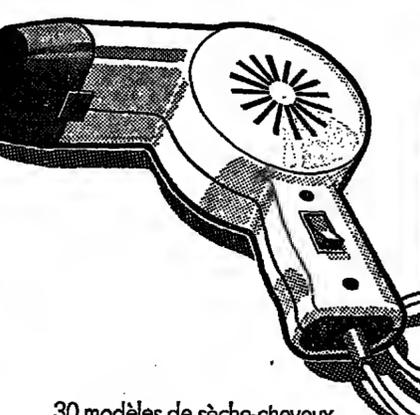
Darty vend des poulets à la broche au prix Darty.



9 modèles de rôtissoire à partir de 218 F.

Une bonne idée pour la Fête des Mères.

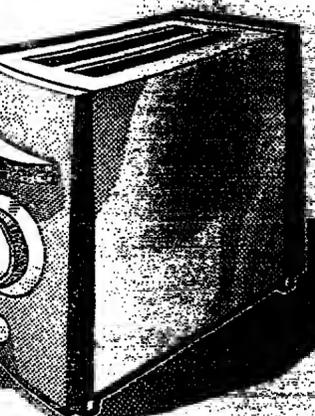
Darty vend des cheveux bouclés au prix Darty.



30 modèles de sèche-cheveux à partir de 34 F.

Une bonne idée pour la Fête des Mères.

Darty vend des tartines grillées au prix Darty.



18 modèles de grille-pain à partir de 41 F.

Une bonne idée pour la Fête des Mères.

مكتبة من الأصل

سكوتة الاحول

2 et 19 mars

POLITIQUE

AU CONSEIL DE PARIS

- Le développement des « actes de terrorisme fasciste »
- La création d'une école de mimodrame.

Réuni le lundi 22 mai en séance ordinaire, le Conseil de Paris a notamment approuvé plusieurs affectations d'autorisations de programme, dans le cadre du budget d'investissement de 1978, ainsi que la création d'une école de mimodrame, confiée à Marcel Marceau, après un débat consacré, selon l'expression du maire, au « développement des actes de terrorisme fasciste ».

L'assemblée de la capitale doit se réunir en séance extraordinaire jeudi matin 25 mai, à la demande du préfet de la région Ile-de-France, afin d'étudier les conséquences financières de l'inscription d'office au budget de la ville des dépenses de police refusées par la municipalité (« le Monde » du 29 avril). Dans cette affaire, le maire avait bénéficié de l'appui de la gauche. Dans un appel aux Parisiens - publié lundi, les élus communistes ont confirmé leur soutien à M. Jacques Chirac en indiquant qu'ils refuseront de céder au « diluât » du gouvernement, et qu'ils demanderont à la municipalité de « confirmer son exigence d'abrogation » de l'inscription d'office. De leur côté, les élus socialistes paraissent enclins à renvoyer dos à dos le gouvernement et le maire. — J.-M. C.

A l'ouverture de la séance, M. Jacques Chirac a rendu hommage à la mémoire d'Aldo Moro, puis il a donné un avis favorable à la proposition du groupe communiste tendant à donner à une rue de la capitale le nom de l'ancien président de la démocratie chrétienne italienne.

Le maire de la capitale évoque ensuite l'attentat commis le vendredi 19 mai contre les locaux de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.), rue François-Miron (4^e), et revendiqué par un groupe Feïper. M. Chirac indique notamment : « Il est extraordinairement préoccupant de voir le développement des actes de terrorisme fasciste (...). Je demande au préfet de police de prendre toutes les mesures nécessaires pour que ces groupes soient poursuivis et châtiés avec toute la rigueur de la loi. » (Nos dernières éditions.)

Il précise que les locaux de la F.N.D.I.R.P. seront remis en état par la ville de Paris, puis répond à une proposition de M. Henri Flshin, président du groupe communiste, il confirme que Mme de Hauteclouque (R.P.R.), adjoint au maire, est chargée de représenter la municipalité à la manifestation de protestation prévue lundi après-midi rue François-Miron.

Présent alors successivement la parole M. Pierre-Charles Krieg (R.P.R.) pour souligner que « la sécurité semble mal assurée, dans certains cas, à Paris » ; M. Henri Flshin pour demander l'ouverture d'un débat sur les questions de sécurité ; M. Lionel Jospin (P.S.) pour souhaiter que la multiplication des actes de terrorisme « débouche sur une véritable prise de conscience devant la gravité de la situation » ; l'orateur socialiste s'indigne de l'« impunité » dont semblent bénéficier, selon lui, les auteurs de ces actes. M. Pierre Lépine (C.D.S.) s'élève contre les critiques dont font l'objet les forces de l'ordre et rappelle la mort d'un C.R.S. samedi 20 mai, lors de l'attentat commis à l'aéroport d'Orly.

Répondant aux différents orateurs, M. Pierre Samvelle, préfet de police, se déclare « sceptique à l'égard des affirmations selon

Les problèmes des collectivités locales

L'ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DEMANDE AUDIENCE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les dirigeants de l'Association des maires de grandes villes, qui regroupent les représentants de quarante-quatre villes de plus de quatre-vingt mille habitants (1), ont demandé audience au président de la République pour lui exprimer leur souhait « d'être associés aux travaux préparatoires concernant le projet de loi sur la réforme des collectivités locales » et lui faire part de leurs propositions à ce sujet. Ils souhaitent également s'entretenir avec le premier ministre de la nécessité « d'accorder à toutes les communes un complément de recettes, au titre du versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.R.T.S.), afin de compenser les hausses de toutes sortes survenues depuis l'élaboration des budgets communaux ».

(1) L'Assemblée générale de l'association, qui s'est tenue le 18 mai au palais de Luxembourg sous la présidence de M. Roger Quilliot (P.S.), sénateur du Puy-de-Dôme, maire de Clermont-Ferrand, a accueilli la grande assemblée de la ville de Reims, dont le maire est M. Claude Lamaha (P.C.). Au cours de la même réunion, le député Gorse (R.P.R.), ancien ministre, Rouleau-Billancourt, a été élu député des Hauts-de-Saône, maire de membre du bureau.

Dans la capitale DES ANCIENS DÉPORTÉS ET RÉSISTANTS MANIFESTENT CONTRE UN ATTENTAT

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées lundi 22 mai, à 18 heures, rue François-Miron, à Paris, devant le siège de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants patriotes (F.N.D.I.R.P.) que des inconnus, se réclamant d'un groupe Feïper, ont plastiqué dans la nuit du 19 mai.

Les anciens combattants et déportés entendaient ainsi protester contre « cet attentat fasciste qui s'inscrit dans la série des actes criminels commis par ceux qui réclament de l'« idéologie d'Hitler », a affirmé un des responsables de la Fédération. Pour sa part, M. Marcel Paul, ancien ministre, président d'honneur de la F.N.D.I.R.P., a appelé « tous les démocrates à réclamer l'interdiction des groupes fascistes » en dénonçant « la réhabilitation de l'idéologie nazie ».

Mme Nicole de Hauteclouque, députée et conseiller de Paris (R.P.R.) conduisait une délégation de la mairie de Paris, tandis que M. Charles Fiterman et M. Lionel Jospin représentaient les partis communiste et socialiste.

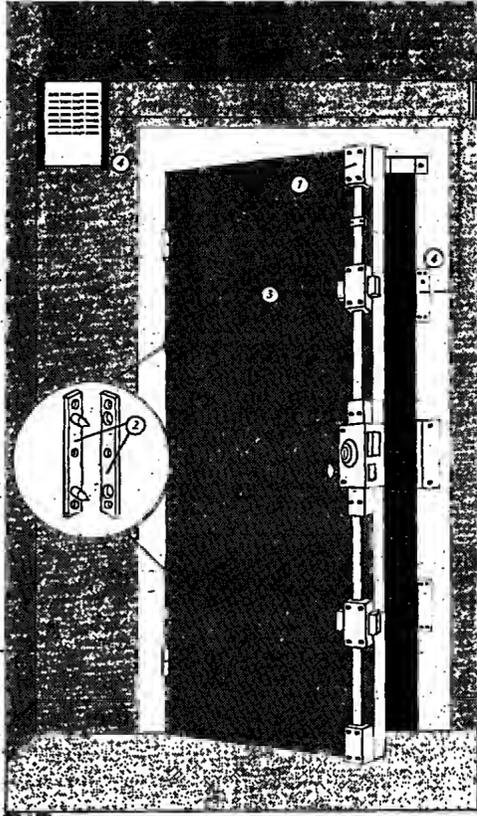
LA LETTRE DU MARKETING POLITIQUE
éditée par le département
AFFAIRES PUBLIQUES
du Groupe Bernard KRIEF
N° Spécial 15 F
LES SONDAGES

un séjour linguistique?
ouf avec le
CSLC
clermont-ferrand
Centre de Séjours Linguistiques & Culturels
Association de Professeurs de Français
Secrétariat de l'Etat, Jeunesse et Sports (93 004)
et Conservatoire National des Arts et Métiers (94 004)
documentation: 12 rue Gabriel Peri
63 000 CLERMONT-FERRAND
Téléphone (73) 93-65-68*

LA LETTRE DU MARKETING POLITIQUE
éditée par le département
AFFAIRES PUBLIQUES
du Groupe Bernard KRIEF
N° Spécial 15 F
LES SONDAGES
En voyez bon de commande et
chéques de règlement à Groupe
Bernard KRIEF, 1, rue Danton,
75006 Paris.

Dans les 8 BHV.*

Mettez-la sous les verrous.



1. Ensemble de serrure Kasa, 5 points de condensation cylindre double, technique sûre. 730 F
2. Avec renforts de panneaux. 870 F
3. Blindage de la porte (tôle d'acier électro-zinguée 15/10'). Plus de la serrure et du blindage (prix pour une pose simple sur porte à double battant). Total 1600 F
4. Citrène alarme sonore S 300, s'adapte sur le plateau des ensembles 5 points et des verrous. Elle permet le déclenchement d'une sirène à toute tentative d'effraction (saire répétée). 450 F

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire passer chez vous serrures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

*Egalement au BHV GRENOBLE-GRAND-PLACE



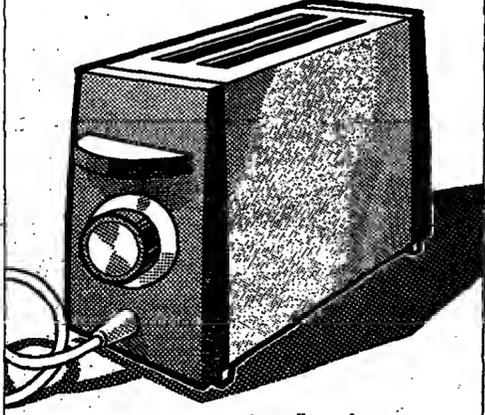
Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.
LES 8 BHV: RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPINE - ROSNY 2 - CRETEIL

Darty vend es cheveux bouclés au prix Darty.

Darty vend des tartines grillées au prix Darty.

Darty vend des réveils en musique au prix Darty.

TV. Électroménager. Hi-Fi.



18 modèles de grille-pain à partir de 41 F.
Une bonne idée pour la Fête des Mères.



23 modèles de radio-réveil à partir de 190 F.
Une bonne idée pour la Fête des Mères.



Des centaines d'idées pour la Fête des Mères.

2000 2000 2000

Rhône-Alpes

UNE ÉTUDE RÉGIONALE DE L'INSEE

Lampes rouges sur l'emploi dans les grands établissements industriels

Lyon. — On peut évidemment se réjouir en constatant que les demandes d'emploi non satisfaites ont diminué au cours du premier trimestre 1978 dans la région Rhône-Alpes. De près de quatre-vingt-sept mille en décembre 1977, le chiffre est, en effet, descendu à quatre-

vingt-neuf mille sept cents en mars dernier. Mais les statistiques à court terme ne peuvent cacher l'évolution à long terme.

Forcés est donc de constater que la situation économique de Rhône-Alpes — région que la diversification de ses industries mettait davantage, disait-on, à

l'abri de la crise que les autres et qui affectivement a été frappée plus tardivement — ne cesse de se dégrader depuis trois mois. Le bilan ressort très clairement de l'étude sur « l'emploi dans les grands établissements industriels », publiée récemment par la direction régionale de l'INSEE.

De notre correspondant régional

Avec douze mille emplois supplémentés en 1977, la tendance, sans atteindre le rythme de réduction de 1975 (-4%), révèle une dégradation sensible par rapport à l'année précédente (3,1%) en 1977 au lieu de 1% en 1976). Au total et selon l'INSEE, qui a commencé ses enquêtes en 1975, ce sont trente-deux mille emplois qui ont disparu au cours des trois dernières années dans les établissements employant plus de cent salariés. La détérioration de la situation en 1977 paraît s'être accélérée l'automne malgré le lancement du pacte national pour l'emploi (1). Il est vrai que l'étude montre que les petits établissements davantage que les grands, ont eu recours aux mesures gouvernementales décidées en juin 1977. « Faut-il en déduire que les petites entreprises font preuve d'un plus grand dynamisme que les firmes plus importantes ? », s'interrogent les enquêteurs. « En partie seulement », répondent-ils, estimant que si l'embauche est plus soutenue depuis 1976 dans les petites entreprises, la différence tient aussi à « une rapidité d'adaptation » et à « une souplesse de gestion ».

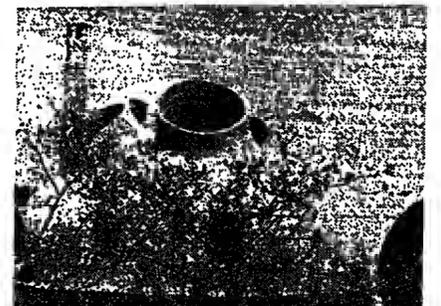
à l'être est la branche du bâtiment et des travaux publics (-6,8%). Situation particulièrement préoccupante car ce secteur présente le rythme de réduction d'effectifs le plus fort depuis trois ans et qu'aucune reprise prévisible ne se dessine pour le premier semestre 1978. Dans les industries de biens de consommation courante ou de biens dits « intermédiaires », les variations (-4,2% pour les premières et -3,4% pour les secondes) s'appliquent de manière très différente d'un secteur à l'autre : difficultés par exemple dans le textile, les meubles, la chaussure, l'habillement, mais croissance du nombre de salariés dans la pharmacie et les industries diverses. De même, détérioration dans la fondrie, les fils et fibres artificiels et synthétiques, la verre, la sidérurgie, mais quasi-stabilité dans la chimie de base et dans les métaux et demi-produits non ferreux.

Le développement des points forts du groupe, entraînant, on le sait déjà, d'autres suppressions d'emploi dans la région. Bref, le textile et la machine-outil ne sont pas encore guéris que la chimie — généralement considérée comme dotée d'une bonne santé — éternise. P.C.U.E. a annoncé le 10 mai la fermeture de l'atelier de nylon 111 de d'Yveroy près de Givors, employant deux cent cinquante salariés. Les syndicats ouvriers ont beau jeu de déplorer cet effondrement de l'économie régionale. « La situation des travailleurs est dramatique », a déclaré par exemple à la fin du mois d'avril, M. Pierre Héritier, secrétaire de l'union régionale interprofessionnelle C.F.D.T. Rhône-Alpes (le Matin du 11 mai).

A Labeaume, dans l'Ardèche le facteur Cheval de l'an 2000

De notre correspondant

Aubenas. — Il y a quelques jours, au cours d'une conférence de presse, M. Henri Roussel, préfet de l'Ardèche, présentait une plaquette intitulée « Béton en Ardèche », destinée à être diffusée auprès des candidats à cette journée-bilan. A elles seules, ont dit les porte-parole de la C.G.T., ces vingt-trois entreprises portent la responsabilité de cinq mille licenciements dans la région.



(1) Six cent cinquante-trois établissements sur 1 215 ont eu recours aux mesures gouvernementales.

CORRESPONDANCE

Concurrence autour de Satolas

Après la parution dans le Monde du 28 avril d'un article intitulé « Bataille dans le ciel des Alpes, Satolas ou la victoire française », M. A. Clemencey, directeur général pour la France de la compagnie Swissair, nous donne, ci-dessous, son point de vue :

originalistes de la région française limitrophe, à l'inverse, rien — et c'est déjà actuellement le cas — n'empêche les Genevois de venir de son territoire de leur choix à Satolas. En 1963, cela leur sera encore plus facile compte tenu de l'augmentation sensible des fréquences prévues au départ de cet aéroport.

LOTO ca peut rapporter gros. Illustration of a woman holding a lottery ticket.

Bretagne

RIVERAINS PRUDENTS

Un « avant-projet » de port de plaisance contesté dans l'estuaire de la Rance

De notre correspondant

Rennes. — « On commence par des pontons, on poursuit par des terre-pleins et se termine par un mur de béton. » Précisément, c'est pour éviter le bétonnage de l'estuaire de la Rance — jusqu'à présent préservé de Bretagne — qu'une pétition circule dans la région de Saint-Malo dans le but de sensibiliser les riverains et de s'opposer à l'érection d'un port de plaisance au lieu dit la Passagère dans l'anse de Saint-Elier, 1 kilomètre en aval du barrage de la Rance, sur le rive droite de l'estuaire.

Quant à l'eau, il faut aller la chercher à 6 kilomètres de là. Il n'a pas non plus d'électricité. Le premier obstacle vient d'être franchi avec une éternelle, le second avec un groupe électrogène et bientôt une bobine.

« Le palais » de M. Joël Unal est maintenant en voie de construction. Bien qu'il entoure son entreprise d'un maximum de sécurité, les curieux sont de plus en plus nombreux à venir se presser le dimanche à l'entrée de sa propriété où, opportunistes, le jeune tle de M. Unal avait déposé un dimanche un petit écriteau : « Visite guidée, 2 francs. » A la fin de la journée, le « guide » avait empêché 50 francs.

Paris-Turin Aller et retour dans la journée. Alitalia AZ 325 décollage 8 h 05 à Orly Ouest. Air France AF 641 décollage 19 h 45 à Turin.

SCIENCES PO Préparations. Aout, Intensive, Octobre à Juin, Plein Temps, Parallèle. IPEC, 31, St. Michel, 75006 Paris.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE. Préparation au D.E.C.S. L'ECOLE CHEZ SOI, 1, rue Thénard, 75240 PARIS CEDEX 05. Tel : 329.21.99

Découvrez davantage la République Fédérale d'Allemagne tout en dépensant moins. TOURIST KARTE. Avec la Carte touristique.

de-France. EST A LA RÉGION. APPARTIEN DE DÉFINIR. M. Michel Girard.

Le Monde. Les services de l'Etat. Les services de l'Etat. Les services de l'Etat.

Christine Robert. L'engagement de la presse. M. Jean Guéhenneuc.

Christine Robert. L'engagement de la presse. M. Jean Guéhenneuc.

ENVIRONNEMENT. Marées noires sur les côtes. Déposition du chef mécanicien de l'Amoco-Cadiz.

Marées noires sur les côtes. Déposition du chef mécanicien de l'Amoco-Cadiz.

Marées noires sur les côtes. Déposition du chef mécanicien de l'Amoco-Cadiz.

Marées noires sur les côtes. Déposition du chef mécanicien de l'Amoco-Cadiz.

مكتبة من الأصل

Ile-de-France

C'EST A LA REGION QU'IL APPARTIEND DE DEFINIR LA POLITIQUE DES TRANSPORTS rappelle M. Michel Giraud

Le conseil régional d'Ile-de-France se réunit ce mardi 23 mai. Les prochaines réunions de cette session sont fixées aux 6 et 20 juin et au 4 juillet.

M. Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional, a fait le point, lundi 22 mai, sur les préoccupations des élus au cours des prochains mois. Elles concernent cinq domaines : les transports collectifs, le programme routier, la politique des loisirs, l'emploi et les contrats régionaux.

Sur le premier point, M. Giraud a demandé une clarification de la situation actuelle de l'article 6 de la loi de 1976, créant la région, affirme que le conseil régional définit et assure la mise en œuvre de la politique régionale de circulation et de transports voyageurs. Or, cette loi n'est pas appliquée. « Si l'Etat tarde trop à tirer les conséquences de ce texte, nous interviendrons cela comme un refus de transférer à la région les responsabilités en la matière et les moyens qui en découlent », a affirmé M. Giraud.

Quant au programme routier, le président du conseil régional a souligné que l'Etat consent un effort supplémentaire en faveur de la région et que des mesures de financement complémentaires soient trouvées, afin de maintenir un rythme d'investissements de 1 milliard 200 millions de francs par an à partir de 1980.

Dans le domaine des loisirs, la région peut aider les communes à concevoir des équipements cohérents et à coordonner leur action. Dans celui de l'emploi, M. Giraud a souligné que l'administration répondait avec peu d'empressement aux demandes de élus formulées il y a plusieurs mois, création d'un fonds régional de l'emploi, révision des procédures d'agrément et de redynamisme, création d'une société de développement régional de droit commun.

Enfin, le président du conseil régional a réitéré que les contrats régionaux proposés par les élus aux communes de l'Ile-de-France, avaient rencontré un grand succès puisque soixante dossiers étaient présentés en cours de constitution.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

TÉMOIGNAGE

Interdit aux enfants même tenus en laisse...

M. Yves Boileau, de Paris, nous écrit, après l'article intitulé « Bûcherons de Paris » (le Monde du 18 mai) :

Les espaces verts sont à la mode, chacun, le sait, et ces idées, petites ou grandes, à base de verdure — donc de chlorophylla — et de fleurbaies — donc de charmes champêtres, — ont été abondamment « récupérées » par maint responsable politique et maint élu municipal.

Sans entrer dans l'éternel débat des statistiques et des normes (dont tout le monde sait qu'il débouche depuis des décennies sur un constat d'insuffisance dramatique des espaces libres dans Paris intra-muros), nous préférons attirer l'attention sur le sort peu enviable de ces mal-aimés de la capitale que sont les enfants.

Les enfants jouent, ils le font instinctivement ; ils en ont besoin, et ce d'autant plus que les lieux qu'ils habitent — exigus, sombres, « tragiques » — leur interdisent le plupart du temps ces activités, salutaires pourient. Sortis de chez eux, où vont-ils, ces enfants ? Dans la rue ? Et est-ce la menace permanente de l'automobile, les récriminations du passant affaibli qui a passé l'âge du skateboard... Quant à l'exercice de la bicyclette, à moins d'être amateur de sensations fortes, il est bien peu recommandable sur la chaussée. Dans les squares de quartier (quand ils existent) ? C'est le kyrie des interdits de tout genre qui s'abat sur les jeunes têtes blanches ou brunes : arbres qu'on n'escalade pas, buissons où l'on ne se cache pas, pelouses sur lesquelles on ne court pas, allées d'où les jeux de ballon et de vélo sont bannis, fontaines où l'on ne se trempe pas, les pieds, balançoires qui ne se balancent pas sans qu'on paie...

Nos squares et jardins, « à la française », sont des espaces décoratifs réservés à la pratique de la station assise, aux plaisirs sèches de la contemplation des parterres, aux charmes indolents et surveillés. C'est là que toutes les mères de Paris incluent patiemment à leurs rejetons — dès la plus jeune âge — les mystères insondables des choses qu'il ne faut pas faire (« c'est interdit »), et des endroits où il ne faut pas aller (« c'est la règlement ») ; elles sont aidées en cela par un auxiliaire éducatif d'un genre un peu spécial : le gardien.

Franchement, la situation de Paris n'est pas brillante ; et l'imagination des responsables municipaux n'a pas pris le pouvoir pour accorder à cette génération de petits Parisiens des espaces accueillants, des espaces faits pour qu'ils jouent vraiment et avec un minimum de contraintes. Chaque année, ils ont plusieurs dizaines de milliers de plus à vouloir « pousser dans la ville » ces jeunes enfants ! Auront-ils droit un jour à autant de considération que les « 140 variétés d'azalées, 700 orchidées, 250 de bégonias et 300 de chrysanthèmes » qu'on élève annuellement pour composer les parterres les plus éblouissants de Paris ?

● L'augmentation de la carte orange. — M. Paul Laurent proteste au nom du groupe communiste du conseil régional de l'Ile-de-France contre « la hausse importante et injuste de la carte orange » prévue pour le 1^{er} juillet, et demande que l'assemblée régionale examine les propositions des élus du P.C. visant à assurer le paiement de cette carte par les employeurs.

Corse

L'affaire de la centrale d'Ajaccio

LE CONSEIL GÉNÉRAL DEMANDE UN DÉBAT RÉGIONAL SUR LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE (De notre correspondant.)

Ajaccio. — Réuni en session extraordinaire sous la présidence de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député maire de Porto-Vecchio (R.P.R.), le conseil général de la Corse-du-Sud a, le 22 mai, longuement débattu de la construction de la centrale thermique du Vassio dans la zone industrielle d'Ajaccio, dont les travaux ont été suspendus le 12 mai sur ordre du ministre de l'Industrie, M. André Giraud.

Des dangers de pollution par retombées d'anhydride sulfureux avaient été mis en évidence par le G.A.D.E. (Groupe d'Action de l'Environnement), dont les représentants avaient d'ailleurs, ainsi que ceux de l'É.D.F., été entendus par le bureau de l'Assemblée.

A l'unanimité, moins deux abstentions, le conseil général a adopté une motion qui réclame un débat régional sur la politique énergétique à mener en Corse, notamment pour ce qui concerne les équipements hydrauliques, l'agriculture, les ressources en eau des agglomérations, les possibilités d'interconnexion au réseau continental français ou italien et la recherche systématique d'énergies nouvelles.

Les responsables de l'É.D.F. ayant fait valoir que, si la centrale thermique du Vassio n'était pas rapidement mise en service, les deux premiers groupes de 19 mégawatts chacun, en particulier, des coupures de courant seraient inévitables dès l'hiver 1979-1980.

Le conseil général a demandé que, dans ce cas, l'opération soit subordonnée à la délivrance de permis de construire (ce qui va être demandé avant fin mai et entraîne une nouvelle enquête publique), à des garanties effectives pour ce qui est du seul de pollution à domicile et de contrôles systématiques du degré de pollution. Il a proposé pour cela la mise en place d'une commission permanente de contrôle ou siègeront, aux côtés des élus et de l'administration, des représentants des associations de défense de l'environnement et du conseil de l'ordre des médecins.

PAUL SILVANI.

Koweit Airways: des affaires importantes pour vous en 1978.

Koweit Airways a le plaisir de vous annoncer la mise en service d'un troisième vol direct Paris/Koweit à partir du 1^{er} Avril, à une heure convenant aux hommes d'affaires, 15 h 10, tous les lundi, mardi et jeudi.

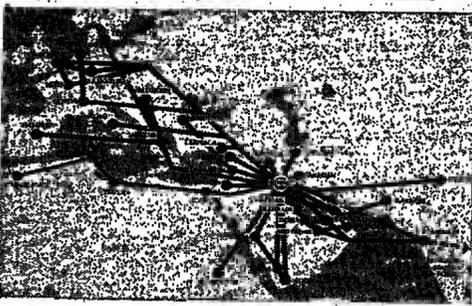
Seule Koweit Airways vous offre 3 vols directs par semaine.

Le 707 de l'homme d'affaires.

Voyagez avec Koweit Airways, la ligne conçue pour l'homme d'affaires. Nous avons entièrement réaménagé l'intérieur de nos avions, permettant ainsi un meilleur service de la part de nos hôtesses, davantage de confort, d'espace et de calme. Ainsi, si vous devez étudier des statistiques ou lire un rapport, vous pourrez trouver l'atmosphère nécessaire à une telle concentration.

La détente de l'homme d'affaires.

Nous savons que vous souhaitez aussi vous distraire pendant le vol. C'est pourquoi nous avons été les premiers à mettre en place un programme de divertissements sur tous nos vols : projection de films, écoute en stéréo des dernières nouveautés... Nous sommes aussi la seule ligne à vous offrir un choix de menus : 3 en première classe (toujours avec Caviar) et deux en classe touristique.



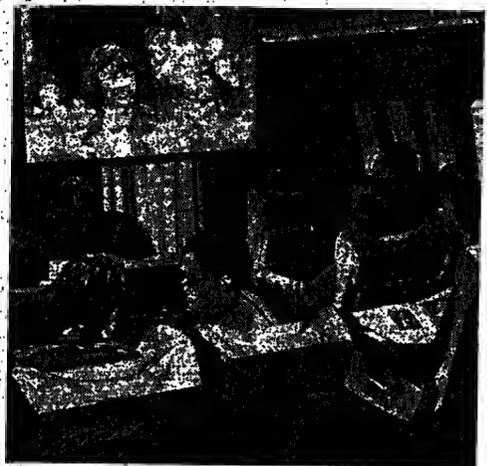
Une promesse faite à l'homme d'affaires.

Demandez à Koweit Airways de transporter vos marchandises, elles arriveront au Koweit avant les autres. Naturellement, être la ligne nationale donne la priorité à vos marchandises qui sont déchargées le jour de l'arrivée et rapidement dédouanées. Une prise en charge attentive pendant tout le voyage et aucun retard, telle est notre promesse.

Une belle année en perspective pour les hommes d'affaires.

Nous avons d'autres projets pour l'avenir. Nous mettons en service nos nouveaux Jumbo, les derniers en date, avec un aménagement intérieur unique. Le premier Jumbo de l'homme d'affaires ! De plus l'ouverture du nouvel aéroport rendra les formalités de douane aussi rapides et efficaces que votre vol.

Avec l'aide de votre agent de voyage mettez-vous au rythme de Koweit Airways, la ligne aérienne qui suit le rythme des affaires.



La ponctualité de l'homme d'affaires.

Voyagez avec Koweit Airways et vous arriverez à l'heure. Dans ce domaine nos records sont sans égal. Nos Boeing décollent trois fois par semaine à une heure convenant

aux hommes d'affaires, 15 h 10, ils sont directs et vous permettent d'atteindre Koweit dans les meilleurs délais, prêts pour les affaires dès le lendemain matin.

KUWAIT AIRWAYS

Fait plus pour assurer le succès de vos affaires.

Koweit Airways, 6 rue de la Paix 75008 Paris. Tél. 261.24.25.

ENVIRONNEMENT

Marées noires sur les côtes

- Déposition du chef mécanicien de l'« Amoco-Cadiz »
● Inquiétudes en Grande-Bretagne après l'accident de l'« Eleni »

Plus de deux mois après le naufrage de l'Amoco-Cadiz, six mille soldats continuent à nettoyer les plages et les rochers de la côte nord de la Bretagne. Certains responsables de la lutte anti-pollution se montrent moins optimistes qu'il y a quinze jours. « Nous nettoyons une plage, a dit le lieutenant-colonel Jean Grogouneau, mais vingt-quatre heures plus tard, elle est à nouveau recouverte de mazout rejeté par la mer. Nous avons maintenant nettoyé six fois certaines plages. »

M. Raymond Marcellin, en ouvrant la session du conseil général de Bretagne dont il est le président, a pressé le gouvernement d'agir vite. « Une nouvelle catastrophe affecterait profondément l'opinion publique, a-t-il dit, et causerait un grave préjudice à l'autorité des pouvoirs publics. »

A Londres, le chef mécanicien de l'Amoco-Cadiz, M. Salvatore Melillo a déposé devant la commission d'enquête créée par le gouvernement du Liberia. Il a expliqué que l'un des appareils de commande du gouvernail avait perdu, à cause d'une raison inconnue, cinq boulons sur six. Les 800 litres d'huile du système de commande se sont échappés, et le pétrolier est devenu ingouvernable, alors que la tempête faisait rage.

En Grande-Bretagne, on est plutôt préoccupé par les conséquences d'une autre marée noire, celle qui résulte de la collision, le 8 mai dernier, dans la mer du Nord, du pétrolier grec Eleni-V et d'un cargo français. La proue du tanker est toujours à la dérive, avec les 1 000 tonnes de pétrole qu'elle enferme encore. Les experts des spécialistes appelés des Pays-Bas pour le faire échouer sur un banc de sable et pomper le mazout restent demeurés infructueux.

Plusieurs journalistes étrangers, dont le correspondant de l'A.F.P., se sont rendus sur les lieux, sur l'invitation des autorités locales. Ils ont constaté que l'optimisme des responsables britanniques de la lutte anti-marée noire est mal fondé. Sur 35 kilomètres, le littoral situé entre les stations balnéaires de Great-Yarmouth et de

Lowestoft est uniformément recouvert d'une pellicule de coaltar nauséabond. Pourtant, le maire de Great-Yarmouth promet : « Tout sera nettoyé dans une semaine. » Les journalistes ont vu les hommes et le matériel mobilisés pour parvenir à ce résultat : quelques équipes de volontaires armés de râteaux et de seaux, quelques pompes à asthmatiques qui pulvérisent du détergent sur les vagues. Manifestement, avec de tels moyens, la remise en état des plages prendra plusieurs mois. Et tant que la proue de l'Eleni est à la dérive, la menace d'avoir tout à recommencer demeure.

La presse britannique s'était montrée fort critique à l'égard des autorités françaises, jugées incapables de juguler les 250 000 tonnes « échappées de l'Amoco-Cadiz ». Elle est obligée aujourd'hui de faire état du mécontentement des Anglais à l'égard de leurs propres responsables apparemment désarmés devant une marée noire pourtant cinquante fois moins forte (4 000 tonnes seulement).

Les autorités se défendent en expliquant que le pétrole de l'Eleni-V est une huile lourde qui se disperse mal et dont la décomposition par l'eau de mer est lente.

سورة التوبة

JUSTICE

AUX ASSISES DE PARIS

Watergate pour minables

Six maléfiteurs — Daniel Lacaze (trente-quatre ans), Manfred Guillemet (trente-six ans), Marcel Mercante (quarante-neuf ans), Jean-Pierre Coone (trente et un ans), Alain Dupuy (vingt-six ans) et Christian Bernard (vingt-six ans) — ont comparu lundi 22 mai devant la cour d'assises de Paris, présidée par M. Jean-Georges Diemer, pour tentative de vol qualifiée commis avec des armes et tentative d'homicide volontaire sur des policiers dans l'exercice de leurs fonctions.

Ces six hommes, récidivistes pour la plupart, avaient tenté, le 13 septembre 1976, de percer les coffres-forts du siège du Syndicat du livre C.G.T., au 84 du boulevard Auguste-Blancq (troué par un attentat en 1969), et de dérober des documents.

Une minable et triste histoire d'espionnage : pas même la matière d'un scénario pour romans-pulp de grande consommation. Lacaze, Guillemet, Dupuy, Bernard, Coone et Mercante prétendent avoir joué « à l'occasion » aux « plombiers », à la demande d'un mystérieux « monsieur bien habillé ». Un certain « Tonio », ou « Mario », on ne sait plus très bien, rencontré entre deux verres dans un bar du boulevard Voltaire et à qui personne n'a songé à réclamer la moindre garantie.

A qui ces six occupants du box des accusés, aux attitudes de chiens latrants, espèrent-ils faire croire qu'ils étaient en « mission » le soir du 13 septembre 1976 ? Pour une cause supposée plus noble, « plus noble », disent-ils, que le classique appât de billets de banque ? Leur version du cambriolage politique, de la recherche de documents de la C.G.T. est déjà démentie par leurs antécédents : tous les six sont de petits truands plutôt malhonnêtes, proxénètes de leurs petites amies, des « casseurs » en constant état de survie et déjà inculpés — pour cinq d'entre eux — de vol et de recel. Tout à fait conformes au catalogue du banditisme moyen.

Comment expliquer, autrement que par la naïveté de ces « jokers » basés, contraints le soir du 13 septembre, de se livrer à d'inconfortables improvisations devant les policiers, cette thèse de la recherche des « dossiers secrets de la fête de l'Humanité », version parallèle — servie par deux membres de la bande — venant après celle des « documents de la C.G.T. » ? Les six hommes avaient lu les journaux. Ils devaient donc savoir aussi que le Syndicat du livre collectait depuis des mois des fonds de solidarité pour les grévistes du Parisien libéré.

Le déroulement de la soirée respective en tout cas à un cambriolage classique. Plusieurs valises contenant un matériel sophistiqué sont garées à proximité du siège du Syndicat du livre en fin d'après-midi. Vers 21 h. 30, Lacaze et Guillemet pénètrent les premiers dans l'immeuble, assomant la gardienne et sa fille et débranchent le système d'alarme. Puis les « soutiens », Coone, Bernard et Dupuy, attaquent le blindage d'un coffre situé au premier étage, dans les locaux de la Chambre syndicale des éditeurs. Les maléfiteurs sont surpris en pleine besogne. Des coups de feu sont tirés sur un inspecteur, ce qui vaudra, lors du verdict, à l'un des six accusés, une aggravation de peine pour tentative d'homicide volontaire.

La police puis le magistrat instructeur entendront ensuite des versions légèrement discordantes de la thèse de ce cambriolage politique. Daniel Lacaze se rappelle avoir rencontré le fameux intermédiaire en juillet. Marcel Mercante, propriétaire du Club 287 du boulevard Voltaire (onzième arrondissement), où a eu lieu le

contact présumé, sitrera en septembre le début de leur odyssée dans le monde parallèle. Qui est Tonio/Mario ? Une vague silhouette aux cheveux poivre et sel, un homme entre quarante-cinq et cinquante ans. Un client de passage au Club, semblable à tant d'autres, que dans la pénombre, les habitudes de bar n'ont pas la curiosité de dévasser.

Persone n'est d'accord sur le nombre de rendez-vous. Aucun des cambrioleurs n'est assez physionomiste pour reconnaître l'inconnu sur les listes des Tonio et des Mario du fichier central du banditisme. Aucun n'a eu auparavant de contact avec les milieux de l'espionnage. L'occasion senie a fait le « plombier ».

Les « maniaques de l'espionnage »

Les six hommes ne cherchaient, affirmèrent-ils, aucun profit financier et ne se sont finalement déçus que lorsque leur mystérieux officier traitant leur a garanti le « détachement de leur casier judiciaire ». « Vous nous menez de mot ? a demandé M. Diemer aux accusés. Comment pouvez-

vous souscrire à une telle mesprie ? » « Vous comprenez, monsieur le président, a répondu Christian Bernard, il est très difficile de trouver du travail avec des casiers comme les nôtres. Cette offre était notre seule chance de redémarrer. » Les six accusés ont ainsi multiplié les incohérences et rendu invraisemblable l'hypothèse d'un « Watergate français ». La partie civile, représentée par M. Charles Lederman, n'a disposé, durant cette première journée du procès, d'aucun élément lui permettant d'étayer la thèse initiale de la C.G.T. d'un cambriolage politique. Seule, la mention de « maniaque de l'espionnage » portée au dossier de Marcel Mercante par la D.S.T., laisse subsister la forte possibilité d'un bar appartenant à un service de renseignement. Mais ne sont en général classés dans le « répertoire des maniaques de l'espionnage » de la D.S.T. que les confidentiels de bistrot, les incoscients trop curieux et les mythomanes.

PHILIPPE BOGGIO.

L'attentat d'Orly

FÉLICITATIONS ISRAËLIENNES A LA POLICE FRANÇAISE

Les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur l'attentat d'Orly n'ont encore pu identifier qu'un seul des trois terroristes de l'aéroport d'Orly, Mahmoud Awada, ressortissant libanais de vingt-cinq ans (nos dernières éditions). Les passagers des deux autres membres du commando, aux noms de Mohamed Nasr, vingt-sept ans et Tohar Overgheml, vingt ans, tous deux d'origine tunisienne, n'ont pas été authentifiés. Les enquêteurs cherchent aussi à savoir si les trois hommes ont eu des contacts à Paris depuis leur arrivée en France le 10 mai. Les obédiences du brigadier-chef Paul Jean, directeur de la brigade, et de son lieutenant, ont été avisées par la cour du ministère de l'Intérieur. D'autre part, l'hypothèse de l'air de la compagnie Aérospatiale qui avait été blessée durant l'attentat serait dans un état plus grave qu'on ne le pensait.

De son côté, l'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Mordcheï Ginzberg, a déclaré le 22 mai à Lyon, que « les mesures de sécurité prises à l'aéroport d'Orly ont été très efficaces ». M. Le Theule, ministre des transports, a adressé le 22 mai une lettre à M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, rendant hommage aux C.R.S. et indiquant que le ministre israélien des transports, avait prié de transmettre aux fonctionnaires de police qui ont participé à l'action ses félicitations et l'assurance de sa reconnaissance. Une compagnie supplémentaire de C.R.S. a été affectée lundi 22 mai à la surveillance de l'aéroport d'Orly.

FAITS ET JUGEMENTS

Prison avec sursis pour une « bavure ».

La cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles n'a pas suivi les réquisitions du substitut, M. Daniel Renaut, qui, au cours de l'audience du 8 mai dernier, avait demandé « une lourde peine d'emprisonnement » contre le sous-brigadier René Barre, quarante ans, responsable d'une grave bavure policière le 2 décembre 1973 à Vitroflay (Yvelines) (le Monde du 10 mai). Inculpé pour coups et blessures volontaires, M. Barre, aujourd'hui révoqué de la police, a été condamné lundi 22 mai à une peine de quinze mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 3 000 francs. Alors qu'il effectuait une intervention dans un bar proche de la gare de Vitroflay, le sous-brigadier avait tiré sur un groupe d'adolescents qui s'entraînaient le long de la voie ferrée. Total : deux étrangers à la bagarre déclenchée dans le débit de boissons, Marc Henry, seize ans, avait gravement blessé d'une balle dans le dos. Au cours de l'audience, le substitut avait estimé que le sous-brigadier Barre avait commis « une faute grave, intolérable et inadmissible ». Aussitôt après les faits, le policier avait été écroué pendant douze jours.

Non-lieu dans l'affaire de la Barclay's Bank.

M. Robert Pagès, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille, vient de signer une ordonnance de non-lieu dans l'affaire de la succursale marseillaise de la Barclay's Bank qui, pendant trois ans, a connu de nombreux rebondissements.

Cette décision du magistrat instructeur souligne la difficulté de faire la lumière dans cette affaire. Elle intervient pourtant deux mois seulement après l'identification d'un directeur de banque qui avait tenté de négocier, à Amsterdam, un bon de caisse de cinquante millions de francs, provenant de l'agence marseillaise de la Barclay's Bank et portant la signature de son ancien directeur, M. Otto Bruck, décédé en 1974 (le Monde des 29 mars et 4 avril).

Les investigations ont commencé au mois d'avril 1974, après plainte de M. Rousset-Lacordaire, directeur de la succursale marseillaise, contre son ancien fondé de pouvoir, accusé de faux en écritures, et un complot de tentative d'escroquerie auprès de la banque. Cette affaire, qui fait l'objet d'une information discrète, sera évoquée le mois prochain devant le tribunal de Marseille.

Tandis que l'instruction continuait, commençait une série de tentatives de négociation de recus d'un montant de cinquante millions de francs volés à Marseille. Ces tentatives se déroulèrent en Suisse, à Paris, à Monaco, puis à nouveau à Paris (le Monde des 16, 29 janvier, et 15-16 février 1976). Bien que certains des négociateurs aient été identifiés, leur témoignage ne contribua pas à éclaircir l'affaire. Le signataire figurant sur ces recus est celui de l'ancien directeur de la Barclay's Bank de Marseille. Les experts graphologiques estiment qu'il s'agit d'une habile imitation mais pas plus sur ce point que sur les autres, les enquêteurs n'ont pu fonder leur conviction sur un témoignage. M. Otto Bruck a été en retard pour peu dans un appartement en novembre 1974. (Corresp.)

Un avocat parisien écroué pour diverses indélicatesses.

Après une vie professionnelle brillante et sans reproche d'une trentaine d'années, un avocat parisien, M. Jacques Pradeloux, cinquante-quatre ans, vient d'être incarcéré à Stenay-Mérogis sous l'inculpation signifiée par M. Michel Aldebert, premier juge d'instruction à Paris d'escroquerie, d'abus de confiance, de faux et d'usage de faux.

Dirigeant un cabinet important spécialisé dans les affaires d'accidents, il avait commis, à partir de 1975, diverses indélicatesses au préjudice de clients auxquels avaient été allouées par les tribunaux des indemnités importantes. Il lui était arrivé de conserver indûment une partie des sommes. Il avait surtout pris l'habitude de se faire confier des fonds ainsi attribués à ces clients en proposant à ceux-ci de les faire fructifier. En vérité, les capitaux des prêteurs les plus récents servaient à verser des intérêts aux plus anciens. Mais à la fin de l'année dernière, le déficit de la trésorerie du cabinet atteignit 3 millions de francs. Il partit alors à l'étranger.

Avant d'être écroué, M. Pradeloux avait été lancé contre lui en avril, M. Pradeloux a décidé, la semaine dernière, de venir se constituer prisonnier, accompagné d'un confrère, M. Jean Goussot, qu'il a choisi comme défenseur.

Meurtré et viol dans le Pas-de-Calais.

M. André Vigier, quarante-sept ans, et son amie, Mlle Danièle Hadyniak, trente-cinq ans, ont été les victimes dans la nuit du 21 au 22 mai à Leforest, près de Lens (Pas-de-Calais) d'une agression dont les auteurs, MM. Denis et Maurice Vansuypeere, vingt-huit ans et vingt-neuf ans, et M. Dominique Belk, dix-neuf ans, ont été arrêtés le 21 mai. Une scène de jalousie est à l'origine du drame au cours duquel Mlle Hadyniak a été violée pendant que son ami, immobilisé, périssait, par étranglement.

L'erreur de laboratoire de Thionville. Mlle Yvonne Krawczyk, âgée de vingt-sept ans, inculpée d'homicide involontaire et écrouée après la mort, le 18 janvier dernier, de Mme Françoise Bédar, âgée de vingt-sept ans, à la suite d'un erreur de laboratoire, a été remise en liberté samedi 20 mai (le Monde daté 14-15 mai). Elle avait été inculpée avec le docteur Bernert, inculpé de non-assistance à personne en danger ; celui-ci a été également remis en liberté.

Les dirigeants des Polles-Bergère s'opposent. La 21^e chambre correctionnelle de Paris a condamné, lundi 22 mai, trois dirigeants des Polles-Bergère. Mme Hélène Martini, P.-D.G. de l'établissement, M. Alain Hubert, directeur général, et M. Eric Albert, administrateur, à 3 000 francs d'amende chacun pour entraves au fonctionnement du comité d'entreprise. Le tribunal a accordé, d'autre part, 3 000 francs de dommages et intérêts au comité d'entreprise de ce music-hall. Les trois dirigeants des Polles-Bergère avaient décidé, sans consulter le comité d'entreprise, d'écarter tout personnel à la fin de l'année 1976, à l'occasion du retrait de la revue « J'aime la folle » en vue d'une nouvelle embauche pour la revue qui devait commencer au mois de janvier suivant à Fôles « Je l'adore » (le Monde du 5 avril 1978).

SPORTS

LORS DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

L'équipe de France s'efforcera d'obtenir des nouvelles des 22 Français détenus ou disparus en Argentine

nous déclare M. Michel Hidalgo.

Bien que la question du boycottage de la Coupe du monde de football divise encore une partie de l'opinion en France et dans plusieurs pays européens, toutes les équipes sélectionnées en Argentine du 1^{er} au 25 juin, M. Michel Hidalgo, directeur de l'équipe de France, a tenu à préciser au « Monde » sa position à ce sujet.

« Au cours d'une récente séance du C.A. « Apostrophes », consacré au football, à laquelle vous participiez, un journaliste suisse, M. Pittet, a justifié son refus de se rendre en Argentine en disant : « Trop d'hommes sont torturés là-bas. Le journaliste en moi s'efface devant l'homme. Vous êtes-vous retranchés derrière votre rôle de sélectionneur pour prendre votre décision, avez-vous eu des scrupules ? »

« Je n'ai pas eu à me retrancher derrière mon rôle de sélectionneur. J'aurais respecté la décision d'un joueur qui n'aurait pas souhaité venir. Chacun a ses opinions politiques. Nous n'allons pas en Argentine à la rencontre d'un régime, mais d'un peuple. Le boycottage de la Coupe du monde n'était pas le meilleur moyen de comprendre et d'aider ce peuple. Quand on n'est pas personnellement concerné, à Moscou ou en Allemagne de l'Est, personne ne dit rien. Pourtant le mur de Berlin existe depuis près de dix-sept ans.

« Pensez-vous être bien informé sur la situation en Argentine ? »

« Je n'ai pas d'autres informations que celles que l'on peut avoir sur un pays, quand on n'est pas personnellement concerné. Je dois plutôt m'intéresser à la situation sportive ou à l'organisation des jeux de son équipe. Nous ne sommes pas des professionnels de la politique.

« Êtes-vous contre toute forme de boycottage des événements sportifs à des fins politiques ? »

« Les vrais sportifs ont des actions pacifiques, des actions de rapprochement. Les manifestations sportives sont sans doute le meilleur moyen de réunir la jeunesse du monde. On cherche aujourd'hui à les combattre, à les effacer, à les empêcher de se faire. Croyez-vous que le spectacle donné par deux hommes politiques français qui refusent de se serrer la main soit un bon exemple pour la jeunesse ? »

« Y a-t-il eu débat au sein de l'équipe de France ? »

« Nous avons eu une petite discussion pour soulever le pro-

blème qui nous était posé. Jusqu'à la venue de France-Tunisie, nous n'avions pas d'éléments concrets. Alors seulement nous avons reçu une lettre avec des noms de Français détenus ou disparus en Argentine.

« En 1968, aux Jeux olympiques de Mexico, les points de départ français des courses de 400 mètres américains ont été boycottés pour sensibiliser l'opinion sur les problèmes des Noirs aux États-Unis. Ne pensez-vous pas que certains actes politiques peuvent honorer les sportifs ? »

« Je n'ai pas à juger cet acte. Il serait regrettable qu'il ait fallu ce geste pour alerter les Américains sur ce problème avec tous les moyens d'information dont ils disposent.

« Agir concrètement »

« Vous avez fait l'objet de multiples sollicitations. L'association des parents et amis des Français disparus ou détenus en Argentine et en Uruguay demande à chaque membre de l'équipe de France de tenter d'obtenir des nouvelles d'un des vingt-deux Français dont on est sans nouvelles. Pensez-vous donner une suite à cette demande ? »

« Oui, il nous reste à déterminer un moyen d'action. Doit-on présenter la liste à un responsable politique argentin ? Ce serait plutôt le rôle de la diplomatie française. Si le gouvernement n'a pas pu obtenir de réponse, que pouvons-nous espérer ? »

« Des partis politiques français souhaitent que vous ne participiez pas à des réceptions officielles. Avez-vous reçu des instructions à ce sujet ? »

« Bien sûr que non. Je crois que l'on se sert de nous de façon excessive. Je serai là-bas avec des jeunes gens aussi aptes que quiconque à juger d'une situation. On veut nous entraîner dans des discussions, alors que nous avons l'habitude d'agir concrètement comme des sportifs. Beaucoup de personnes ont entamé de longues discussions à propos de la situation au Zaïre, mais ce sont les parachutistes, des hommes de terrain, qui ont agi. Dans tous les témoignages que j'ai pu entendre, les récipients les remerciaient de leur intervention. Ils travaillaient en que faire des discussions.

« Pensez-vous que cette situation peut avoir une influence sur le comportement de l'équipe de France ? »

« Toutes ces discussions ont cassé quelque chose dans l'équipe de France. Nous parlons en Argentine avec de l'ambition et la joie de participer à une phase finale de la Coupe du monde.

Depuis, le doute s'est installé dans l'esprit de tous. Nous sommes posés des questions. De plus, nous risquons d'être confrontés dorénavant à l'hostilité du public vis-à-vis de certaines équipes européennes, mais c'est un problème qui n'est pas le problème le plus préoccupant. »

Propos recueillis par GERARD ALBOUY.

Les ministres européens responsables des sports se sont réunis à Paris le 22 mai, en vue de préparer la deuxième session du comité intergouvernemental pour l'entretien de l'ordre des sports, qui doit avoir lieu à l'Unesco du 23 au 30 mai. Au terme de cette rencontre, M. Jean-Pierre Solson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, a lu un communiqué précisant que les participants ont souligné que l'organisation et le déroulement des compétitions sportives internationales sont et doivent rester de ressort des organisations compétentes non gouvernementales (allusion à l'organisation de la Coupe du Monde de football par les militaires argentins). Considérant que les difficultés provoquées notamment par l'accroissement de la violence à l'occasion des manifestations sportives et les méfaits du dopage, des difficultés entraînées par le gigantisme et le coût des installations sportives, les ministres ont réclamé une concertation permanente entre ces organisations non gouvernementales et les pouvoirs publics.

Les inspecteurs départementaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, qui viennent de tenir leur congrès à Digne (Alpes-de-Haute-Provence), ont adopté une motion appelant au boycottage de la Coupe du monde de football. Ils ont considéré que le sport devait « échapper à l'emprise de tout totalitarisme, quel qu'il soit ».

BROCANTE A LA BASTILLE 18 AU 28 MAI

si vous ne pratiquez pas l'Anglais votre Agent de Voyages vous recommandera circuits accompagnés USA

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Mathématiques 75221 PARIS CEDEX 09 C.F.P. 481-23

ÉDUCATION

L'UNEF de Grenoble dénonce une circulaire limitant l'inscription des étudiants étrangers en France

De notre correspondant

Grenoble. — Le comité de défense des étudiants étrangers en France et l'Association générale des étudiants de Grenoble affiliée à l'UNEF (Union nationale des étudiants de France, proche des communistes), ont dénoncé, au cours d'une conférence de presse, les mesures arrêtées par le gouvernement pour réduire le nombre des étudiants étrangers s'inscrivant en premier cycle d'enseignement supérieur. L'Association générale des étudiants de Grenoble se réfère à une circulaire du ministère de l'Intérieur du 12 décembre 1977, établie en accord avec les ministères des affaires étrangères, de la coopération et le ministère des universités (alors secrétariat d'État) et adressée aux préfets.

« Après consultation du fichier d'opposition »

Le texte du ministère de l'Intérieur précise que seuls les étudiants dont l'inscription a été admise avant leur départ de leur pays d'origine pourront séjourner en France. « Cette mesure est d'autant plus efficace qu'on a pris, entre-temps, le soin de réduire le nombre des dossiers de pré-inscription mis à disposition des étudiants dans les ambassades de France et d'avancer la date limite de l'envoi de ces dossiers », précise M. F. L. président de l'Association générale des étudiants de Grenoble. A l'exception du Maroc, de l'Algérie, des pays membres de la Communauté économique européenne et des pays africains fran-

Plusieurs centaines de lycéens ont manifesté, lundi 22 mai, dans les rues de Pau (Pyrénées-Atlantiques), pour protester contre la nouvelle formule des conseils de classe, réunis actuellement pour décider des passages dans la classe supérieure. Les manifestants se sont rendus en cortège à l'inspection académique où ils ont déposé une pétition dénonçant les « pré-conseils » de professeurs et réclamant la création d'un troisième lycée à Pau. Les lycéens de Lescar (1.950 élèves) et de Saint-Cricq (3.150 élèves) ont suffi plus à l'accueil de tous les élèves, ce qui expliquerait le fort taux de redoublement enregistré depuis plusieurs années et l'inquiétude de nombreux parents.

Le Comité central du mouvement français rappelle que dans son programme de bourses 1978 figurent plusieurs bourses nouvelles dans la limite de dépôt des candidatures n'est pas encore fixée. Parmi celles-ci, la bourse Ernest-Merlier, destinée à un chercheur, répond à la définition suivante : « La bourse Ernest-Merlier, dotée de 10.000 francs par la Compagnie française des pétroles, est attribuée à un étudiant français pour l'aider à mener à bien toute étude ou tout travail de recherche devant contribuer à la solution d'un problème de développement dans un certain nombre de pays du tiers-monde producteurs de pétrole. »

Les candidatures sont à adresser au siège de l'association, 11, rue Nicolo, 75016 Paris.

L'École du Breuil (horticulteurs et techniciens) organise un concours les 6 et 7 juin prochain. Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à l'École du Breuil (route de la Ferme, Bois de Vincennes, 9512 Paris, tél. 328-28-94 et 328-14-47). Les inscriptions doivent avoir lieu avant le 1^{er} juin.

L'École nationale supérieure de céramique industrielle (E.N.S.C.I.) de Sèvres (Hauts-de-Seine), transférée à Limoges par décision d'un conseil interministériel réuni le 11 avril 1978 (Le Monde du 14 avril 1978), doit ouvrir ses portes à la rentrée 1979. Les travaux, retardés à la suite des hésitations entre les possibilités de transfert à Orléans et à Limoges, commenceront en septembre prochain, sur un terrain de 5.500 m² voisin de la faculté des sciences. Le coût des travaux est actuellement estimé à environ 18 millions de francs, dont 2 millions ont été offerts par le conseil régional. L'école doit accueillir deux cent cinquante élèves ingénieurs. — (Corresp.)

COLLÈGE PRIVÉ MIXTE DE LOURDOUEIX-ST-MICHEL (36140)
SECONDAIRE ET TECHNIQUE
400 mètres d'altitude en pleine nature
3 h. de Paris, Bordeaux, 1 h. de Quimper, Lyon; 5 h. de Marseille
Tél. (16-54) 30-35-82. Fondé en 1940. Centre culturel européen.
6^e A TERM. A.B.C.D., G 2, MATH. SUP., LETTRES SUP.
(Notation - Équitation - Rugby - Judo - Karaté)
Quinze élèves par classe — Écrire ou téléphoner :
Cours de vacances 1978, du 1^{er} au 27 août

A L'UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE

La sélection par ordinateur

A l'université Dauphine (Paris-IX), la sélection se modernise. L'an dernier, les candidats à l'inscription en première année avaient dû parfois faire le coup de poing et les plus rapides — les propriétaires d'une moto, par exemple — avaient obtenu des places (« la Monda » du 9 juillet 1977). Cette

année, il suffira d'avoir de la chance pour être tiré au sort par un ordinateur gestion. Pour assurer une bonne qualité des enseignements par un travail en petits groupes, le nombre de « lots » sera limité comme l'an passé à sept cent cinquante.

M. Antoine Riboud, P.-D. G. de B.S.N., M. Jean-Louis Moynet, de la C.G.T., et M. Claude Neuschwender, ancien P.-D. G. de Lip, personnels extérieurs de membres du conseil, adoptent des attitudes éminentes. Pour remonter dans le droit chemin ceux qui seraient tentés de s'opposer à la procédure de sélection proposée, M. André Cibert, professeur de comptabilité et ancien doyen, suggère d'ajouter à la proposition de tirage au sort une phrase précisant que le conseil regrette que le ministère l'oblige, faute de crédits, à ce procédé. Après un débat confus de procédure, la majorité du conseil, par le jeu des abstentions et des procurations, a décidé à la fois — en votant deux motions contradictoires — de prévenir le ministre qu'il se refuse à toute sélection à l'entrée, et de commander un modèle de tirage aléatoire au département informatique.

Ce dernier voudrait peut-être attirer l'attention du conseil sur les imperfections du système proposé en raison de l'oubli de plusieurs critères. Il ne faudrait pas, par exemple, que le physionomie de Dauphine soit bouleversée l'an prochain, parce qu'on y trouverait plus ou moins de gros ou plus ou moins de cravates...

MICHEL SIDHOM.

Les cours ont repris dans les écoles d'architecture

Des professeurs et des élèves condamnent la mise en place de la réforme d'Ornano

Pendant deux jours, les 19 et 20 mai, à l'École des beaux-arts, des enseignants et des étudiants ont réuni séparément à Paris les assises et les États-généraux de l'enseignement de l'architecture. Les débats ont eu lieu dans la vaste et haute salle de la Melpomène. Réunion des élèves samedi sur le gazou de la cour du Mansart et le soir, à l'atmosphère de crise, où le directeur était : mettre en échec la réforme de l'enseignement de l'architecture, dite réforme d'Ornano.

Les points de son pointant pas coupés entre la « coordination nationale des enseignants » et l'administration, qui ne s'est pas opposée à l'organisation de ces débats au sein même de l'école. Les cours ont généralement repris dans les unités pédagogiques d'architecture, après les grèves qui avaient précédé les vacances de printemps.

Mais la reprise n'empêche pas les discussions ni l'opposition à cette réforme que le ministère continue à mettre en place pour l'année prochaine. Le 11 mai, un quart des enseignants seulement (cent soixante-dix sur environ huit cents) ont participé aux élections des conseils d'administration des écoles, qui doivent être leur nouvelle école, la dernière d'une élite qui recevrait un enseignement supérieur au sein d'un institut spécifique, dont la création est demandée par le président de la République et de l'autre à « réinduire » le cursus scolaire du plus grand nombre des étudiants à travers une première année préparatoire et une cinquième année de stage professionnel.

Qu'est-ce en effet que le numerus clausus, interrogent-ils, sinon le dessein insouvené de ralentir la reproduction d'une élite professionnelle interrompue par la suppression des dix de Rome en 1967 ? Cette élite devrait, dit-on, être par définition restreinte mais puissante, proche du pouvoir et nantie d'une doctrine sur la « qualité architecturale » déclarée d'utilité publique, tandis que le nombre des candidats aux études serait réduit, et selon le nombre des places disponibles dans les établissements. Cette réforme, disent les enseignants, sert une corporation restreinte qui maintient artificiellement la forme d'exercice libéral de la profession d'architecte au moment où se fait jour un renouvellement de la pratique architecturale, renouvellement qu'elle aboutirait à empêcher et au bénéfice de la part la plus rétrograde du corps des architectes.

Plus concrètement, à l'école, le numerus clausus conduirait, disent-ils, à réduire le nombre des étudiants, puis celui des enseignants, et finalement peut-être celui des écoles qui seraient restructurées.

JACQUES MICHEL.

AMÉRIQUEZ!
FOREIGN STUDY IN LIVING PROPOSE.
ÉTÉ 78 : JUILLET-AOÛT
• Séjours en familles américaines 14-20 ans : Boston, Washington, San Francisco, Los Angeles.
• Cours intensifs en universités : Berkeley, San Diego, Boston.
TOUTE L'ANNÉE : en universités (+ de 18 ans), par sessions de 4 semaines : anglais intensif suivant thèmes spécifiques.
NASC/ECOM : hébergement économique en hôtels et résidences universitaires.

FSL
Nom _____ Ag. _____
Prénom _____
Adresse _____

F.S.L. 14, rue des Poissonniers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE 63712623

RELIGION

LA BIBLE LIVRE DE TOUS

A Bible ouverte. Quel beau titre que celui-ci et parfaitement justifié ! Car la Bible n'est pas un livre sacré. Mais encore faut-il posséder la clé qui permet de le lire à livre ouvert. Cette clé n'est-elle pas la méditation ininterrompue de la Bible par le peuple juif ? MM. Josy Eisenberg et Armand Abecassis n'ont pas cru que le message de cette tradition doive être réservé à un petit nombre d'initiés. Le judaïsme est le contraire d'une mystique. Certes, la science de l'Écriture est pratiquement infinie. Les plus grands savants ont écrit, après avoir consacré les veilles d'une longue vie, qu'ils ont à peine quitté le rivage de cet océan.

On peut pourtant mettre quelque chose de ce trésor millénaire à la portée de tous, car tous sont capables de saisir le sens de l'homme et par conséquent le Livre de tous. C'est pourquoi nos auteurs ont entrepris depuis 1975 de commenter la Bible chaque semaine pour les lecteurs de TF 1, et le volume actuel nous apporte quelque chose de ce trésor vingt-huit premiers entretiens.

Il est en forme de dialogue, de point de vue, car ces auteurs sont deux mais parce que le dialogue convient particulièrement à l'exposé d'une tradition essentiellement dialectique. L'inepuisable parole de Dieu a plusieurs faces et l'on n'est pas trop en peine pour en faire soupçonner la hauteur, la largeur et la profondeur. Les maîtres du Talmud étaient les plus audacieux de la psychanalyse parce qu'ils étaient les plus lucides. Mais, en dépit de certaines oppositions apparentes, ils convergent aussi.

C'est ce que font Eisenberg et Abecassis devant nous, pour nous, à la fois nous apprenant ainsi que cette antique sagesse est toujours neuve qu'un premier jour et qu'elle s'accorde parfaitement des sciences humaines et des vives des plus audacieuses de la psychanalyse parce qu'elle est d'un tout autre ordre. J'ai écrit le mot de « sagesse » et le craint de n'être pas compris. Il n'y a rien de moins étonnant que la Bible parce qu'elle n'est pas autre chose qu'une plénitude de vie, de même que le sabbat est la plénitude des jours de la semaine.

Quand un vrai juif parle du sabbat, il en parle à la bouche ouverte, il en parle à la main ouverte. Armand Abecassis et Josy Eisenberg, il faut les lire et les entendre et, après les avoir entendus, les lire encore et surtout méditer ce qu'ils nous apprennent et que nous croyons si bien savoir.

JACQUES MADAULE.

★ Josy Eisenberg et Armand Abecassis, à la Bible ouverte, un volume de 200 pages, 1978, 256 p., 39 F.

MORT DE Mgr PI SHU-SHIH ancien archevêque de Moukden

(De notre correspondant.)
Pékin. — De source bien informée, on apprend que le 18 mai, de Mgr Ignace PI Shu-shih, l'un des derniers évêques de Chine encore vivant parmi ceux qui furent sacrés par Rome.

Mgr PI Shu-shih avait été nommé archevêque de Moukden en 1957, et métropolitain de Mandchourie au mois de juillet 1969. Il avait été quelque temps après la libération et sa mort fut même annoncée par erreur en 1967 (Le Monde du 17 mai 1967), toutefois, il était élu à la présidence de l'Association patriotique des catholiques de Chine, nouvellement formée. Passant outre aux interdits de Rome, il sera l'année suivante plusieurs fois à la Conférence politique consultative du peuple chinois, et au mois de février 1971, parmi les délégués à cette Assemblée internationale qui a réuni ses cinquante comités nationaux (Le Monde du 17 mai).

De même source, on indique que le nouveau président de l'Association patriotique des catholiques de Chine est Mgr Yang Kuo-chien, qui fut élu le 20 octobre 1978 évêque du diocèse de Chengde (province du Houan) et sacré le 26 du même mois en l'absence de la bulle du Saint-Siège. Mgr Yang Kuo-chien, dont on ignore les activités depuis cette époque, avait remplacé à Chengde un évêque espagnol, Mgr Gerard Ferrer Garrote, qui avait été expulsé de Chine dès 1962. — A. J.

TOUTE L'ANNÉE
ANGLÈTERRE - IRLANDE - ALLEMAGNE - AUTRICHE - ESPAGNE - ITALIE - FRANCE - U.S.A. - ÎLE DE MANCHE - ÎLE DOMINIQUE.

Le touriste et le découvreur dans un environnement favorable.

- SEJOURS EN GITES PAYANTS avec ou sans cours dans familles sélectionnées. Un seul Français par famille. **FORMULE EXCLUSIVE** : séjour aux Caraïbes.
- SEJOURS AU PAIR pour jeunes filles au-dessus de 18 ans.
- EN FRANCE : placement de jeunes filles étrangères. **FORMULE MONTÉE 1978** : en Grèce et au Canada.
- PROGRAMME SPECIAL INTENSIF ADULTES toute l'année en Allemagne, en Allemagne et en Espagne.

RELATIONS INTERNATIONALES
Corr. Lic. A 501 République TOURS
100, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS
Tél. 374-83-83



Parmi les neuf principales planètes formées le système solaire, Vénus est la plus proche de la Terre. Ses dimensions sont voisines de celles de notre globe. Elle fut la première à être observée de près par sondes spatiales. Elle est pourtant une plus mal connue.

La raison en est épaisse et chaude atmosphère de gaz carbonique qui maintient une température proche de 500 °C, une pression de cent atmosphères terrestres.

Les missions américaines en orbite de Vénus comportent deux vaisseaux spatiaux. La première, lancée le 20 mai, est destinée à orbiter autour de la planète sur une orbite très elliptique qui la fera passer à cent cinquante kilomètres de la surface au plus près et à plus de soixante mille kilomètres à l'apogée. La période de la satellite sera de vingt-quatre heures, ce qui facilitera les communications avec la Terre.

Ce satellite doit fonctionner pendant huit mois ; c'est la durée maximale pour faire un tour complet de la planète. Sa mission est d'étudier la haute atmosphère vénusienne et l'interaction de celle-ci avec le rayonnement solaire. Complètement à la Terre, Vénus n'a pas de champ magnétique, ce qui empêche le vent solaire de déformer le « vent » solaire, ce flux de particules que le Soleil émet en abondance. Le satellite emporte cependant un spectromètre de masse qui mesurera de grandes quantités de particules seront analysées et déterminées par le satellite. Au présent sur l'orbite de la planète, il a déjà effectué plusieurs observations de la planète elle-même et de son atmosphère.

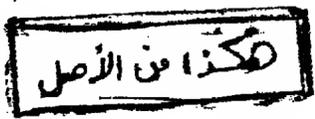
Le radar a permis de découvrir des canaux de drainage dans les zones polaires de la planète. Les zones polaires de la planète sont limitées à des latitudes de 60° à 90°. Les zones polaires sont les plus froides de la planète. Les zones polaires sont les plus froides de la planète. Les zones polaires sont les plus froides de la planète.

Un dernier satellite de la planète Vénus sera lancé en septembre 1978. Ce satellite sera le premier à orbiter autour de la planète Vénus. Il sera lancé par le lanceur spatial américain Atlas SLV-2. Le satellite sera lancé par le lanceur spatial américain Atlas SLV-2.

LA DECOUVERTE DU CORP HUMAIN

Une exposition organisée pour le Musée de l'Homme par le Département des Relations Publiques Kodak Pathé

Du 11 mai au 15 septembre
Musée de l'Homme/Palais de



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LA MISSION AMÉRICAINE PIONEER

Deux engins spatiaux pour étudier Vénus

Parmi les neuf principales planètes qui forment le système solaire, Vénus est la plus proche de la Terre. Ses dimensions sont voisines de celles de notre globe. Elle fut la première à être observée de près par des sondes spatiales. Elle est pourtant une des plus mal connues.

La raison en est l'épaisse et chaude atmosphère de gaz carbonique qui l'entoure : une température proche de 500 °C, une pression d'environ cent atmosphères terrestres, des

nuages d'acide sulfurique qui cachent en permanence le sol aux astronomes ; l'étoile du Berger n'est pas un monde accueillant. Y installer des stations d'observation fonctionnant plusieurs mois, comme on l'a fait sur la Lune ou sur Mars, est actuellement inconcevable et sera peut-être toujours impossible.

C'est pourquoi les nombreuses missions spatiales envoyées vers Vénus n'ont apporté que des renseignements fragmentaires. Les dernières sondes soviétiques, Vénus-9 et

Vénus-10, ont atterri sur la planète en octobre 1975 et ont transmis à la Terre les premières photographies d'une surface qu'on supposait être un désert de sable ; elle s'est révélée très caillouteuse et beaucoup plus variée qu'on ne l'imaginait. Grâce à d'épais blindages, les sondes ont pu traverser l'atmosphère, puis résister près d'une heure à la corrosion et à la chaleur. Outre les photographies, elles ont mesuré plusieurs paramètres importants : composition de l'atmosphère, vitesse du vent, température et pression — confirmant avec une

précision accrue les mesures faites au cours des précédentes missions.

Si les Soviétiques ont déjà fait plusieurs études de l'atmosphère et du sol vénusien, les Américains se sont jusqu'à présent contentés de survols à quelques milliers de kilomètres de distance — ainsi que d'études au radar faites depuis la Terre. Les missions Pioneer-Venus qui viennent de commencer sont beaucoup plus ambitieuses et visent à une étude simultanée en plusieurs points de l'atmosphère vénusienne, en conjonction de nombreuses techniques.

Pluie de sondes sur la planète

LES missions américaines en direction de Vénus comportent deux véhicules spatiaux. Le premier, lancé le 20 mai, se satellisera le 4 décembre autour de la planète, sur une orbite très elliptique qui la fera passer à cent cinquante kilomètres du sol vénusien puis l'éloignera à plus de six cents kilomètres. La période du satellite sera de vingt-quatre heures, ce qui facilite les communications avec la Terre.

Ce satellite doit fonctionner pendant huit mois ; c'est le temps que met la planète pour faire un tour sur elle-même (1). Sa mission est d'étudier la haute atmosphère vénusienne et l'interaction de celle-ci avec le rayonnement solaire. Contrairement à la Terre, Vénus n'a pratiquement pas de champ magnétique qui puisse détourner le vent solaire, ce flux de particules que le Soleil émet en abondance. Le satellite emporte cependant un magnétomètre de grande précision pour mesurer un éventuel champ magnétique et déterminer s'il est créé par la planète elle-même ou s'il est induit par le vent solaire.

Plusieurs spectromètres de masse ou analyseurs de particules seront chargés de déterminer quelles particules sont présentes sur l'orbite du satellite. Au point le plus proche, le satellite est dans la haute atmosphère vénusienne, alors qu'à l'autre extrémité de l'orbite il est dans l'espace interplanétaire. Les analyses doivent donc permettre d'étudier la zone de transition et comment elle varie au cours du « jour » et de l'année vénusienne. L'absence de champ magnétique fait que cette zone de transition doit être notablement différente de celle qui sépare l'atmosphère terrestre de l'espace interplanétaire.

Outre ces mesures *in situ*, le satellite observera la planète. Deux télescopes étudieront le rayonnement ultra-violet émis ou réfléchi par les nuages vénusiens — l'un fournissant des images de la couche nuageuse, tandis que l'autre fera l'analyse spectrale du rayonnement. On doit

en déduire la taille et la densité des gouttelettes qui constituent les nuages à diverses altitudes. Ces informations seront corroborées par celles d'un détecteur infra-rouge, qui mesurera aussi la température des nuages et doit détecter la présence éventuelle de vapeur d'eau.

Mais l'instrument dont on espère le plus est sans doute le radar qui emporte la satellite. Il doit, en effet, fournir une grossière carte de la surface de Vénus. On ignore à peu près tout de cette surface, à part les deux photographies soviétiques et des mesures radar faites depuis la Terre qui ont indiqué des zones montagneuses. Des contraintes de poids et de puissance ont limité les performances du radar dont la résolution — 100 mètres en altitude, une vingtaine de kilomètres horizontalement — n'est pas meilleure que celle qu'on peut obtenir avec les grands radars terrestres. Mais ceux-ci ne peuvent étudier que la zone équatoriale de Vénus ; le faisceau d'un radar n'est réfléchi vers sa source que si la surface réfléchissante est perpendiculaire au faisceau. Pour un radar terrestre, cette condition n'est satisfaite que par les points proches de l'équateur.

Dans la fournaise

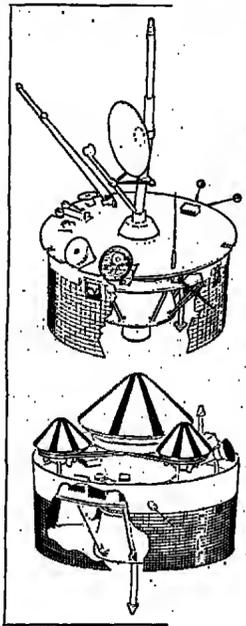
Le radar du satellite échappe à cette limitation, et l'orbite a été choisie de manière qu'il survole presque toute la surface de la planète. On devrait ainsi avoir en quelques semaines une première idée de la topographie de Vénus.

Un dernier appareil emporté par le satellite n'a rien à voir avec la planète Vénus : c'est un détecteur de rayons gamma. On a observé depuis 1973 venant de l'espace interstellaire des bouffées de rayons gamma dont l'origine est encore inconnue. Pour la déterminer, une information importante est la direction de ces rayons. Elle peut être déterminée si l'on dispose de plusieurs détecteurs très éloignés les uns des autres : certains seront touchés d'abord, d'autre ensuite, et de la mesure des différences de

temps on peut déduire la direction. Le satellite Pioneer-Venus a à porteur d'un détecteur de rayons gamma que le mouvement de la planète emportera à plus de 250 millions de kilomètres de nous.

La seconde partie de la mission commencera au soir prochain : un second Pioneer-Venus sera lancé, qui n'est pas destiné à se satelliser

les équipements de service et quatre sondes. Toutes entreront dans l'atmosphère de Vénus ; la module se consumera vers 115 kilomètres d'altitude, mais les sondes doivent traverser toute l'atmosphère et atteindre le sol, en faisant des mesures tout au long de ce parcours. Il n'est pas prévu qu'elles survivent à leur chute, et de toute manière



Le premier Pioneer est un cylindre de 2,5 mètres de diamètre et de 1,2 mètre de haut, recouvert de cellules solaires. La face supérieure porte une grande antenne parabolique qui transmettra vers la Terre le résultat des mesures qu'il fera et aussi ceux que lui enverront les capteurs du second Pioneer quand elles traverseront l'atmosphère de Vénus. Cette face porte aussi plusieurs appareils de mesure, dont le plus caractéristique est le radar en forme de capot grillagé. D'autres appareils sont logés dans le corps du satellite, au-dessus du gros moteur, qui lui permettra de se mettre en orbite autour de Vénus. L'ensemble pèse 552 kilos.

Le deuxième Pioneer est un corps semblable au premier, mais il est surmonté de quatre capteurs qu'il larguera avant de pénétrer dans l'atmosphère. Au total, il pèse 904 kilos. Les deux sondes de la grosse sonde et 90 pour chacune des trois petites.

mais à pénétrer dans l'atmosphère de la planète. Bien que lancé deux mois et demi plus tard, ce second vaisseau spatial arrivera sur Vénus quelques jours seulement après la satellisation du premier — parce que la Terre aura, dans l'intervalle, des lancements, accompli une bonne part du chemin parcouru par le premier vaisseau, et parce que le second suit une trajectoire plus tendue. Un peu avant d'atteindre la planète, il se divisera en cinq parties : un module qui comprend tous

leur électronique ne résistera pas à la température.

Des quatre sondes, l'une est nettement plus volumineuse que les autres. Elle « atterrit » près de l'équateur. Les trois autres atterriront en des points choisis de manière que l'atmosphère de Vénus puisse être mesurée à plusieurs latitudes, l'une d'elles tombant près du pôle Nord. Deux des points de chute seront éclairés par le Soleil, les deux autres seront dans l'atmosphère où il fera nuit.

Les sondes rencontreront d'abord, vers 180 kilomètres d'altitude, une couche d'ionosphère faiblement ionisée, puis d'autres couches à plus forte ionisation vers 140 kilomètres les noages qui nous 50 kilomètres, les premières brumes, puis de 70 kilomètres à 50 kilomètres les épais nuages qui nous cachent le sol. Une autre zone brumeuse et poussiéreuse sera traversée entre 30 kilomètres et 10 kilomètres. Du moins est-ce ce qu'on prévoit.

Les quatre sondes mesureront la pression, la température de l'atmosphère tout au long de leur traversée. Elles sont aussi munies d'accéléromètres dont les indications fourniront la densité de l'atmosphère et sa turbulence. Elles emportent aussi un néphélomètre, qui détermine la clarté de l'atmosphère en mesurant quelle proportion d'une quantité de lumière émise par la sonde est diffusée et renvoyée vers un capteur par l'atmosphère.

La grosse sonde emporte des appareils supplémentaires pour déterminer précisément la composition de l'atmosphère et des nuages, la flux de lumière solaire arrivant aux diverses latitudes, le rayonnement infra-rouge émis par le sol et les nuages. Quelques mesures analogues seront faites à plus haute altitude par le module de service, avant sa combustion.

Cet ensemble d'expériences, de loin le plus complet jamais fait sur une atmosphère planétaire, doit permettre de construire des modèles de cette atmosphère et de son mouvement. On en espère par comparaison une meilleure compréhension du mouvement de l'atmosphère terrestre, avec toutes les conséquences météorologiques que cela implique. A bien des égards, l'atmosphère de Vénus est plus simple que celle de la Terre, mais sa « épaisseur » et sa haute température. Elle tourne presque en bloc, tandis que les mouvements de notre atmosphère varient beaucoup avec la latitude. Sa température varie peu entre la face éclairée par le Soleil et la face obscure. Elle ne subit qu'un enlacement très faible de la lente rotation de Vénus, alors que la Terre, qui fait un tour en vingt-quatre heures, exerce sur son atmosphère des forces beaucoup plus grandes. Aussi, les planétologues considèrent la mystérieuse Vénus comme un planétaire finalement assez simple, et ils pensent que les deux Pioneer-Venus apporteront assez de ren-

seignements pour leur donner une bonne vue d'ensemble.

Il restera encore beaucoup à apprendre. D'une part, la mission n'étudie pratiquement que l'atmosphère ; la géologie de la planète reste inconnue. D'autre part, la partie essentielle, c'est-à-dire l'entrée des sondes, ne durera que quelques dizaines de minutes ; toute évolution lente ne pourra être décelée.

Cette expérience est une coopération franco-américaine : le néphélomètre a été proposé par le professeur Bismont, et mis au point dans son laboratoire et dans un laboratoire américain. Il déterminera la position des couches nuageuses ; les missions soviétiques vers Vénus ont donné des résultats très variables d'une mission à l'autre ; la comparaison des mesures faites par les quatre sondes devrait être très instructive.

Pour aller plus loin, il faudra sans doute attendre les expériences franco-soviétiques de 1983. Une sonde soviétique doit emporter vers Vénus un ballon construit en France, et qui doit flotter plusieurs jours dans l'atmosphère vénusienne. L'expérience n'est actuellement pas encore complètement définie, mais des réunions régulières ont lieu entre savants soviétiques et français pour la préciser. Le ballon — ce sera peut-être une montgolfière et non un ballon fermé — flottera vers 55 kilomètres d'altitude et portera une nacelle, construite par les Soviétiques, qui contiendra l'appareillage expérimental. A cette altitude, les conditions d'environnement sont moins dures qu'au sol, la température est plus supportable, et il sera possible de faire des mesures prolongées, s'étendant sur presque un tour complet de Vénus, soit quatre jours.

MAURICE ARVONNY.

(1) Vénus tourne autour du Soleil en 224,7 jours, 225 jours, d'habitude, sur elle-même en 243,1 jours. Cette rotation très lente par rapport à celle de la Terre est rétrograde ; elle se fait en sens inverse de la révolution autour du Soleil. La combinaison de ces deux mouvements donne un « jour » vénusien — le temps que met un point de la surface à revenir face au Soleil — de cent dix-sept jours (terrestres).

Etant que le mouvement de rotation du sol vénusien soit très lent, l'atmosphère est en rotation rapide ; les nuages font le tour de la planète en un peu plus de quatre jours terrestres.

LA DECOUVERTE DU CORPS HUMAIN

Une exposition organisée pour le Musée de l'Homme par le Département des Relations Publiques Kodak Pathé



Du 11 mai au 15 septembre 1978 Musée de l'Homme/Palais de Chaillot

An Musée de l'Homme : CHEFS-D'ŒUVRE INCONNUS DU VENEZUELA

Jusqu'au 17 juillet, le Musée de l'Homme présente une petite exposition consacrée aux chefs-d'œuvre inconnus de l'art précolombien du Venezuela. Cette présentation est doublement originale : les cultures précolombiennes du Venezuela sont à peu près ignorées en France ; l'exposition est faite de soixante-seize photos de céramiques (figurines humaines et animales, récipients) et de quelques objets de pierre appartenant à des musées ou à des collections particulières, le Musée de l'Homme s'étant contenté d'y ajouter quelques objets, entre autres des pectoraux de 20 à 40 centimètres de long, faits de jadeite ou de serpentine. C'est à M. Alfredo Boulton et à la fondation Boulton que re-

vient l'initiative — et les frais — de cette exposition. Vénézuélien, M. A. Boulton, qui ne possède lui-même aucune pièce d'art précolombien, tient à faire connaître les cultures anciennes de son pays. Au Venezuela semblent, en effet, s'être plus ou moins mélangées des influences venues de Colombie, des Caraïbes, d'Amazonie et des Andes. Ce qui a donné un art fin et décoratif, dont on distingue encore mal les époques et l'évolution. La *Fumuse* — une figurine de 30 centimètres de haut — a un corps rebondi, mais orné de volutes rouges et blanches. La *Vénus* de Tacarigua (l'ancien nom du lac Maracaibo) tient avec délicatesse un grand masque devant sa figure. Mais, à notre avis, la plus belle photo (n° 5 de l'exposition), montre un petit personnage féminin, dont la figure, sous les cheveux coiffés en bandeaux plats, exprime une sérénité admirable.

Y. R. * Le Musée de l'Homme est ouvert de 10 h. à 18 h. tous les jours de la semaine, sauf le mardi, et de 10 h. à 20 h. les samedis et dimanches.

An Palais de la découverte : LE QUARTZ

Une exposition de minéralogie vient de s'ouvrir au Palais de la découverte. Organisée à l'occasion du centième anniversaire de la Société française de minéralogie et de cristallographie, elle est centrée sur un cristal précis : le quartz. Cela n'interdit pas de présenter d'autres belles pierres, et des agrandissements photographiques de détails curieux. Comme cette inclusion dans un cristal, remplie de liquide, et dans laquelle flotte un petit cristal de nature différente.

A côté des présentations qui retiennent de la pure esthétique, des panneaux et maquettes répertorient les nombreux arrangements atomiques qu'on relève dans les cristaux. Ainsi est montré comment, à partir

d'un motif unique — le tétraèdre de silice — la nature a créé une immense variété de cristaux par arrangement de ces tétraèdres en ligne, en couronne, en hélice... Il y a aussi tout un volet sur les cristaux artificiels, et sur les usages industriels du quartz.

Des démonstrations accompagnent l'exposition. L'une est la modélisation à grande échelle de la diffraction des rayons X, qui permet de déterminer la forme et les dimensions de la maille cristalline. Une autre présente le travail et les outils du tailleur de pierres précieuses.

Sur une surface réduite, l'exposition fait une bonne synthèse des divers aspects de la minéralogie.

M. A.

* Le quartz et le monde des minéraux jusqu'au 5 janvier 1978, Palais de la découverte, avenue F.-D.-Roosevelt, Paris. Tous les jours, sauf lundi. Entrée du Palais : 3 F.

La télédétection : une nouvelle vision du monde

Un colloque sur « la télédétection face aux besoins des utilisateurs » a rassemblé récemment à Trégastel-Plage (Côte-du-Nord) quelque cent cinquante personnes venues d'horizons très différents (organismes publics, collectivités locales, sociétés privées).

Cette réunion était organisée par l'Opération pilote interministérielle de télédétection (OPIPT). L'OPIPT est une structure interminis-

térielle née en 1976 d'un regroupement du ministère de l'Agriculture, du ministère de la Culture et de l'Environnement, du ministère de l'Équipement, de la Région et de l'Aménagement du territoire et de l'Action régionale et de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, tous responsables, à des titres divers, de la gestion des ressources et de l'aménagement du territoire dans le but

d'« aider à la conception et au développement d'un projet de système de télédétection qui réponde très exactement à leurs futurs besoins ».

Effectivement, ce colloque a cherché à mieux faire comprendre, d'une part, aux utilisateurs potentiels ce que la télédétection peut déjà faire et ce qu'elle pourrait faire dans les pro-

chaines années — pour autant qu'on puisse le savoir — et, d'autre part, aux techniciens (fabricants et interpréteurs) quels sont les besoins actuels et futurs de ces utilisateurs. De telles rencontres sont indispensables, si on veut être en mesure d'adapter à ces besoins les satellites (SPOT par exemple) qui seront construits et lancés et les techniques qui seront développées, dans les quelques années à venir.

Depuis Nadar, qui avait inspiré l'ironie de Daumier en montrant en ballon ou prendre des photos aériennes, et depuis la siège de Richmond (pendant la guerre de Sécession), où la photo aérienne fut utilisée pour la première fois à des fins topographiques, on a toujours cherché qu'il y a à voir la Terre d'en haut. Le développement de l'aviation et de la photo aérienne, en permettant de voir d'un coup d'œil des zones locales ou régionales, a marqué le début de la télédétection. Mais depuis une quinzaine d'années, cette nouvelle façon de voir le monde a extraordinairement progressé avec les satellites et avec les techniques de radiométrie.

Les satellites ont donné un « recul » de plusieurs centaines, de plusieurs milliers et même de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres, grâce auquel l'homme a eu pour la première fois, non seulement une vision partielle ou entièrement globale de sa planète, mais encore une vue dynamique de celle-ci. Il a vu, à l'échelle de la planète, pendant plusieurs années, les satellites repasser à intervalles réguliers au-dessus des mêmes régions ou sur des géométries différentes (dans ce cas il reste en permanence au-dessus du même point de la Terre).

Les techniques radiométriques mesurent la réflectance, c'est-à-dire la lumière solaire réfléchi par la Terre et les différents « objets » portés par celle-ci aussi bien dans le spectre visible que dans l'invisible. La lumière visible n'occupe qu'une toute petite partie du spectre des ondes radio-électriques, de 0,4 à 0,7 microns (1), mais de la réflectance des ondes micro-métriques on peut passer, grâce aux hyperfréquences et aux radars, à celle des ondes millimétriques et centimétriques et même décimétriques. Les hyperfréquences ont l'avantage de pénétrer les 10 ou 20 premiers mètres des sols désertiques — à 60 GHz — et de pénétrer encore plus profondément dans les forêts tropicales. Quant aux ondes millimétriques et radars, elles ont servi lors de l'expérience américaine Radam pour essayer de détecter le relief caché par la forêt amazonienne. Hyperfréquences et radars ont l'avantage de « voir » à travers les nuages et pendant la nuit.

Mais les uns et les autres soulèvent encore de très grands problèmes dans l'interprétation des informations, ainsi collectées. Les techniques radiométriques mesurent aussi l'émission, c'est-à-dire les rayonnements émis (à partir de 3 microns et au-

Des images reconstituées

Il y a donc la télédétection par photographies et la télédétection par images. Les mesures radiométriques, en effet, ne reproduisent pas tout ou partie de la Terre comme le font les photographies en noir et blanc ou en couleur. Les radiomètres envoient pour chaque « point » dont les dimensions varient de quelques mètres carrés à quelques kilomètres carrés, selon l'altitude du satellite et les caractéristiques de chaque instrument de mesure, des signaux codés qui transmettent chaque mesure sous forme d'ondes radio. Captés par des récepteurs terrestres au moment où le satellite passe en vue directe du côté des antennes, ces signaux sont décodés et traités éventuellement sur ordinateur pour augmenter les contrastes ou mettre en valeur telle information. Et ce sont eux qui, ligne par ligne et colonne par colonne, reconstituent en cela aux images de « télévision » qui servent aux spécialistes de la télédétection.

La télédétection est un outil relativement nouveau. On sait déjà qu'elle permet de voir beaucoup de choses et qu'on n'en voit effectivement pour la prospection géologique et géophysique, pour les études océanographiques, pour les prévisions météorologiques, pour l'agriculture, pour le repérage des pollutions (entre autres par rejets d'hydrocarbures ou par effluents chauds), etc. Mais dans ces cas, de nombreux problèmes d'interprétation subsistent encore qui ne pourront être résolus que par des vérifications sur le terrain. Mais la télédétection, à l'échelle de la planète, expérimental dans de nombreux domaines : assistance à la pêche, surveillance de l'état sanitaire des cultures, mécanismes auto-sphériques, évolution dynamique des côtes, etc. En outre, elle doit pouvoir apporter quantités d'informations qui ne sont pas probablement encore soupçonnées et qu'il s'agit donc de détecter. Cela suppose une réorganisation de la visée dont l'homme a pris

de la) par les sols, les plantes, les eaux, les agglomérations, etc., en fonction de la température propre à chacun de ces « objets » : c'est ce qu'on appelle l'infrarouge thermique, qui, lui aussi, peut être utilisé pendant la nuit (2).

L'application aux cultures

L'estimation des récoltes est l'une des applications les plus récentes et les plus spectaculaires de la télédétection. Elle permet, en effet, d'évaluer, ou de préparer des « coups de bourse » sur les cours mondiaux des céréales.

Toutes les surfaces naturelles et végétales réfléchissent la lumière solaire. Mais chaque sol et chaque espèce végétale ont cette réflexion d'une manière qui leur est propre. Les mesures radiométriques mettent donc en évidence les « signatures » de chacun d'entre eux (bien que la télédétection permette encore rarement l'identification, espèce par espèce, des cultures).

On a encore besoin de nombreuses et minutieuses opérations « vérité-terrain », c'est-à-dire de vérifications au sol ou en mer. Seules, celles-ci pourront lever les incertitudes actuelles de l'interprétation des images.

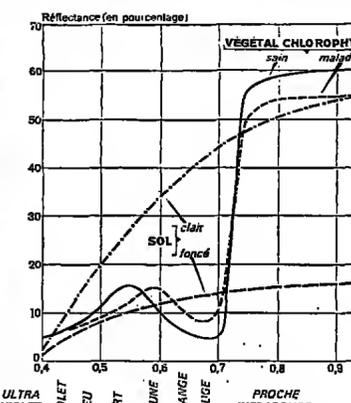
Il faudra adapter les futurs outils de la télédétection à des besoins spécifiques. Des équipes d'experts européens travaillent, en effet, d'une manière employée par un représentant de l'Institut national de la recherche agronomique et donc parfaitement inutilisables.

La rapidité de la transmission des images aux utilisateurs est parfois capitale. Si le géophysicien ou le géologue peuvent en général attendre ces images pendant quelques semaines ou quelques mois, le détecteur de pollutions, l'agriculteur ou le pêcheur ont un besoin impératif de recevoir les données de la télédétection en temps réel ou en un jour ou deux.

7 581 600 PIXELS PAR IMAGE

Pour le moment, les satellites Landsat sont, sans conteste, les outils privilégiés de la télédétection spatiale. Trois satellites Landsat ont été lancés par les Américains en 1972, en 1975, en 1976. Le premier (d'abord baptisé ERTS) et arrêté ses émissions en 1976 et le deuxième est en train de la faire. Le troisième, identique aux deux premiers (dans le bleu, le rouge et le vert) qui « travaillent » dans le spectre visible, et quatre canaux de radiométrie de 0,5 à 0,6, de 0,6 à 0,7, de 0,7 à 0,8 et de 0,8 à 1,1 microns. Toutefois il e, en plus, un huitième canal pour l'infrarouge thermique (8 à 14 microns) qui n'existe pas dans les deux premiers Landsat mais qui semble avoir des problèmes pour le moment.

Les orbites des trois Landsat sont, elles aussi, identiques : orbite presque circulaire (à environ 900 kilomètres d'altitude) et presque polaire. Les trois satellites ont été lancés de façon que les deux en service simultanément, au même moment, aux antipodes l'un de l'autre. Ils sont hétérosynchrones, c'est-à-dire qu'ils sont toujours situés au-dessus de la face éclairée de la Terre. Chaque Landsat repasse au même endroit tous les dix-huit jours.



Pour la couverture végétale, la réflectance dépend à la fois de l'espèce et de l'état de santé des végétaux. C'est ainsi qu'une forêt de sapins ne réfléchit que 25 à 30 % du proche infrarouge (0,8 à 1,1 microns), alors que, dans la même bande de longueur d'onde, un gazon anglais aura une réflectance d'environ 70 %, celle d'un gazon banal ou d'une prairie n'étant approximativement que de 60 %.

Pour tous les végétaux, la réflectance de la bande verte est très importante, car elle est la réflectance maximum du spectre visible. C'est d'ailleurs pour cela que l'œil voit la végétation verte. Si le même végétal est malade, il prend une couleur particulière, jaune en général : sa réflectance devient alors maximum dans le jaune. Dans la plupart des cas, cependant, la maladie « vue » par la télédétection n'est pas identifiable.

De même, les sols ont une réflectance variant avec leur nature. Mais pour tous, comme pour les deux exemples montrés par le graphique, la réflectance croît régulièrement depuis l'ultra-violet jusqu'au proche infrarouge.

Si un sol est couvert de végétation, plus celle-ci est dense, plus la courbe de réflectance se rapproche de la courbe particulière à ce type de végétation. Si, au contraire, la végétation est clairsemée, rabougrie, la courbe de réflectance sera plus proche de la « signature » du sol en question.

Les altérations de la réflectance des terres cultivées peuvent ainsi donner une idée de la densité et de l'état de santé des cultures.

Depuis 1970, l'Institut national de la recherche agronomique et l'Institut national agronomique travaillent sur les applications de la télédétection à l'agriculture.

EN TOUTE LOGIQUE

Casser la chaîne

PROBLÈME N° 120

On possède une chaîne linéaire de 23 millions. Combien de millions doit-on ouvrir pour pouvoir, en réunissant plus ou moins des segments obtenus, réaliser toutes les longueurs de chaîne possibles, de 1 à 23 ?

(Sauf dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

Solution du problème n° 119

Il faut au moins quatre couleurs : dans un carré de 2 sur 2, deux cases quelconques peuvent être reliées par un déplacement de Roi

Quatre couleurs suffisent, car si on juxtapose des carrés de 2 sur 2 identiques, remplis chacun de la même manière avec quatre couleurs, on obtient une solution :

A	B	A	B
C	C	C	C
A	B	A	B
C	C	C	C

PIERRE BERLOQUIN.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

numéro de mai

MAI 1968 - MAI 1978

- Colonies de vacances et séjours linguistiques
- Les métiers d'éducateur spécialisé

Le Monde de l'éducation, chaque mois : analyse un problème important de l'éducation, scolaire et universitaire, présente un ensemble indispensable de conseils pratiques et de réponses aux questions que vous vous posez.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 60 F pour onze numéros ou lieu de 66 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ EN CADEAU

l'un des numéros suivants :

- « Les jeunes parents », n° 28, avril 1978
- « Les livres d'enfants », n° 37, mars 1978
- « Le rôle des enseignants », n° 36, février 1978
- « La politique en lycée », n° 35, janvier 1978
- « Les injustes », n° 34, décembre 1977
- « L'enfant et la ville », n° 33, novembre 1977
- « Qui sont les étudiants ? », n° 22, octobre 1977
- « La mise en place de la réforme Raby », n° 31, septembre 1977
- « Le palmarès 1977 des Universités », n° 20, juillet-août 1977
- « Étudiants, futurs citoyens », n° 22, novembre 1976

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander, en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutiez à votre règlement le somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM
Prénom
Adresse

Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement de un ou onze numéros au Monde de l'éducation, et le reçoit en cadeau l'un des numéros cochés ci-contre.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal) à l'éditeur du Monde de l'éducation, 107, boulevard de la République, 75011 Paris, Cédex 09 - Téléphone : 262-72-21.

Problème, capital pour l'océan

Le problème, capital pour l'océan, est illustré par des chercheurs de l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM). Depuis janvier dernier, le satellite européen Météosat (positionnée à 36 000 kilomètres d'altitude au-dessus du point 0° de longitude, 0° de latitude) envoie des images des côtes occidentales de l'océan Atlantique. Les données brutes permettant déjà de reconnaître les upwellings. Ceux-ci sont des remontées d'eau froide riche et constituent donc des zones de pêche particulièrement fructueuses. Des mesures radiométriques, certes, étaient faites depuis 1972 dans le golfe de Guinée, mais l'interprétation (un groupement d'armateurs) et interprétées par les chercheurs de l'ORSTOM. Mais ces vols sont insuffisants pour suivre avec précision l'évolution d'une situation changeante : à certaines saisons, par exemple, l'upwelling venu d'Angola se déplace vers l'équateur à la vitesse de 55 kilomètres par jour. Météosat, lui, envoie toutes les trois heures des images de la structure thermique des eaux superficielles.

YVONNE REBEYROL

- (1) Le micron est la millième partie du mètre (ou la millionième partie du mètre). Le terme « micron » a tendance actuellement à être remplacé par « micromètre ».
- (2) La principale bande du spectre utilisée par l'infrarouge thermique est située entre 8 et 14 microns parce que l'atmosphère n'est transparente que dans ces limites.

le PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
présente une exposition
LE QUARTZ ET LE MONDE DES MINÉRAUX
du 17 mai 1978 au 9 janvier 1979
réalisée à l'occasion du centenaire de la Société Française de Minéralogie et de Cristallographie
Exposés - Conférences - Films - Documentation
Abonnez-vous à la revue du Palais de la Découverte
Avenue Franklin-D. Roosevelt - 75008 PARIS.

pianos hamm
135 à 139 rue de Rennes Paris 75006
Près de la Gare Montparnasse Tél. 544-38-66
vous proposent aussi les
pianos RAMEAU
héritier de la tradition française

IMPORTANT ÉDITEUR SCOLAIRE
pour ses PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES
(Mathématiques : Sciences physiques : Sciences naturelles)
destinées à l'enseignement du Second Degré
recherche

RESPONSABLE D'ÉDITION
Chargé du développement des publications sur ce marché, il sera responsable :
- des études préalables ;
- de la réalisation ;
- du suivi de l'exploitation et des résultats, et il animera une équipe de collaborateurs.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience de plusieurs années de l'enseignement au Second Degré, de préférence en sciences physiques ou à un Cadre de l'édition ayant déjà assumé des responsabilités équivalentes.

Le candidat devra être fortement motivé par les problèmes pédagogiques, avoir du goût pour les questions éditoriales, et être capable de se familiariser rapidement avec les contraintes d'une entreprise moderne.

Poste à PARIS, bref déplacement en Province.
Envoyer C.V. et prétentions sous référence 1278 à SWIREZ 89 289, 75024 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

ACTUALITÉ MÉDICALE

Que les pneumonies de l'adulte soient les pneumonies de l'enfant, c'est ce que les chercheurs de l'Institut Pasteur ont démontré. Ils ont en effet constaté que les pneumonies de l'adulte sont causées par les mêmes microbes que les pneumonies de l'enfant. Cette découverte a des implications importantes pour la prévention et le traitement de ces maladies.

Les chercheurs de l'Institut Pasteur ont également étudié les mécanismes de la transmission des pneumonies. Ils ont découvert que les microbes peuvent être transmis par les gouttelettes de salive ou par les objets contaminés. Cette information est précieuse pour la mise en place de mesures de prévention efficaces.

Enfin, les chercheurs ont étudié l'impact des pneumonies sur la santé publique. Ils ont constaté que ces maladies sont une cause majeure de mortalité et de morbidité, en particulier chez les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques. Cette constatation souligne l'importance de la recherche sur les pneumonies.

Les chercheurs de l'Institut Pasteur ont également étudié les mécanismes de la résistance aux antibiotiques. Ils ont découvert que les microbes peuvent développer une résistance aux antibiotiques en modifiant leur structure moléculaire. Cette découverte a des implications importantes pour le développement de nouveaux antibiotiques et pour la mise en place de stratégies de traitement efficaces.

Enfin, les chercheurs ont étudié l'impact des pneumonies sur la santé publique. Ils ont constaté que ces maladies sont une cause majeure de mortalité et de morbidité, en particulier chez les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques. Cette constatation souligne l'importance de la recherche sur les pneumonies.

Les chercheurs de l'Institut Pasteur ont également étudié les mécanismes de la résistance aux antibiotiques. Ils ont découvert que les microbes peuvent développer une résistance aux antibiotiques en modifiant leur structure moléculaire. Cette découverte a des implications importantes pour le développement de nouveaux antibiotiques et pour la mise en place de stratégies de traitement efficaces.

Enfin, les chercheurs ont étudié l'impact des pneumonies sur la santé publique. Ils ont constaté que ces maladies sont une cause majeure de mortalité et de morbidité, en particulier chez les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques. Cette constatation souligne l'importance de la recherche sur les pneumonies.

Les chercheurs de l'Institut Pasteur ont également étudié les mécanismes de la résistance aux antibiotiques. Ils ont découvert que les microbes peuvent développer une résistance aux antibiotiques en modifiant leur structure moléculaire. Cette découverte a des implications importantes pour le développement de nouveaux antibiotiques et pour la mise en place de stratégies de traitement efficaces.

مكتبة الأصل

DA
SON

سكينة الامل

VICES ET DES TECHNIQUES
du monde

AUX XV^e JOURNÉES DE LA MÉDECINE DU TRAVAIL

Charbon, amiante et cancers

De notre envoyée spéciale

Strasbourg. — Que les pêcheurs de perles on d'éponges aient les poumons éclatés à trente-cinq ans ; que des générations de mineurs de fer ou de charbon soient morts trente ans trop tôt ; que les travailleurs migrants contractent trois fois plus de tuberculoses que leurs homo-

logues français... ces évidences ont cessé aujourd'hui d'apparaître comme des signes du destin ou d'inévitables séquelles du développement industriel. Les progrès de la médecine

du travail — qui n'existe en France, au niveau national, que depuis 1945 — ne sont assurément pas étrangers à ce changement d'attitude. Pourtant, il reste beaucoup à faire si l'on veut

non seulement que les travailleurs soient protégés des risques aujourd'hui connus, mais aussi qu'une recherche se développe pour déterminer les risques potentiels. Tels sont quelques-uns des thèmes qu'ont développés les spécialistes réunis récemment à Strasbourg.

La pathologie reste particulièrement lourde sur les bassins miniers, et les congressistes de Strasbourg le s'y sont pas trompés, qui ont fait des « pneumoconioses » un thème majeur de leur réunion et le sujet du rapport introductif du professeur Sadoul.

Les pneumoconioses, maladies pulmonaires provoquées par l'inhalation de particules microscopiques — minérales en général — se traduisent par un tableau clinique devenu classique : bronchite chronique, essoufflement, toux, expectoration, douleurs thoraciques et, bien souvent, décès précoces. Mais la gravité de l'affection peut varier suivant le minéral en cause, la plus fréquente restant celle que provoque l'extraction du charbon : la silicose.

Il y a encore aujourd'hui en France, estime le professeur Champoux (Clermont-Ferrand), cent quatre-vingt mille victimes de la silicose. « Depuis 1945, ajoute-t-il, un mineur sur trois en a été atteint. Mais en vingt ans, l'espérance de vie du silicoteux n'a progressé de vingt ans. » Comment expliquer une telle rapidité ? D'abord par les progrès de la lutte contre la tuberculose. En effet, la poussière rend l'arbre respiratoire sensible à toutes les infections, qu'elles soient mineures (rhumes, infections rhino-pharyngées) ou majeures (tuberculose).

« La tuberculose frappait encore en 1954 plus de la moitié de nos silicoteux », dit le docteur Dechoux, médecin-chef du centre d'études de l'hôpital des Houillères de Lorraine et responsable du service de pneumologie de l'hôpital de Créange. Cette sensibilité au bacille de Koch est telle que le B.C.G. lui-même est pathogène chez des animaux de laboratoire « empoussiérés ».

Actuellement, 11 % des silicoteux contractent encore la tuberculose, et, pourtant, depuis 1947, tout mineur doit être vacciné avant de descendre « au fond ». Mais aujourd'hui, ajoute le docteur Dechoux, « grâce aux médicaments dont on dispose, depuis cinq ans surtout, on gué-

rit 90 % des victimes de cette association silicose-tuberculose, qui tuait encore de façon quasi certaine il y a vingt ans : l'âge moyen des décès des victimes de la silicose-tuberculose était de cinquante-trois ans il y a vingt ans. Il est de soixante-trois aujourd'hui en Lorraine (de soixante-cinq à soixante-dix ans dans le Nord, pour des raisons encore incertaines). Quant à l'effet de la silicose proprement dite, il consiste simplement à traiter les symptômes de la maladie, et non le fond. Des espoirs sont nés avec l'utilisation des sels d'aluminium solubles. Mais cette technique reste expérimentale.

La thérapeutique n'est pas seule en cause dans les progrès enregistrés depuis vingt ans et dans l'allongement de la vie des mineurs : il faut aussi souligner le rôle des mesures préventives mises en œuvre dans les mines. On ne fore plus « à sec » mais dans l'eau, on tente d'aspirer systématiquement les poussières, on classe les chantiers en fonction de leur degré de nocivité pour limiter les temps d'exposition... Prévention médicale également, qui repose sur une surveillance clinique et radiologique stricte des mineurs. Bon nombre de congressistes ont critiqué à cet égard la politique du ministère de la santé qui consiste, on le sait, à diminuer le nombre des examens radiologiques obligatoires : « Nous admettons les objections soulevées par les radiologues, pas pour les radiographies. »

Mais ce qui retient l'attention aujourd'hui de nombreux médecins du travail n'est plus seulement l'altération « classique » de l'arbre respiratoire que représente la silicose, l'asthénose (due à l'amiante), l'antimoine (due à l'antimoine). C'est aussi l'action d'ensemble des fibres inhalées et en particulier l'hypothèse d'une action cancérogène.

Les atteintes de l'appareil respiratoire dues à ces maladies ne faciliteraient-elles pas, au même titre que le tabac, par exemple, le développement des cancers des bronches, voire d'autres types de tumeurs ? Cette hypothèse n'est pas gratuite. Depuis vingt ans dans le

monde entier, des équipes de chercheurs s'attachent à la confirmer. C'est en 1958, en effet, qu'un Britannique, le docteur Wagner, travaillant en Afrique du Sud, constata dans les zones d'extraction de l'amiante une fréquence particulière d'un certain type de tumeur de la plèvre, le mésothéliome pleural. En outre, ce cancer n'était pas très fréquent chez les mineurs d'amiante, mais aussi chez les populations qui vivaient au voisinage des carrières de déchets d'amiante extraits sur le plateau de l'amiante du Transvaal.

Depuis cette découverte et les travaux qu'elle a suscités, a noté le professeur Champoux, « nous n'en sommes plus au stade des hypothèses : l'exposition aux fibres d'amiante, même courtes, même de quelques mois, provoque avec une fréquence significative des tumeurs de la plèvre ». Encore faut-il que les fibres soient inhalées. « L'amiante est très largement employé dans le bâtiment : une série de tests (1976-1977) indiquent une présence probable destinée à protéger les travailleurs de l'amiante, rendant obligatoire le comptage des fibres en suspension dans l'air. La tâche est ardue », dit-il. « Encore faut-il que le travail en milieu humide est obligatoire s'il est techniquement possible. » Enfin, le « flocage » (projection sur une paroi d'un mélange de fibres d'amiante et de ciment, de ciment ou de plâtre destiné à assurer l'isolation phonique et thermique) est aujourd'hui systématiquement réglementé.

« Sur le plan médico-légal, ont estimé pour leur part le professeur J. Mehl et le docteur A. Spelmer (Strasbourg), nous supposons que soient considérées comme maladies indemnifiables, non pas seulement les mésothéliomes pleuraux, mais toutes les tumeurs malignes primitives de la plèvre dès lors que l'exposition professionnelle aux poussières d'amiante est tenue pour établie. »

En fait, ajoute pour sa part le professeur Cahilla (Clermont-Ferrand), « le problème est plus vaste : il s'agit pour nous de vérifier l'action de l'ensemble des

produits fibriques minéraux naturels ou synthétiques. Le problème naît très vraisemblablement de la détermination des particules inhalées, qu'il s'agisse de particules d'amiante, de fibres de roche, de verre, etc. Ce sont les fibres fines (celles dont le diamètre est inférieur à cinq microns) qui provoquent les cancers, car elles pénètrent très profondément dans l'arbre respiratoire. Toute la difficulté est d'apporter des preuves : une asbestosose, une silicose peuvent se déclarer en dix ou quinze ans ; appelés silicose — provoquée par l'inhalation de poussières et de fumées d'oxyde de fer. D'après une communication présentée à Strasbourg (1), « des tumeurs bronchiques sont retrouvées dans 21,25 % des autopsies de mineurs décédés » (thèse du docteur Ueberfeld). Une enquête épidé-

miologique est en cours sur ce point. Dans l'ensemble de ces cas, il semble donc que le cancer pulmonaire soit une « complication » de l'atteinte non cancéreuse pré-existante. Cette hypothèse est confirmée par le fait que les mineurs qui fument sont plus encore que les autres, frappés de cancers pulmonaires. Le cancer, lui, n'est donc pas perçu non plus comme une fatalité, dans la mesure même où une prévention de maladie qui favorise son apparition est rigoureusement appliquée. De tels exemples devraient suffire à modifier l'attitude de ceux pour qui la médecine du travail reste une parente pauvre.

CLAIRE BRISSET.
(1) Travail des docteurs Anthoine, P. Lamy, G. Ben, P. Brun, P. Carvot, G. Feslet, P. Schwartz, R. Lemaire.

Connues, mais pas reconnues : les pneumoconioses aux métaux « durs »

De notre correspondant

Tours. — Le tribunal des prud'hommes de Tours vient d'accorder d'importantes indemnités à des ouvriers contaminés par des poussières de métaux durs. En effet, fer et charbon ne sont pas les seuls en cause dans l'apparition de pneumoconioses professionnelles : ces maladies sont également décrites dans certains travaux de la pierre (polissage de galets notamment) et de métaux « durs » (tungstène, cobalt, par exemple).

En France, où une dizaine d'entreprises fabriquent environ 300 tonnes de métaux durs par an, mille huit cents personnes sont exposées au risque de ce type de pneumoconioses, réparées pour moitié dans les usines de fabrication et dans les entreprises qui utilisent ces métaux, notamment pour les outils au carbure de tungstène. Cependant leur inscription au tableau des maladies professionnelles n'est pas encore acquise, alors qu'elle l'est en Allemagne fédérale depuis 1961 et en Suisse depuis 1968.

Or on connaît aujourd'hui

l'essentiel : l'action directe de l'empoussiérage sur les troubles, et le rôle particulièrement nocif que semble jouer l'association cobalt-carbone de tungstène aux particules très fines.

La commission d'hygiène industrielle avait inscrit les pneumoconioses aux métaux durs à son programme en 1972. L'inspection générale du travail demanda la conclusion de cette affaire à plusieurs reprises, et la commission était à nouveau saisie en avril 1976. Mais cette commission n'existe plus et l'organisme de remplacement reste à créer.

L'intérêt de la reconnaissance officielle de cette maladie serait pour les travailleurs intéressés une indemnisation mais surtout l'obligation faite aux industriels de se livrer à des travaux de prévention dont on peut attendre une efficacité quasi totale. Ces travaux seraient rentabilisés par la possibilité de récupération

et de recyclage d'une bonne partie des poussières métalliques. Le dépoussiérage ne pose pas de graves problèmes techniques.

Encore faut-il que des normes soient définies en ce qui concerne les teneurs maximales autorisées de poussières dans l'air, ce qui n'est pas le cas en France, où ces normes n'ont qu'une valeur indicative.

En l'absence de reconnaissance de leur maladie professionnelle, certains ont choisi de se retourner contre leurs employeurs et ont obtenu dans deux cas devant le tribunal des prud'hommes de Tours des indemnités élevées dont le coût a provoqué la décision d'accroître l'efficacité du dépoussiérage. Mais il s'agit de cas graves de troubles pulmonaires, dont l'origine professionnelle n'était pas douteuse. Et le recours employé n'est certainement pas le plus souhaitable : le tribunal des prud'hommes n'est pas l'institution la plus qualifiée pour indemniser les travailleurs atteints de maladie professionnelle.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

DATA GENERAL PRESENTE SON PETIT GROS!



Jusqu'à aujourd'hui, vous deviez choisir entre la puissance d'une unité centrale ou la souplesse et l'économie d'un mini. Ces temps sont révolus. L'ordinateur ECLIPSE M/600 de Data General vous offre la capacité de travail d'un gros ordinateur et les avantages traditionnels du mini: traitement interactif, informatique répartie, économie. La différence entre l'ECLIPSE M/600 et les autres ordinateurs? Un système de gestion incomparable E/S à trois niveaux qui évite la formation de goulets d'étranglement coûteux. Un système de gestion de la mémoire avec pagination à la demande qui permet d'effectuer, plus rapidement, un plus grand nombre de travaux. Un nouveau processeur de traitement encore inégalé pour sa vitesse et sa flexibilité. Enfin notre système d'exploitation AOS perfectionné, qui permet de conserver la plus grande vitesse d'exécution avec un temps de réponse minimum des terminaux et un débit optimum du traitement par lots. Une fois encore, Data General offre un nouveau choix en informatique tout en diminuant les coûts. Pour en savoir davantage sur l'ECLIPSE M/600, écrivez ou téléphonez (630.21.05) à Data General, et demandez notre brochure.



Data General France, Le Bourdillière - Bâtiment M - Route Nationale 186 - R.P. 78 - 92650 Le Plessis-Robinson, tél. 630.21.05 et 105, rue de Créqui 69006 Lyon, tél. 52.64.21. NV Data General S.A. Vorstlaan 191-197, Buis 11-160 Brussel, 191-197 boulevard du Souverain, boîte 11 - 1150 Bruxelles, tél. 650.49.44, télex 61.206. Data General S.A., 135 avenue de Cour - 1007 Louvain-la-Neuve, tél. 33.33.34.

RESPONSABLE D'ÉDITION

ENQUÊTE

CITÉS GÉANTES

Bangkok : les anges en enfer

par ROLAND-PIERRE PARINGAUX

En moins d'un quart de siècle, Bangkok, la « cité des anges » — Krungtep en thaï, est entrée de plain-pied dans l'ère moderne de la sur-urbanisation. L'Occidental qui découvre la capitale de la Thaïlande en 1978 est vite débarrassé des clichés du monde où l'art de vivre, la culture et l'environnement auraient été miraculeusement préservés des maux et des tares de nos sociétés industrielles, temples paisibles palais merveilleusement ouvragés marchés flottants sur des canaux limpidés, quartiers chinois et indiens restés typiques, grand brassage folklorique de races et de cultures. Sans parler des femmes et des filles de Thaïlande tant vantées pour leur beauté exotique, la fraîcheur apparente naïve, de leur sourire et la réputation chaleureuse de leurs mœurs. Tout cela existe bien peu ou prou mais dilué dans une ville cosmopolite et bruyante où s'entassent 5 millions d'habitants. Ici aussi le béton envahit le paysage et les barrières sont tristes, même sous le soleil. Le néophyte, à peine débarqué, découvre que l'Occident a importé des cartes postales et exporté ses « modèles » de société. Certains finissent à l'usage par trouver un goût nouveau, des émotions plus fortes et une sorte de fascination à cet amalgame de genres derrière lequel apparaissent en filigrane les traits essentiels de la civilisation et du caractère thaï.

Et Bangkok n'est pas toute la Thaïlande, et les campagnes, par la diversité de leurs paysages, des groupes ethniques et des coutumes, restent d'autres charmes moins frelatés.

Devant les vestiges d'un passé trop souvent enserrés dans une gangue de façades disgracieuses, on mesure la formidable et brève

accélération qui a transfiguré la ville. Dans le charivari quotidien, les moments de grâce dénotent, ici, sous l'auvent d'un palais, des fillettes répétant les danses traditionnelles du *khong*, c'est la quinzaine d'une pagode que rien d'autre ne trouble que la litanie des bonzes, le tintement de clochettes d'argent et le parfum de l'encens. Pourtant les bruits et les fureurs de la ville ne sont jamais distants que de quelques dizaines de mètres sur les canaux déchirés par les sirènes des *hom-bord* dans les rues où la circulation chaotique et suffocante est assez meurtrière lorsqu'elle n'est pas bloquée pendant des heures sous le soleil ou sous les pluies de la mousson. Comment imaginer les fastes royaux et religieux de la ville et sa vie quotidienne d'autant dans un décor ouvert sur l'horizon des rizières ?

Bangkok est devenue capitale de la Thaïlande en 1782, lorsque la citadelle royale établie quelques années plus tôt de l'autre côté du fleuve Chao-Phraya, à Thonburi, fut déplacée sur la rive orientale afin d'éviter qu'elle ne tombât, comme en 1762, aux mains de l'envahisseur birman.

En 1809, à la fin du règne de Rama I^{er}, la capitale, celte d'une muraille de 7 kilomètres de long et de 4 kilomètres carrés autour d'un grand palais — où réside la famille royale — et du Wat-Phra-Eca, temple renfermant le célèbre bouddha d'émeraude. Ces édifices sont toujours le véritable cœur thaï de la capitale.

Un demi-siècle plus tard, Bangkok s'était entouré d'édifices en temples qui font aujourd'hui

partie des circuits touristiques obligés : Wat-Arun, Wat-Pho et Wat-Sakéet (la montagne d'or). En 1869, une piste pour éléphants, au sud de la muraille, fut transformée en route et baptisée New Road dans un secteur où s'étaient établis quelques comptoirs commerciaux et des légations étrangères. C'était la première des modernisations entreprises sous le long règne du roi Chulalongkorn (Rama V). Elles furent en partie inspirées au souverain par ses voyages à l'étranger : le palais Chaleri-Maha-Prasat, dans l'enceinte du grand palais, est un pot-pourri d'architecture orientale et européenne. Le boulevard Radja-damnon se réclamait à la fois du Mail de Londres et des Champs-Élysées. Le roi, que ses visites en Europe avaient acquiescées, « automotrice » développa les routes. Il lança un programme de travaux publics pour lequel on fit appel à une commission d'experts chinois. Cette immigration aura des conséquences déterminantes sur l'orientation et le développement de l'économie. À la fin du règne, en 1910, Bangkok couvrait une superficie de 12 kilomètres carrés et sa population était estimée à un demi-million d'âmes.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la progression demeura modeste : 70 kilomètres carrés pour 650 000 habitants en 1942. La guerre finie, Bangkok passa par deux grandes périodes de croissance, et sa population a pratiquement doublé en moins de trente ans. Certes, au début du siècle, la Thaïlande, qui avait habilement échappé à la colonisation, n'avait subi que des influences malaises, birmanes, jamaïennes et cambodgiennes par l'Empire britannique et par la France, avait commencé à se conformer au modèle économique de l'Occident, le biais du commerce maritime. Ce ne fut cependant qu'au cours des années 50 que s'amplifia et s'accéléra le passage d'un stade pré-industriel à un stade industriel de type capitaliste d'abord soumise au contrôle de l'État, dont elle était l'émanation, puis dans une phase de développement d'une communauté chinoise nombreuse et entreprenante. Celle-ci, dont nous l'avons vu, l'immigration avait été encouragée à la fin du dix-neuvième siècle, s'était surtout fixée à Bangkok, où elle avait graduellement pris le contrôle du commerce intérieur et extérieur, à commencer par celui du principal ressource du royaume.

pollution, de la criminalité et de la corruption.

Les statistiques de la Bangkok Metropolitan Administration (B.M.A.), chargée de la gestion municipale, reflètent cet état de choses. La ville et ses banlieues s'étendent sur une superficie de 1 600 kilomètres carrés, soit vingt-deux fois celle de 1942. Située à 1 mètre au-dessus du niveau de la mer, Bangkok est fréquemment inondée à la saison des pluies. Sa population est de 4 millions 700 000 personnes et enregistrées. Mais, nous a déclaré un responsable de la B.M.A., « elle peut s'enfler jusqu'à près de 6 millions d'habitants en périodes de calamités agricoles, comme ce fut le cas lors de la sécheresse prolongée de 1977 ». La densité moyenne au kilomètre carré est de 2 700 habitants, avec des records pour certains quartiers populaires : 105 000 dans le district de Pom-Prab. Le nombre des naissances est estimé à près de 40 %. Sur le plan social, la B.M.A. annonce un 1,2 % de son budget à ce chapitre, et notamment cent dix-neuf centres regroupant 8 000 jeunes.

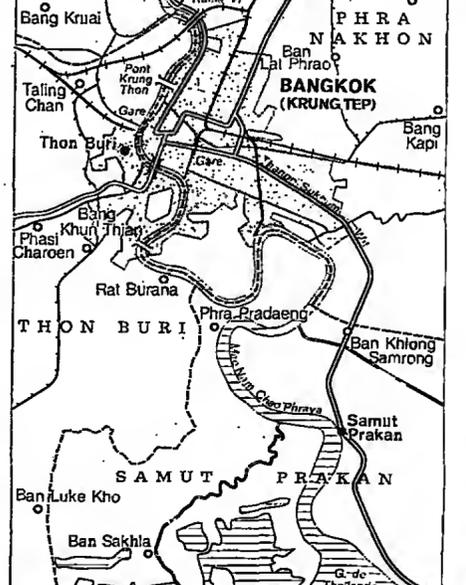
Il existe quelque trois cents bidonvilles petits et grands dans ce qui est de Klong-Toey, près du port, s'entassent plus de 40 000 personnes — ou subsistent environ 800 000 squatters. Ils sont généralement établis

respect très limité des règlements, qu'ils concernent l'environnement ou la législation du travail.

L'avenir n'apparaît pas moins encombré. En effet les efforts d'organisation et d'aménagement restent limités et souffrent d'une absence de planification et de coordination entre les diverses bureaucraties. Le « plan directeur » jaunit dans les tiroirs du ministère de l'Intérieur, et on ne compte plus les coûteuses études d'experts étrangers qui ont connu un sort analogue. M. Chaler Tammasiri, gouverneur de la Bangkok Metropolitan Administration, déclarait récemment : « Le plan directeur dépend du ministère de l'Intérieur, mais ses détails d'application sont à la charge de la municipalité. Malheureusement

le ministère n'a qu'une seule copie du plan et nous tentons d'en prendre connaissance pour nous préparer. Il ajoutait à propos de la délimitation — peu respectée — entre zones résidentielles, industrielles et d'affaires : « Nous sommes pressés de publier un règlement, car nous sommes assaillis de requêtes. Le ministère répond : « Attendez. Nous n'avons pas encore terminé. » Cela fait plus de dix ans que nous attendons (...). Les situations ont changé mais pas la loi, qui ne s'est pas adaptée à la croissance de la ville. »

A cette paralysie bureaucratique et au manque de moyens s'ajoutent les retards ou les changements de priorités découlant de fréquents bouleversements politiques.



Austrian Airlines, c'est autre chose ! C'est un autre état d'esprit. Nous estimons que nos passagers ont droit au confort d'avions modernes, à la ponctualité, au sourire d'une hôtesse attentive, à des repas soignés.

Entre Paris et Vienne nous vous offrons une liaison quotidienne en DC9; départ d'Orly-Sud chaque soir à 21 h 45, arrivée à Vienne à 22 h 35.

Austrian Airlines
Lignes Aériennes d'Autriche
12 rue Auber, Paris - Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages.
Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 073.93.82

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de mai

LES ENSEIGNANTS

L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Le numéro : 3 F

Abonnement un on (10 numéros) : 30 F

Bureaucratie...

C'est à la même époque que des experts des Nations unies, pour supprimer le paludisme, conseillèrent de combler une partie des canaux « envahis » qui valaient à la ville le titre de « Venise d'Extrême-Orient ». Les rues ont entré bien des canaux et l'auvent bien pompé, remplacé nombre de barques. Ce fut aussi l'époque où se multiplièrent les cubes de béton à un étage qui forment l'essentiel de l'habitat — boutique des quartiers commerçants.

An cours de la décennie suivante, second boom largement provoqué par la guerre d'Indochine ; les États-Unis ont alors déversé sur la Thaïlande des centaines de millions de dollars pour l'entretien d'une dizaine de bases militaires dans une cinquantaine mille G.I. Cette manne épéphère a surtout développé une économie de services qui de s'ens a partiellement reconvenue dans le tourisme.

Depuis lors la ville n'a plus cessé de s'yphérophier, absorbant des rizières, pompant les richesses des provinces et drainant une main-d'œuvre agricole et rurale, multipliant les frustrations et grossi les rangs de la guérrilla communiste. En même temps, le processus classique de centralisation bureaucratique s'est accéléré. Bangkok cumule aujourd'hui tous les pouvoirs : politique, économique, culturel, administratif et militaire, plus la majorité des universités, des hôpitaux, des médias, etc.

Malgré de « beaux restes » et de « beaux quartiers », la ville s'identifie de plus en plus à ces mégapoles du tiers-monde, où la croissance urbaine a excédé la capacité de développement. « C'est tout de même bien pire à Dyakara », nous disait un édile. Malgré consolation : ici comme là-bas, l'exode de centralisation urbaine s'est traduit par le sous-emploi et le chômage, la spéculation foncière, l'inadéquation des infrastructures et des services publics, la multiplication des bidonvilles, la montée de la

chasse, de créer un Etat dans l'Etat. La situation reste bloquée. Les résultats continuent parfois à l'absurde — ce que notre interlocuteur qualifie d'« excès de démocratie ».

Ce qui l'aurait à Bangkok c'est un accord, un crédit de 30 millions de dollars à la municipalité afin d'aménager provisoirement certains terrains et le gouvernement, a promis d'accélérer la construction de logements sociaux, dont le nombre n'excéderait pas jusqu'à présent quelques milliers par an.

Insularité et pollution atteignent également un niveau inquiétant. Il a fallu, par exemple, que s'y engage personnellement le général Kriangsak, premier ministre, pour que l'armée s'attaquât, en décembre dernier, à une montagne d'ordures estimée à 500 tonnes qui se trouvait au beau milieu du bidonville de Din-Daeng sur la route de l'aéroport. La B.M.A., faute de personnel et de moyens ne peut collecter que 1 000 tonnes d'ordures par jour sur les 2 500 tonnes que rejette la ville ou qui part no fi dans les canaux. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que des cas de choléra soient fréquemment signalés. L'anti-pollution entreprise en 1973 est lui aussi très limité. Selon le département des travaux industriels à Bangkok et dans les trois provinces voisines, 10 tonnes métriques d'ordures polluées sont quotidiennement traitées avant leur rejet dans la Chao-Phraya alors que 130 tonnes provenant de deux mille entreprises se sont abîmées sans traitement. On estime que quelque cinq mille entreprises n'ont aucun équipement anti-pollution. Circonstance aggravée, il en existe à Bangkok environ cinq mille autres non déclarées. Elles n'ont donc qu'un

et dont l'ouverture fut retardée pendant plusieurs années après la fin des travaux. Il y avait un beau milieu de la voie une villa dont l'expropriation traînait en longueur.

Autre facteur aggravant du développement économique et commercial de Bangkok sur toute la Thaïlande : toutes les importations, toutes les exportations et une partie des produits du commerce intérieur traversent en convois la capitale. Une limitation autoritaire, qui, à la surprise générale, avait été remise pendant quelques années, a depuis lors subi certaines dérogations.

Ville obèse sur un squelette d'enfant, Bangkok n'a pu en la croissance infiniment plus longue et plus équilibrée des capitales occidentales auxquelles se posent pourtant des problèmes similaires.

La solution à cet étouffement est dans la ville nouvelle financée par des capitaux privés et dont on poursuit la construction à 20 kilomètres de la capitale ? Il est trop tôt pour le dire. « Que sera Bangkok dans dix ans, puis en l'an 2000 ? » avons-nous demandé. « Laissez-nous d'abord le temps de planifier le présent », nous a répondu un responsable de la municipalité. Mais le présent ne se laisse guère planifier. La ville s'enfle régulièrement chaque année de trois cent mille nouveaux habitants.

- ENQUÊTES PRÉCÉDENTES :**
- Chicago (11 janvier 1978) ;
 - Los Angeles (18 janvier) ;
 - Tokyo (25 janvier) ; Londres (11 février) ; Moscou (8 février) ; Shanghai (15 février) ;
 - Legos (22 février) ;
 - Cocotte (11 mars) ;
 - La Caire (8 mars) ;
 - Téhéran (15 mars) ;
 - Abidjan (22 mars) ;
 - Barcelone (29 mars) ;
 - Lima (5 avril) ;
 - Bogota et Mexico (12 avril) ;
 - Milan (19 avril) ;
 - Hambourg (25 avril) ;
 - Budapest (10 mai) ;
 - Buenos-Aires (17 mai).

N'EN REVEZ PLUS... PARTEZ

TUNISIE 8 j à partir de 1230 F
Séjours à Sidi-Bou-Said, Nabeul, Hammamet, Kerkennah, ou circuits découverte (Vernis, Douga, Kairouan, Tozeur - Nefis - Gabès, etc.).

GRECE 8 j à partir de 1285 F
Séjours à Athènes, Giyada et Vouliagmeni ou découverte des civilisations antiques (Delphes, Olympie, Mycènes, Nauplie, Crète, etc.).

ISRAËL 8 j à partir de 2385 F
Séjours à Tel-Aviv, Jérusalem, Nalinya ou découverte d'Israël ancien et moderne (du Golan au Sinaï).

U.S.S.R. 15 j. 2785 F Turquie 15 j. 1330 F

Bahreïn 8 j. 1045 F Égypte 8 j. 990 F

et toujours : Inde, Népal-Thaïlande, Indonésie, Mexique, Kenya, Corée, Yugoslavia, Pays de l'Est, etc.

Vols spéciaux à tarifs réduits ou charters. Brochure détaillée « Vacances 78 » chez votre Agent de Voyages ou

paysoyages international
4, rue de la Paix - 75002 Paris - 291.50.00

nom :
adresse :
ville :
des prix pour aller plus loin, plus longtemps.

le vent et efficace

Clin d'œil Trois-mâts loin

I l'était une fois un notaire baroque, le dernier représentant français de l'espèce, mourut dans le port de San-Giorgio, à Venise. Constaté par les chanoines du chapitre, l'homme fut enterré dans un caveau souterrain, au-dessous de la nef de l'église. On raconte même la légende d'un temps où, dans une nuit de pleine lune, le squelette du notaire se levait et se promenait dans le caveau. « Découvert », dit-on, par un moine, le squelette fut enterré dans un autre caveau. On raconte aussi que le notaire se levait et se promenait dans le caveau. « Découvert », dit-on, par un moine, le squelette fut enterré dans un autre caveau.

مكتبة من الأصل

Objet trouvé

Un cadran à la Rimbaud

Si les gadgets ont eu se rendre indispensables, c'est sous la pression de deux extrêmes : un excès de luxe ou une trop grande solitude. Pourtant, ils demeurent des remèdes à l'accessoire ; jamais des perçus d'accueil pour l'essentiel.

Objet trouvé, parce que trouvaille générale, le montre en couleurs n'est pas un jeu démodé. Elle n'a été connue grâce à son emploi du temps, mais métamorphose l'emploi qu'on fait de son temps.

découpé en douze tranches égales de différentes teintes, avec, au centre, un disque noir étalé, qui désigne à chaque heure sa couleur et dont la progression permet de discerner, par une évaluation personnelle, les moins le quart ou les plus dix, etc.

Et lors nous-mêmes devenus des machines, prisonniers de nos idéologies et de nos ordinateurs. Je veux séparer mon corps des prisons pratiques et complexes de la vie, je veux pouvoir considérer la richesse de mon temps comme une collection de peintures et vivre enfin tranquille des moments innocents de beauté.

que jamais rimbaudien. Herlan avait remarqué que les groupes pop américains étaient sensibles dans leur nomination à tous les rayons de la nature : « Pink Floyd », « Black Sabbath », « Blues In the Night », « Mellow Yellow », « Color my world », « Rhapsody in blue », « Heart of Gold », « Blue Moon », « Yellow Rose of Texas ». Le mot et la musique qui s'en suit, le corps électrisé par les vibrations et les rêves qui en naissent, la nostalgie neuve et la violence carmin, le verbe qui fait frissonner le chair : tout cela existe pour vous faire le cadeau sublime d'un instant. Souvenez-vous de ceci. Lorsque dans la rue, on vous demande avec banalité : « Quelle heure est-il ? », il vous suffit pour répondre précisément, de vous convaincre à la seconde près que vous êtes à la fin et Mozart et Léonard de Vinci.

Des doigts sur l'arc-en-ciel

L'avantage de la couleur sur les chiffres est qu'on peut se faire comprendre dans toutes les civilisations du monde en ayant, avec ses correspondants, un contact immédiat sensible et profond. Porter une peinture sur son poignet, c'est le meilleur sujet de conversation avec l'inconnu.

ol l'eau son vert, le feu et l'esprit sont rouges, les personnes individuelles et l'air sont jaunes. Pour le montre de l'architecte, le matras est vert-bleu, marron tabac, jusqu'au jaune midi. Le début de l'après-midi qu'il se lève de l'heure du repas pour des variations de rose et de rouge étendues jusqu'à 5 heures, d'un violet ornemental et 6 heures d'un bleu ornemental. Il est vert à 7 heures, le matin, parce qu'il s'agit peut-être du temps du croûte, le soir pour l'espérance, du dîner d'amoureux, des lendemains qui chantent, de l'idéal vécu.

Au moment où les fabricants d'horlogerie s'épuisent en une précision telle qu'on se demande finalement à quel elle peut correspondre, ayant atteint un au-delà mathématique qui ne regarde même plus les hasards de la vie — on dit que les meilleurs atteignent une précision de moins d'une minute par an, Tien Harlan propose de vivre loin de l'augmentation galopante de l'automatisation, à côté de la vitesse sans perdre son temps, sans créer de stress, sans nuire à ses réflexes, mais en révélant son imagination perdue. Nous communiquons avec les automatismes comme si nous

que jamais rimbaudien. Herlan avait remarqué que les groupes pop américains étaient sensibles dans leur nomination à tous les rayons de la nature : « Pink Floyd », « Black Sabbath », « Blues In the Night », « Mellow Yellow », « Color my world », « Rhapsody in blue », « Heart of Gold », « Blue Moon », « Yellow Rose of Texas ». Le mot et la musique qui s'en suit, le corps électrisé par les vibrations et les rêves qui en naissent, la nostalgie neuve et la violence carmin, le verbe qui fait frissonner le chair : tout cela existe pour vous faire le cadeau sublime d'un instant. Souvenez-vous de ceci. Lorsque dans la rue, on vous demande avec banalité : « Quelle heure est-il ? », il vous suffit pour répondre précisément, de vous convaincre à la seconde près que vous êtes à la fin et Mozart et Léonard de Vinci.

GONZAGUE SAINT BRIS.

Le vent et la ficelle

Le cerf-volant n'est pas un jeu d'enfant. Pas seulement. En Chine et au Japon, il est enghin de combat. En Indonésie, au Cambodge, il chesse les mauvais esprits. En Occident, il passionne poètes et artistes. Ne peuvent voler de ses propres ailes, l'homme attache son âme au bout d'une ficelle comme une petite étoile colorée qui vole nostalgiquement dans une journée de lumière.

Des étoiles colorées ont volé dans le ciel du Jura ce jour-là. Aux salins royaux d'Arc-et-Senans, c'était le fête du vent, il y avait, en force. Le samedi, le vent faisait jaillir les lutteurs que les mangifères ne pouvaient décoller. C'était la chance des cerfs-volants. Les toiles jaunes et rouges s'envolaient, guidées par les mains novices des petits gars du pays. D'autres enfants, affaiblis autour d'une grande table, à l'intérieur, préparaient leur chat-d'œuvre. Guidés par trois jeunes spécialistes, ils décoraient de couleurs vives une feuille de papier découpée en forme d'oiseau ou de coquille, collaient les tiges de bambou en respectant scrupuleusement les proportions pour l'équilibre de l'enghin. Un anneau, une bride, une longue ficelle ; faisceau de papier peut voler.

Au-dessus de leurs têtes, accrochées à la voûte de la halle, soutenus par une dizaine de poutres de béton dans les années 30 on avait surtout pensé à la solidité en réparant la saline, toute une collection de cerfs-volants. Les figures grimpantes des grands engins de combat japonais, des silhouettes délicates comme ce grand voilier, bateau du ciel, ou cet oiseau blanc, entre mouette et Concorde. Et les œuvres de Madalène Monnier, une série de losanges tout simples, aux couleurs de l'arc-en-ciel. Et encore ce dragon, ce mille-pattes, inspiré de modèles extrême-orientaux, suite de cercles rouges finement essaiés, que son auteur lance tout à l'heure provoque, paraît-il — dans les airs.

MICHELLE CHAMPENOIS. (Lire la suite page 24.)



Clin d'œil Trois-mâts loin de sa patrie

Il était une fois un trois-mâts borque, le dernier représentant français de l'espèce, qui pourrissait dans le port de l'île San-Giorgio, à Venise. Construit par les chantiers Dubigeon de Nantes en 1895, ce vaisseau de fer, gréé de voiles carrées et d'une voile aurique, jouait 562 tonneaux, long de 52 mètres, naviguait surtout entre le Brésil et la France.

Un chirurgien français, grand amateur de vieilles coques, passant par la lagune, il y a quelques années, avait repéré ce navire malheureux et on ne sait pas où il avait été déposé. Les chantiers Dubigeon ont été chargés de le restaurer et de le remettre en état de naviger. Le projet est d'envoyer le trois-mâts à la mer, mais il faut d'abord le restaurer et le remettre en état de naviger.

Le projet est d'envoyer le trois-mâts à la mer, mais il faut d'abord le restaurer et le remettre en état de naviger. Le projet est d'envoyer le trois-mâts à la mer, mais il faut d'abord le restaurer et le remettre en état de naviger.

Le projet est d'envoyer le trois-mâts à la mer, mais il faut d'abord le restaurer et le remettre en état de naviger. Le projet est d'envoyer le trois-mâts à la mer, mais il faut d'abord le restaurer et le remettre en état de naviger.

Troc... ECHANGERIS COURS DE PIANO CONTRE LESSIVAGE DE CUISINE. Echangeois Cours de cuisine contre le nettoyage de piano.

SPIMBI SEMAINE DU PRESTIGE INTERNATIONAL DE LA MODE DES BIJOUX DES PARFUMS DE LA FOURRURE DES COSMETIQUES à Monte Carlo du 6 au 13 octobre 1978. Le rendez-vous mondial de toutes les activités de luxe. AIR FRANCE, Voyages Ducloux. OUVERT AU PUBLIC. ORGANISEE PAR L.C.C. (LIAISONS CULTURELLES ET COMMERCIALES) LE MILLEPORI MONTE-CARLO

سكوت من الاجل

SPECTACLES CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 10 h. 30 : G.R.T.O.P.
Salle Favart, 18 h. 30 : Spectacle Carolyn Carlson.

LE MONDE INFORMATION SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 23 mai

FESTIVAL DE SAINT-DENIS 9 mai - 29 juin

THEATRE GERARD PHILIPPE
jeudi 1er juin
LE COLLIER DES RUSES
Ensemble 2E 2M

Les autres salles

Aire libre, 20 h. 15 : Venez nombreux.
Auteurs, 20 h. 30 : Raymond Devos.

Les théâtres de banlieue

Anversville, Théâtre de la Communauté, 20 h. 30 : Plantons sous le soleil.

Les cafés-théâtres

An Rec Fin, 19 h. 45 : la Croix en l'air.
L'air, 20 h. 45 : le Grand Écart.

Gennevilliers, Théâtre, 20 h. 45 : Héraclès.

Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 20 h. 30 : Jennifer Muller and the Works.

Les concerts

Lucernaise-Forum, 19 h. : Mario Solis (flûte).
Salle Cortot, 20 h. 45 : Violoncelles du Conservatoire de région d'Alsace.

Jazz, pop, rock et folk

Petit Journal, 21 h. 30 : Dany Xane.

La danse

M. J. C. Denier, 21 h. : Vie à Pablo Picasso.

cinémas

L'ARGENT DE LA VILLE (Il. V. J.) : Milla, 17 (77-78-81).
ATTENTION LES ÉVÉNEMENTS REGARDENT (Fr.) : Publicis Champs-Élysées, 17 (77-78-22).

KUENTZ
Le 23 : Mistinguett Française
Le 24 : Mistinguett Française

DUSSAUT
Première Mondiale
J.-Ph. RAMEAU

ENS. d'INSTRUMENTS
A VENT
de DETMOLD

Régis PASQUIER
Jean-F. HEISSER
BRAHMS

RAMPAL
VEYRON-LAGROIX

RINGEISEN
BEREAU

Orch. du Conservatoire de Paris
BUREAU

HAYDN
LA CRÉATION

CONCERTS LAMOURSOX
CHORALE Stéphane CAILLAT

SCHUBERT
le 1er : SCHUBERT

J.-S. BACH
Dir. Max POMMER

BEAUX ARTS
TRIO
SCHUBERT

MUSIQUE
A LA BESNARDIÈRE

MUSIQUE
THEATRE DE LA VILLE

Salle CORTOT
Intégrale SCHUBERT

GRANDE MESSE
MOZART

LEOPOLD HAGER

18 h 30
da 23 au 27 mai

english chamber orchestra

byron janis

MERCREDI

Qui êtes-vous, Violette Nozière?

Avec un nom si charmant, et la frimousse qui va avec, on lui donnerait le Bon Dieu sans confession.
Bouriant, malgré un rival sérieux, puisqu'il se nomme Adolph Hitler, Violette Nozière va raffler la "une" de tous les journaux pendant des mois, au cours des années 1933-1934.



Inhibéris aux moins de 13 ans

PIANO ***** THEATRE DES CHAMPS ÉLYSÉES
Vendredi 26 mai - MOZART - SCHUMANN - SCHUBERT
MURRAY PERAHIA

ODEON THÉATRE NATIONAL
GRANDE SALLE - 18 h 30 - PETITE SALLE
En raison du succès, PROLONGATION du 18 mai au 1er juin

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. CDDM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCOREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

EXPANSIAL

recherche pour
Entreprise Algérienne de Génie Civil
Responsable du pilotage pour la construction
d'une importante unité sidérurgique

ingénieurs

- Travaux publics - terrassement - génie civil REF. 680 M
- Estimation et contrôle des coûts pour génie civil et bâtiment REF. 681 M
- Gestion et entretien matériel travaux publics REF. 693 M
- Planning chargé de l'établissement, de la mise en place et du suivi d'un système PERT REF. 682 M
- Génie civil chargé du contrôle avant exécution des devis, cahiers de charges, plans et responsable des implantations et métrés REF. 683 M
- Coordonnateur de travaux REF. 685 M

conducteurs de travaux ingénieurs ou assimilés

- Pour génie civil REF. 689 M
- Pour électricité REF. 691 M

Pour l'ensemble de ces postes :
Il est exigé :
• une solide formation de base
• une expérience professionnelle de plus de 5 ans

Il est offert :
• logement meublé ou indemnité de logement
• sécurité sociale et retraite des cadres
• une rémunération selon compétences (nette d'impôts et en partie transférables).

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante à :
EXPANSIAL - 6, rue Hélievy - 75009 Paris

emplois internationaux

Important Groupe Alimentaire

recherche pour une de ses
filiales implantée en Côte d'Ivoire
un RESPONSABLE du SERVICE ADMINISTRATION GENERALE

LA SOCIÉTÉ :
Unité Industrielle située à ABIDJAN ayant un effectif de 700 personnes en évolution constante.

LE POSTE :
Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation et en liaison avec les Directions Centrales du Groupe, il est chargé d'implémenter et de coordonner les procédures et systèmes de gestion propres aux fonctions suivantes : comptabilité - trésorerie - contrôle de gestion - administration et contrôle de la production - import/export - services généraux.

L'HOMME :
Agé de 25 ans minimum - Diplômé d'une Ecole Supérieure de gestion (DEC ou SUP de CO.) ou DECS.
Expérience de 2 ans au moins dans une fonction de gestion financière d'une grande entreprise internationale.
Pratique réelle des techniques comptables.
Position cadre - Avantages liés à l'expatriation.
Adressez CV et photo à no 64458 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

emplois régionaux

DIRECTEUR D'USINE

Une Société industrielle recherche, pour prendre en main la direction de son usine (15 personnes) décentralisée dans une région agricole de PROVENÇE un Directeur d'Usine confirmé, possédant une forte personnalité.

Il fait face aux problèmes d'ordre technique : emballage, emballage et emballage. Il est compétent en matière d'investissements à moyen et long terme ainsi que de leur rentabilité. Il maîtrise parfaitement les questions sociales.

Solidairement secondé, il ne craint cependant pas le "terrain". Il est capable de prendre du recul et de faire appliquer des décisions avec fermeté. Il rend compte de ses activités à la direction générale du siège à Paris avec laquelle il travaille dans un esprit d'équipe et dans un style direct.

Le salaire est élevé avec logement assuré.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (récente) et rémunération souhaitée sous référence 40.86-M à CLAP 3, avenue Parcier, 75388 Paris Cedex 08.

SÉNÉGAL

Important groupe minier exploitant une carrière à ciel ouvert et une usine de traitement de minerai recherche
pour son service entretien
(300 personnes dont 80 cadres et agents de maîtrise),

1 INGÉNIEUR diplômé

Arts et Métiers ou niveau équivalent pour le poste de
RESPONSABLE DES ATELIERS CENTRAUX

De solides connaissances en usinage, constructions mécanosoudées et en remise en état d'ensembles mécaniques, acquises par une expérience de quelques années dans un poste similaire sont nécessaires pour cette situation qui exige également un sens développé de l'organisation des ateliers et du commandement.

- Logement familial meublé et climatisé dans cité moderne près du bord de mer.
- Avantages liés à l'expatriation.
- Régime français de prévoyance.
- Congés annuels 5 jours par mois de présence au Sénégal.
- Facilité pour l'instruction des enfants.

Envoyer lettre manuscrite avec photo et C.V. à n° 5205
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Chef de Département Logistique

La filiale d'un groupe français recherche un ingénieur Arts et Métiers ou équivalent pour son exploitation en AFRIQUE.
Ce responsable aura pour mission de coordonner et d'animer le bureau d'études, le service travaux neufs, les ateliers centraux. Il dirigera un effectif d'environ 200 personnes dont 3 ingénieurs et 40 agents de maîtrise.
Le candidat doit posséder une solide pratique des services généraux et être désireux de faire une rapide évolution de carrière en Afrique.
Il trouvera un environnement matériel, social et social susceptible de faciliter son insertion familiale.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1063 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Rockwell International

Le département technique de
ROCKWELL COLLINS FRANCE
recherche immédiatement
4 INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

Avec un diplôme d'ingénieur et une expérience de 2 à 5 ans dans notre domaine d'activité.

Pour leur confort :
- la conception et la réalisation
DE SYSTEMES DE RADIOCOMMUNICATION
clics en main par intégration d'équipements. Ils participeront aux propositions techniques ainsi qu'aux études et à la mise en place sur site des systèmes.
- Anglais indispensable.

POSTES A TOULOUSE EN JUILLET 78
après mise au courant
A RUNGIS (94)

Ecrire avec C.V. photo et prétentions à
ROCKWELL COLLINS FRANCE
40, rue de Monthéry
Sillc 127 - 94523 RUNGIS Cedex

SÉNÉGAL

très important groupe minier
1200 personnes recherche

CHEF COMPTABLE

le candidat devra avoir :
• 35 ans minimum ;
• diplôme de gestion comptable ou niveau expertise (DECS ou certificat supérieur de révision) ;
• une expérience d'au moins 5 ans en entre prise à un poste équivalent s'étendant de la comptabilité et paie sur informatique aux problèmes juridiques et fiscaux.

Responsabilité d'un service de 20 agents qualifiés.
Rémunération importante et avantages sociaux (villa, voiture de fonction, 50 jours de congés par an, retraite cadre français, soins médicaux gratuits, etc.).
La scolarisation des enfants est assurée selon les normes françaises jusqu'au baccalauréat.
Lieu de travail à 80 km de Dakar, au bord de la mer.
Adressez C.V. et prétentions à n° 8230
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

JEUNE PROJETEUR

PROJETS ROUTIERS
Durée du contrat 12 mois.
Tél. 747-09-08, poste 228 pr R.V.
En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez manuel société. MONDIALEMPLOIS (50 M 62) 14, r. Clauzel, Paris (9^e)
OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par courriers hebdomadaires. ECR. Outre-Mer Mutations, 47 rue Richer Paris (9^e)

SUNDSTRAND - FRANCE

MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL recherche
pour sa ligne de produits pompes à mazout
UN RESPONSABLE ADMINISTRATION des VENTES

LE CANDIDAT RETENU DEVRA IMPERATIVEMENT :
- Résider en France depuis quelques années.
- Etre bilingue français, allemand, anglais.
- Etre capable de s'adapter aux problèmes techniques de cette gamme de produits de grande série.

IL DEVRA, EN OUTRE, AVOIR UNE EXPERIENCE DE :
- Gestion des commandes et des stocks produits finis
- Facturation à l'export (80 % du chiffre)
- Organisation et conduite du personnel (bureaux et magasins).
- Informatique.
- Relations avec les services commerciaux des clients étrangers. (Il s'agit d'un poste sédentaire, non directement lié sur le terrain).

Position cadre - Résidence : DIJON.
Adressez C.V., photo, prétentions et rémunération actuelle à M. P. DE BUDY SUNDSTRAND-FRANCE
B.P. 50, 21600 LONGVIC.

POUR L'ALGERIE

Une Société américaine, se basant du gaz naturel liquéfié dans une Usine située sur la côte, recherche pour emploi immédiat
TECHNICIEN CHIMISTE POUR TRAVAIL DE CONTROLE

CONDITIONS REQUISES :
• Formation chimio-pétroli ;
• Anglais lu et parlé ;
• Expérience en chromatographie.

Env. C.V. complet, n° et photo à n° 84.233.
Contesse P., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra

Controller Saudi Arabia

An American Company with worldwide operations is seeking an executive who will be responsible for the financial management of the subsidiary based in Djeddah. This person will supervise a small team, and will provide both the local management and the Headquarters in Europe with all management information. The position requires a person with fluent Arabic and English, and who has gained previous experience with financial and accounting systems in an Anglo-American company. The salary (including substantial fringe benefits), in addition to the good career opportunities within the Group make this offer very attractive. Please send applications and salary requirements to (ref. 9401) : J.N. CRETE, Tour Métier Montparnasse - 33, av. du Maine 75755 Paris cedex 15 (Confidentiality assured).

MINISTRE DE LA DEFENSE GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES

recherche pour le Département Organisation, Contrôle de Gestion Informatique d'un Etablissement Industriel de 2400 personnes situé à BOURGES (18)

1) INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

- Diplômé de grande école, débutant ou avec quelques années d'expérience.
- Bonne aptitude à la synthèse, et goût pour l'organisation et le travail en équipe.
- Sera chargé de la conception d'applications de gestion intégrée (commandes, production, approvisionnement, stocks) et de l'encadrement de l'équipe chargée de la réalisation.

2) CONTROLEUR DE GESTION

- Jeune diplômé de grande école scientifique ou commerciale possédant ou préférant une première expérience de la fonction.
- Rattaché au responsable du département, il sera chargé :
• de l'établissement des budgets, de leur contrôle, et de l'analyse des écarts par rapport aux prévisions ;
• de l'établissement des tableaux de bord ;
• de l'amélioration des systèmes de gestion.

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prés., à M. le Directeur de l'I.P.A.R., 6, route de Courcy - B.P. 705 et 713, 18015 - BOURGES CEDEX.

Telemecanique

recherche pour ses implantations à l'étranger
• Afrique
• Moyen-Orient
• Amérique latine

INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPORT

pour la vente des composants électromécaniques
Dans la zone définie et dans le cadre d'un budget, ces ingénieurs seront responsables des objectifs et de l'application de la politique commerciale à la définition desquels ils auront participé.
Détachement à l'étranger après une période de formation et d'adaptation de 1 à 3 ans en France.
Expérience en automatismes industriels de 2 à 3 ans souhaitée.
Anglais courant indispensable. Espagnol souhaité. Diplôme d'ingénieur en électromécanique ou électrotechnique exigé.
Adressez curriculum vitae avec photo et prétentions à :
Direction du Personnel ou la Dir. Internationalisation et 33/45, bd F. Roosevelt, - 92290 Nanterre-Malmaison.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéresse et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

SOCIÉTÉ DE POSE DE PIPELINES

recherche pour
NOUVEAUX CHANTIERS A L'ÉTRANGER
JEUNES ADMINISTRATIFS
Diplômé Chambre de Commerce Britannique.
Envoyez C.V. et photo à n° 64597, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01

سيفورك SUPERE

Société de formation en pleine expansion
RECRUTE POUR L'ALGERIE

- PROFESSEURS DE STENO-DACTYLO
- PROFESSEURS DE COMPTABILITE ET DE GESTION D'ENTREPRISE
- EXPERTS-COMPTABLES DIPLOMES OU FINANCEMENT s'intéressent à l'enseignement des techniques économiques, financières, comptables, informatiques et Audit.

Conditions d'expatriation avantageuses.
Ecrire avec C.V. + photo à M. DEBATES, 8, chemin de la Madelaine - HYDEA - ALGER



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE BRANCHE METALLURGIE SITUÉE DANS LES VOSGES

recherche pour sa direction financière européenne

un jeune cadre comptable

sous l'autorité du contrôleur financier, il sera chargé :

- de la consolidation des résultats des filiales
- de l'analyse des résultats mensuels
- de l'établissement des comptes prévisionnels bi-mensuels.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, SUP. de CO., option comptabilité) ayant quelques années d'expérience de la comptabilité acquises dans une société multinationale américaine ou dans un cabinet d'audit anglo-saxon.

Connaissances de l'anglais exigées.

Les candidats intéressés enverront leur CV, photo et prétentions à/réf. 6246 à P.LICHAU S.A. BP 220 - 75063 PARIS cedex 02 qui transmettra.

Filiale Groupe Britannique spécialisée dans l'Étude Environnement agréée recherche

RESPONSABLE SERVICE COMPTABLE

de 3 personnes.

- Minimum 30 ans.
- Expér. culture déclaratoire Locales et Sociales.
- Niveau DECS ou équivalent.
- Anglais indispensable.
- Des connaissances de comptabilité analytique et l'expérience du reporting seraient appréciées.

Bonne possibilité d'avancer.

Ecrire avec C.V. et prêt à n° 543 VOX, 28, rue de Châteaudun, Paris-9^e, qui transmettra.

Import. 28 d'ingénierie générale bâtiment et infrastructure tech. pour son agence dans le Sud-Est

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE

avant entre 2 et 3 ans d'expér. oréf. pr. assumer un rôle de coordination d'études et de trav. Env. C.V. à O.P.F. (n° 2101), 2, r. de Sèze, 75009 Paris, 9^e tr.

École Nouvelle Maternelle Valon-de-Aurillac, 13027 Marseille avec C.V.

Machinisme Agricole - Val de Loire

Directeur Technico-commercial

Une entreprise importante vient de reprendre une Société régionale en plein essor, concessionnaire exclusive de marques de premier plan. Elle cherche pour faire face à son développement et à ses perspectives de diversification, un Directeur Technico-Commercial secondé par deux Chefs de Service (ventes et après-ventes : 30 personnes) ; il sera responsable de la politique commerciale — achats et ventes — et technico-commerciale, et pourra devenir, à court terme, membre du Directoire.

Ce poste convient à un « patron » de plus de 30 ans, diplômé d'une Grande Ecole, professionnel du machinisme agricole et des techniques commerciales en milieu agricole.

Rémunération : 130 000 F + intéressement aux résultats après un an. Possibilité de logement en pavillon. Voiture de fonction.

Séle CEGOS Adresser lettre man. et C.V. détaillé à M. J. FOURNIAT, ss réf. 23498/M Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Le Département « Formations Commerce Extérieur » de notre Organisme de Formation Professionnelle assure chaque année la formation et le perfectionnement de plus de 100 cadres et ingénieurs français et de nombreux étrangers.

Les méthodes d'enseignement s'inspirent très largement des pratiques professionnelles.

Les cycles sont orientés vers les Relations Commerciales avec l'étranger, la pratique intensive des langues, le marketing, le transport, etc.

RECHERCHE POUR COMPLÉTER SON ÉQUIPE

UN(E) CHARGÉ(E) DE PROGRAMME

possédant une expérience professionnelle de 5 ans minimum de la fonction transport sur le plan international : contrats, réglementations, tarifs, etc. (en particulier transports maritimes, routiers et ferroviaires).

Le candidat retenu aura une formation économique ou commerciale. Il sera chargé de la conduite et de l'animation des stages et de stagiaires en reconversion ou en formation. Il devra faire preuve de qualités pédagogiques que cet emploi exige, ainsi que de dynamisme vis-à-vis des entreprises clientes et des stagiaires.

Le poste est prévu au statut cadre.

Ecrire en joignant curriculum vitae et présent. à :

L.F.C.R. SIFOP B.P. 70 59646 DUNKERQUE

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS Constructio électroniques et électroniques recherche pour filiale spécialisée maintenance de matériels électroniques dans industries — centres recherches — médical et péri-informatique

DIRECTEURS D'AGENCES EN CRÉATION

- TOULOUSE référence WF 481 AM
- NANCY ou METZ référence XI 482 AM
- LILLE référence ZK 483 AM

Il s'agit de postes qui peuvent convenir à ingénieurs, électroniciens diplômés ESIS - ISEP - ISEV et Grenoble, 30 ans min., ayant bonne expérience technique, électronique logique et analogique (instrumentation, péri-informatique...), disposant sans commercial et qualités d'animateur et de gestionnaire.

Après formation, ces cadres participeront à l'implantation et au démarrage de leur agence.

Ecrire en précisant la référence

4, rue Massenet, 75016 Paris discrétion absolue

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS MARCHANDISES dimension Nationale recherche

BRETAGNE, NORMANDIE, EST et SUD-EST

DIRECTEURS 35 ANS MINIMUM

Expérience marchandises indispensable Stages d'adaptation assurés dans l'Entreprise.

Envoyer C.V. + prétentions sous n° 33714 B à BLEU Publicité 41, av. du Château 94300 VINCENNES

Discrétion absolue - Réponse assurée.

SOURIAU CONNECTEURS ELECTRIQUES USINE DU MANS recherche

INGENIEUR MECANICIEN position cadre II

pour poste bureau d'études.

Contacts avec commercial et fabrication, 1 ou 2 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions au Service du Personnel - SOURIAU, R.N. 23 72470 CHAMPAIGNE

Directeur Financier

pour la filiale sud-ouest d'un groupe français spécialisé dans la commercialisation de produits industriels.

Le poste, de large envergure, comportera :

- la réorganisation des services administratifs et financiers ;
- la gestion des services comptables ;
- les relations avec les banques ;
- la surveillance des crédits-clients ;
- la proposition de toutes mesures pouvant augmenter la rentabilité de l'affaire.

L'expérience en milieu grossiste est fortement souhaitée.

Rémunération en rapport avec les fortes capacités recherchées. Possibilité de plan de carrière élargi.

(lien d'activité : Midi-Pyrénées)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant prétentions au : Cabinet Jean TIMAR (Réf. E 1045), 12, rue Victor-Massé 75009 PARIS.

etap

4, rue Massenet, 75016 Paris discrétion absolue

promodes

Siège Social à CAEN

12 500 personnes, 4^e Distributeur Grossiste Européen en Produits Alimentaires, 5^e Distributeur de Détail en France, recherche son

chef service administration du personnel

Sa mission consistera à assurer, au niveau de la Direction du Personnel et des Relations Humaines du Groupe, les services demandés par les différentes branches :

- Administration du personnel - veuve informatique, déclarations sociales et fiscales, retraite, prévoyance, gestion du Fonds d'Assurance Formation, 1 % logement, participations, etc.
- Information sociale : bilan social et tableau de bord ;
- Procédures d'administration du personnel ;
- Assistance pour les questions de Relations Sociales.

Une réelle expérience de l'Administration du Personnel et des Relations Sociales en milieu industriel ou commercial est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de la législation sociale.

Si vous êtes intéressé, envoyer CV, photo et prétentions sous réf. N 709 à Madame VILLEMONT - PROMODES - 21, route de Paris B.P. 17 - 94120 MONDEVILLE.

FRANCE SUD-EST

Filiale Française d'un Groupe Industriel d'Importance Mondiale recherche pour son activité électronique en expansion :

DIRECTEUR DE PRODUCTION ELECTRONIQUE

responsable de l'industrialisation des produits, de la programmation de l'usine, des investissements, et de tous les services de production (approvisionnement, méthodes, fabrication, contrôle)

Le candidat retenu sera :

- une formation d'ingénieur Electronicien
- une expérience industrielle acquise, soit dans la direction d'une unité de production d'électronique, soit à défaut, dans la direction d'un service important (industrialisation, service qualité, etc...)

Ecrire C.V., photo et prétentions sous No 64460, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.r.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

offre à des débutants des postes d'

ingénieurs de fabrication

(METALLURGIE DES SEMI-CONDUCTEURS)

qui :

- se sentent appelés à assumer de réelles responsabilités en production
- ont une formation de généraliste (Contrôle, Arts et Métiers, etc.) doublée de connaissances et d'un intérêt pour la mécanique et la physico-chimie.

Anglais apprécié.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET.

Ecrire avec C.V., photo prêt. de salaire, date de disponibilité sous réf. 60/78/511 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale 5 05270 Villeneuve-Loubet Tél : (93) 20.01.01.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION SUD - OUEST recherche

CONSEILLER EN GESTION INDUSTRIELLE

devant s'intégrer dans une équipe déjà en place. Il sera chargé d'apporter un appui aux P.M.I. de la circonscription.

Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure ayant des connaissances juridiques et de gestion et une expérience de quelques années acquise en P.M.I.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser C.V. photo et prétentions sous référence 654 au

CEFAGI 87 - 29 Avenue Kléber 75734 Paris Cedex 16

RESPONSABLE TECHNIQUE

Construction de maisons individuelles

Important organisme de promotion immobilière à caractère social recherche un Ingénieur E.T.P., B.A.T., I.C.A.M. - 40 ans minimum, possédant l'expérience des problèmes techniques dans le secteur du bâtiment.

Rattaché à la Direction Générale, il devra mettre au point des programmes de construction de maisons individuelles en liaison avec les administrations, les collectivités locales, les entreprises du bâtiment ; négocier les marchés et établir les contrats ; superviser la réalisation des travaux.

Il dirigera et animera une équipe d'une dizaine de personnes.

Résidence : Nord de la France.

Adr. C.V., photo et prêt. à réf. 2374 à D. JALBERT 65, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discrétion assurée.

Société Française Grandes Surfaces d'Habillement recherche pour ville Est, son

DIRECTEUR GÉNÉRAL (180.000 F/an et +)

Ce sera un cadre de niveau économique supérieur (formation grande école ou candidat autodidacte).

Mission :

- affiner et faire évoluer les politiques commerciales, de gestion et d'approvisionnement ;
- mettre en place et animer les structures de liaison ;
- définir et constituer les dossiers de nouveaux objectifs de développement.

Profil :

- le candidat doit disposer d'une grande expérience au plus haut niveau de la distribution, de préférence en grande surface ;
- il sera un homme de terrain aussi bien que de concepts théoriques ;
- il aura acquis de l'expérience en marketing et merchandising de produits grande consommation, plus particulièrement textiles ;
- il sera animateur, homme de contact et saura se remettre en question.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à Claude MEYER, 102, route de Lyon, 67400 ILLKIRCH, qui garantit toute discrétion.

L'ÉCOLE DES MINES DE SAINT-ETIENNE offre à des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

un début de carrière dans un

LABORATOIRE DE RECHERCHE

sanctionné par une thèse de Docteur-Ingénieur ou de Docteur en Sciences dans les spécialités METALLURGIE - CHIMIE - INFORMATIQUE

Date d'embauche : 1^{er} octobre 1978.

Rémunération annuelle de départ : 40.000 à 45.000 F

Envoyer lettre de candidature et C.V. à la Direction des Recherches Ecole Nationale Supérieure des Mines, 158, cours Fauriel, 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX.

Importante Société recherche pour une de ses usines en province (effectif 2.000 personnes)

MÉDECIN du TRAVAIL expérimenté

Une expérience ou usée serait appréciée.

Ce poste à temps complet est à pourvoir de toute urgence.

Adresser C.V. + photo ou téléphoner au 662.19.00. Mme VARENE, 7, Place au Châcauer-Adenauer, 75764 Paris cedex 16 sous la référence 3478 AC.

LES ÉDITIONS DUJARDIN à LA TESTE 33200 recherche

leur Responsable administratif

qui sera chargé de la Direction de la Comptabilité et des questions fiscales et sociales.

Le candidat dont la disponibilité rapide est souhaitée devra s'intégrer à une équipe jeune et dynamique.

Adresser candidature avec C.V. dét. et prêt. à : N° 23370 à REZEEZ PIRESSÉ 65 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

ETABLISSEMENTS METALLURGIQUES BOYER rue Lecat - 42165 SAINT-QUENTIN Constructeurs matériel et installations de maintenance continue

INGÉNIEUR EXPORTATION

Anglais courant indispensable

Ecrire avec C.V. détaillé à l'adresse ci-dessus

HAVAS VOYAGES NICE dans le cadre de son extension régionale recrute

UN CHEF DE COMPTOIR

10 ans pratiques exclusivement en agence voyages. Parfaite connaissance des disciplines billetterie, vente et conception voyages individuels et groupes. Gestion et animation d'une équipe hautement qualifiée. Prospection. Développement clientèle.

Adresser C.V., prétentions et photo à P.R. DUKHAN, HAVAS VOYAGES, 72, rue Sainte-Anne, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ ACCESSOIRES AUTOMOBILE 100 km SUD-EST de PARIS recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE SERVICE PLANNING

Jacque INGÉNIEUR ENI ou équivalent + IAE

au moins deux ans d'expérience en gestion d'ordonnancement.

Envoyer C.V. + photo et prétentions n° 64211 Cootesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CAP SOGETI FORMATION recherche

pour une banque de Haute-Normandie équipé d'un C.I.L. HB 6040 base de données Télégestion

2 CHEFS DE PROJET

Adresser C.V., photo et prétentions à CAP SOGETI FORMATION 92, bd du Montparnasse, 75014 PARIS.

PRODUCTION INTERDITE offres

Jeune chef d'information

Qui vous voilà arrivé au point où vous devez vous occuper de la gestion d'un service d'information ?

Vous êtes ingénieur diplômé, vous avez travaillé dans un service d'information ; peut-être avez-vous déjà dirigé un service d'information ?

Mais aujourd'hui, vous avez le goût de la gestion et de la responsabilité ; depuis lors, vous avez acquis une expérience qui vous permet de vous occuper de la gestion d'un service d'information.

Nous vous proposons de prendre en charge le service d'information de notre entreprise.

Les candidats du cabinet de recrutement SIRCA sont candidats à leur poste. Envoyez votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae à Sirca, 64, rue La Boétie 75008 Paris.

Sirca

64, rue La Boétie 75008 Paris

emplois régionaux

SOCIÉTÉ FRANÇAISE VILLE SUD-FRANCE recherche pour important groupe leader dans une activité en constant développement offre situations intéressantes et perspectives de carrière.

RESPONSABLE MARKETING

M.C., E.S.S.E.C., E.S.C. DÉBUTANT

Il aura une activité complète comprenant la gestion de la production et une part de réalisations matérielles et de relations extérieures.

Être actif et vif pour garantir l'efficacité de nos équipes de travail, d'animation et de contact.

Envoyez sans référence UF 479 A.M.

BANQUE FRANÇAISE affiliée à GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT recherche

DIRECTEURS D'AGENCES

1) Pour sa succursale VILLE UNIVERSITAIRE du SUD-EST

2) Pour sa succursale VILLE INDUSTRIELLE OUEST de la FRANCE

Séveres références bancaires exigées

Ad. C.V., prêt. lettre man. et photo ss réf. 64383 à CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui tr.

LILLE Important groupe de transports (1.800 personnes) recherche pour son Siège Social un

CHEF COMPTABLE

- Minimum 25 ans, diplômé B.P.S. ou équivalent.
- Il faut une expérience tous travaux comptables (socials).
- Indispensable disposer de bonnes qualités d'analyse et de relations extérieures.

Appointement : 2 ou 120.000 F suivant expérience et étendue des connaissances.

Envoyer curriculum vitae détaillé (en précisant rémunération actuelle) sous la référence 2313/M à ESBE 209 bis, avenue de la République 59110 LA MADELEINE

Filiale française secteur industriel d'un groupe multinational implantée proche province (Sud Paris) recherche

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Formation DUT, DECS ou équivalent. Expérience professionnelle minimum 2 ans. Industrie ou Cabinet d'Audit. Anglais courant.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo, photo à pourvoir immédiatement.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo, photo à pourvoir immédiatement. Référence : 64221, 20, avenue de l'Opéra, Paris Cedex 01, q. r. DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

مكتبة من الأصل

سكوتيا للخدمات

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Jeune chef de projet informatique

Oni, vous voilà arrivé au point où cela vous concerne...
 Vous êtes ingénieur diplômé grande école ; depuis trois ans au moins, vous avez collaboré à des projets informatiques de bonne envergure en entreprise ; peut-être aussi connaissez-vous Corig et Pac 700.
 Mais aujourd'hui, vous avez la volonté et le goût d'être responsable de tels projets ; depuis leur conception en étroite liaison avec l'utilisateur jusqu'à leur mise en application.
 Nous vous proposons de prendre cette fonction dans notre groupe, L'AIR LIQUIDE, car nous avons des projets de gestion importants à démarrer prochainement.
 Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA nous présenteront votre candidature ; écrivez leur sous référence 782 112 M en précisant bien la nature des projets auxquels vous avez été associé.

Sirca
 64, rue La Boétie 75008 Paris



Spécialistes de la Maison Individuelle, venez nous rejoindre !

pour participer au lancement d'une jeune Filiale du Groupe BOUYGUES, un des leaders du Bâtiment et des Travaux Publics.
 Avec l'appui logistique du Groupe BOUYGUES, appliquant des techniques avancées de marketing et de management, nous créons une équipe à laquelle nous souhaitons intégrer :

- DIRECTEUR FONCIER
- DIRECTEUR DES TRAVAUX
- DIRECTEUR DES REGIONS

Connaissant bien les techniques de recherche, de négociation, d'acquisition et de fabrication de terrains. Son activité s'étend progressivement à l'ensemble du territoire métropolitain.

Chargé de la mise en place, de l'organisation, de l'animation et du contrôle des services travaux des régions. Ce poste est confié à un bachelier ayant l'expérience de la conduite de travaux de maisons individuelles isolées.

Chargé de l'animation des régions, il est le garant de l'application de la politique de la Société dans les régions. Il coordonne l'activité des services fonctionnels, techniques et commerciaux, assure la liaison entre le Siège et les responsables régionaux et participe à la création de nouvelles Directions Régionales.

Adressez votre candidature à Thierry PIQUE, Chef du Service Ressources Humaines
 331, Avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART.



emploi régionaux

SOCIÉTÉ FRANÇAISE VILLE SUD FRANCE

attachée à important groupe leader dans une activité en constant développement offre situation intéressante et perspectives de carrière à

RESPONSABLE MARKETING

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C. DÉBUTANT

Il aura une activité complète comprenant une part d'études et une part de réalisations concrètes et de relations extérieures.
 Poste actif et vivant pour candidat ayant des qualités de rigueur, d'imagination et de contact.
 Ecrivez sous référence UF 479 AM.

4, rue Massenet, 75016 Paris
 discrétion absolue



Diplômés ESCP

Option finances comptabilité
 30 ans minimum

Un groupe industriel privé, C.A. 6 milliards, offre dans l'une de ses sociétés, cotée en bourse, C.A. 1,2 milliard, spécialisée dans l'antipollution et la gestion de services publics, fortement bénéficiaire et en expansion, des postes de « Gestionnaires généralistes », responsables hiérarchiques d'un ensemble de services (administratif, comptable, personnel, juridique, gestion-clients), dépassant souvent 100 personnes.

Ces situations privilégiées assorties d'un statut particulièrement favorable, conviennent à des cadres diplômés d'une grande école commerciale, ou du niveau expertise comptable, ayant 5 ans d'expérience de responsabilités administratives-comptables.

Des perspectives de carrière, dans des unités de gestion de plus en plus importantes, en France, sont réservées aux cadres disposés à la mobilité géographique et acceptant, dès la fin de leur période de formation, toute affectation. Le logement est assuré. La rémunération est au rapport avec les exigences du poste.

Adressez lettre man. et C.V. détaillé à
 M. J. FOURNIAT, ss réf. 23487/M
 SÉLÉ-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.



Directeur des Ventes

La société, filiale d'un groupe britannique, est spécialisée dans l'équipement de décoration et d'ameublement. Elle connaît actuellement 30 % de son marché.
 Pour assurer son développement elle recherche un Directeur des Ventes. Il doit, bien sûr, animer, contrôler et gérer l'équipe de vente ainsi que les démonstratrices, visiter les clients les plus importants (Centrales d'achat, G.M., G.S...) préparer et animer la participation aux foires et expositions... Mais aussi, avec et pour la Direction Générale, étudier le marché, réfléchir aux nouveaux produits possibles, déterminer les nouvelles orientations commerciales...

Le candidat doit avoir une expérience probante de l'encadrement d'une équipe de vente, connaître les circuits modernes et traditionnels de distribution. Sa formation ou son expérience lui a apporté des notions précises en Marketing. Il sait être à la fois homme d'action et de réflexion. L'anglais est souhaité.

Lieu de travail : Paris. Déplacements à prévoir sur l'ensemble du territoire. Voyage journalier. Frais réels. La rémunération est de l'ordre de 100 000 F + Ind.

Les personnes que ce poste intéresse peuvent adresser leur dossier sous référence DV 537 M à SEFOP qui les en remercie.

7, rue Lincoln, 75008 PARIS.



BANQUE FRANÇAISE

adhésion à GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT

recherche DIRECTEURS D'AGENCES

- 1) Pour sa succursale VILLE UNIVERSITAIRE DU SUD-EST
 - 2) Pour sa succursale VILLE INDUSTRIELLE OUEST de la FRANCE
- Sérieuses références bancaires exigées
 Adr. C.V., prêt., lettre man. et photo ss n° 64.583 à CONTESSÉ Publ., 23, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.



UN DES PREMIERS MONDIAUX EN APPAREILLAGES MEDICAUX

ANALYSTE TECHNICIEN TECHNICIEN

CONNAISSANT
 RSX 11M
 ASSEMBLEUR

(V-2 - V-1)

(V-1)

spécialiste en électronique digitale avec au moins deux ans d'expérience dans l'étude et la mise au point de systèmes digitaux (logique rapide, électronique de calculateurs).

avec formation de base en électronique digitale (ST - ST2) et bonne connaissance des calculateurs pour écriture de programmes assembleurs destinés aux tests de prototypes et mise en oeuvre de ces tests (2 ans d'expérience en assembleur).

Lieu de travail : ISSY-LES MOULINEAUX.
 Adressez C.V. à C.G.R., Service du Personnel R.P. No 3 - 93240 STAINS

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Melun recrute pour son axe Développement Economique

CONSEILLERS EN GESTION

Ces cadres de formation supérieure possédant une expérience professionnelle vécue dans un poste de gestion ou d'organisation de la production.

- Favoriser le développement des activités industrielles existantes.
- Favoriser la création de nouvelles entreprises.

Lieu de travail : MELUN - 30' de la gare de Lyon.



Env. lettre, C.V., photo
 M. CHARLES, Réf. 1224,
 42, rue Bancel
 77000 MELUN

LILLE

Important groupe de transports (1.600 personnes) recherche pour son Siège Social un

CHEF COMPTABLE

- Minimum 35 ans, diplôme S.P.S. ou équivalent.
- Il faut une expérience tous travaux comptables (comptabilité générale et analytique, bilan et fiscalité).
- Indispensable disposer de bonnes qualités d'animateur pour assistance technique aux filiales.

Appointement : + ou - 120.000 F suivant expérience et étendue des connaissances.
 Envoyer curricula vitæ détaillé (en précisant rémunération actuelle sous la référence 23179/M à :
 ESBE 209 bis, avenue de la République
 93110 LA MADELEINE

Juriste de banque

Pour faire face au développement d'une fonction de Conseil auprès de ses banques adhérentes, la CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES recherche un juriste de banque.

Adjoint direct du chef de Service, ce collaborateur sera progressivement chargé d'une fonction de consultation et d'études (rédaction d'actes et d'articles, traitement de dossiers importants et complexes).

Ce poste qui conduit à moyen terme à des responsabilités élevées conviendrait à un candidat jeune, à fort potentiel, de formation supérieure et ayant une expérience en droit et contentieux bancaires de deux ou trois ans minimum.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitæ détaillé, sont à adresser à :
 Mademoiselle MAGNARD sous réf. 613 M.



131, avenue de Wagram - 75017 PARIS -

GROUPE PHARMACEUTIQUE et CHIMIQUE

Siège social : Neuilly-sur-Seine recherche

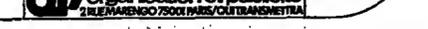
responsable des relations publiques

de formation supérieure : SCIENCES PO., HEC, ESCP... ayant une réelle expérience de la fonction de 3 à 5 ans en entreprise et dans le journalisme. Allemand et Anglais indispensables.

conseiller juridique

Licence en Droit, D.E.S.S. Droit Privé, Droit Européen, éventuellement CAPA, ayant acquis une bonne expérience du Droit des Sociétés et du Droit commercial en entreprise ou dans un Cabinet de consultants. Allemand et Anglais exigés.

Envoyer candidature avec C.V., photo et prétentions sous référence 6809 à :



Filiale française secteur industriel d'un groupe multinationnel implantés proche province (Sud Paris) recherche :

CHEF DE SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Formation DUT, DECS ou équivalent. Expérience professionnelle minimum 3 ans. Industrie ou Cabinet d'Audit. Anglais courant.
 Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo. Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo, en précisant niveau rémunération actuel, n° 64 331, CONTESSÉ Publité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, q. r. DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche Ingénieurs

Débutants ou non. ENSIMAG, ENSEIHT section informatique ou maîtrise d'informatique. Libérés des obligations militaires. Pour assistance clients et développement de ses services temps partagé.
 Lieu de travail : région parisienne.

Adressez C.V. et prétentions, CISI, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

Emplois et Carrières

Leader sur son marché (C.A. près de 4 milliards) Société produits grande consommation, recherche pour son Siège Central Paris-Ouest (métro)

2 INGÉNIEURS D'ORGANISATION

(Mines, A. et M., ou équivalent)

- Le premier poste convient à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience méthodes. Il développera et mettra en place la fonction méthode dans un ensemble de plus de 10 usines.

- La deuxième opportunité intéresse un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience production/organisation industrielle. Il apporte aux usines une assistance technique en logistique et gestion. (Réf. 01).

Adressez C.V., photo et rémunération act. à numéro 64.178 CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, avec référence du poste retenu.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GFC

GROUPEMENT FRANÇAIS DE CONSEILS
SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 RUE DE SEVRES 75015 PARIS

Technico-Commercial
responsable du marché
Marine Marchande
110/150.000 F an

C'est un ingénieur qui dispose d'une bonne connaissance du milieu de la construction navale et de la technologie du diesel. Il aura en effet à prospecter et développer le marché des groupes propulseurs diesel. C'est avant tout un commercial mais aussi un technicien et un gestionnaire d'affaires, parlant Anglais. Siège Banlieue Parisienne. réf 586

Directeur du Personnel
150/200.000 F an

40 ans environ, c'est un excellent professionnel qui dispose d'une solide expérience acquise de préférence dans une multinationale industrielle. Il animerait une équipe qui couvre l'ensemble des relations humaines, syndicales et industrielles ainsi que les problèmes de gestion d'un effectif d'environ 750 personnes. La connaissance de l'Anglais est indispensable. Siège Paris. réf 595

Adjoint au Président Directeur Général
140/170.000 F an

35 ans environ, ingénieur diplômé grande école, c'est d'abord un opérationnel. Il dispose déjà d'une expérience industrielle d'un mois à 8 années. Sa responsabilité couvrira au départ :
• La Direction des contrats en cours.
• Le développement des produits.
• Un certain nombre de problèmes relevant de la Direction Générale.
Un sérieux avenir est envisagé à moyen terme pour un homme d'une personnalité qui aura fait la preuve de ses capacités. Anglais nécessaires. réf 593

Chief des Services du Personnel
110/130.000 F an

32 ans environ, c'est un diplômé de l'enseignement supérieur qui a déjà assumé un rôle de direction du personnel et qui aura la responsabilité d'animer et coordonner l'ensemble de la fonction personnel de l'entreprise. Il aura de plus la charge de missions administratives (type secrétaire général). Siège Paris. réf 581

Chief de Produit Senior
100/130.000 F an

28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, il est déjà chef de produits depuis environ 3 ans. Pendant 12 à 18 mois, il pourra faire ses preuves soit comme chef de produit, soit à un poste commercial sur le terrain avant de prendre une responsabilité de Marketing Manager. Siège Paris. réf 596

Responsable Recherche et Développement
120/135.000 F an

33 ans environ, ingénieur grande école, c'est d'abord un homme de laboratoire et la fois très expérimenté et pratique. Il sera l'adjoint direct du Directeur technique et devra pouvoir prendre en charge auprès de celui-ci une équipe de 10 personnes couvrant l'ensemble des problèmes de recherche, études, mise au point et développement des produits. Solide avenir pour élément de valeur. Siège Région Parisienne. réf 598

Responsable Estimation des Coûts
100/125.000 F an

C'est un gestionnaire rigoureux et expérimenté qui dispose d'une bonne connaissance des problèmes de contrôle de gestion. Il aura pour mission de chiffrer et contrôler les coûts matériels et humains des clients (main d'œuvre, installations, engins, outillage, frais de fonctionnement...). Une expérience des problèmes de devis et de chantiers à l'étranger comme gestionnaire (ou éventuellement ingénieur d'affaires), ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais sont souhaitables. Siège Banlieue Parisienne. réf 518

Chief du Personnel
Usine de DIJON
500 Personnes
100/120.000 F an

32 ans environ, c'est avant tout un homme de terrain qui dispose déjà d'une expérience d'un mois à 3 ans dans la fonction personnel acquise de préférence en usine. Il couvrira l'ensemble des problèmes humains, sociaux et de gestion du personnel. Une sérieuse évolution de carrière est à prévoir à moyen terme pour un candidat d'envie. Siège Paris. réf 594

Adjoint du Directeur Général
120/150.000 F an

35 ans environ, de formation type ESC, c'est un homme dynamique et polyvalent. Dans un premier temps, il sera chargé de missions opérationnelles dans les domaines développement, action commerciale, organisation, relations humaines. Une expérience en moyenne entreprise est indispensable. Siège Paris. réf 597

Envoyer CV - en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser - aux consultants du GFC qui vous garantiront une réponse et une discrétion absolue. Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler.

DIRECTEUR DES VENTES

- Pour la filiale commerciale française d'un important groupe européen.
- Sous l'autorité du Directeur Général :
 - il assume la responsabilité du département vente produits grand public. Il est responsable des objectifs de vente et, après un en dans la fonction, du niveau de marges brutes, (négociées sous forme d'objectifs).
 - il est le hiérarchique d'une équipe de représentants exclusifs qui couvrent le territoire français avec lesquels il va en clientèle.
 - il assure personnellement les contacts au niveau des centrales d'achat.
- Le poste sera confié à un homme jeune (environ 30/35 ans) diplômé, si possible, de l'enseignement supérieur, ayant acquis pendant les premières années de sa vie professionnelle une bonne connaissance de la distribution des produits grand public non alimentaires.
- Il parle impérativement l'anglais.

BOSSARD SELECTION réf. 3276 E
12, rue Jean-Baptiste 92807 - PUTEAUX

KLÖCKNER INA GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche pour sa Société Française à Paris un
INGÉNIEUR D'AFFAIRES
pour l'industrie chimique de base

Le candidat sera INGÉNIEUR DE GRANDE ÉCOLE expérimenté ayant travaillé dans l'engineering chimique pour des pays en voie de développement industriel.

La pratique professionnelle de l'anglais et de l'allemand est nécessaire.

Une formation complémentaire dans la maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines : Finance et Gestion de Contrats.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à :
KLÖCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS.

Ford

jeunes ingénieurs

Vous connaissez sûrement la gamme des produits Ford (automobiles, poids lourds, tracteurs), vous connaissez peut-être moins bien les activités de Ford en France (commercialisation des produits par réseau de concessionnaires, production de boîtes automatiques...), et vous ignorez peut-être tout de l'entreprise elle-même : Ford 5^e chiffre d'affaires mondial présente avec un effectif de 400 personnes au siège tous les avantages humains de la P.M.E.

Votre expérience d'étudiant dans une école d'ingénieur vous donne le sentiment de pouvoir être un généraliste et d'accéder à des fonctions de commandement importantes. Il vous manque cependant l'expérience de l'entreprise pour clarifier vos choix personnels et professionnels, et déterminer les moyens de votre réussite.

Venez bâtir avec nous votre plan de développement : 2 ans sur un poste technique pour vous intégrer et vous former ; vous décidez ensuite de votre carrière dans l'après-vente, la gestion ou le commercial.

Écrire FORD FRANCE SA. Développement du Personnel, 344 av. Napoléon-Bonaparte, 92504 Rueil-Malmaison.

La Filiale (100 personnes) d'un Groupe Multinationale, Leader européen dans le matériel de la

MANUTENTION

localisée dans la Banlieue Sud recherche son

directeur technique

Rattaché au Président Directeur Général, il supervisera :
• Un atelier de montage.
• Le service après-vente (dépannage et pièces détachées).
Ingénieur A.M. ou équivalent, il maîtrisera parfaitement l'anglais. Une expérience réussie dans une industrie analogue est souhaitable. Envoyer C.V. et prétentions sous référence HB 203 à :
COGEPAN Sélection
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy 75012 PARIS à qui nous avons confié cette recherche

IBM

recherche

BTS - DUT

AUTOMATISME - ÉLECTRONIQUE ELECTROTECHNIQUE

Nous leur confierons la responsabilité d'INSPECTEURS TECHNIQUES chargés de la maintenance d'ordinateurs et unités périphériques auprès des utilisateurs. Dans ce rôle ils devront élire une excellente technicité à des qualités de contact. Cette activité passionnante, variée, évolutive, offre au sein de la Compagnie une formation de base, puis permanente, ainsi que de nombreuses possibilités de carrière. Les candidats devront être déchargés des obligations militaires, et la connaissance de l'anglais sera appréciée. Pendant la période de formation : 3700 F mensuels. Rémunération annuelle moyenne la première année après formation : 65 000 F. Adresser C.V., 1^{er} lettre de candidature à M. Teiller IBM - 22, rue de Cligny - 75009 PARIS ou à l'une de nos directions régionales : Bordeaux - Lille - Lyon - Marseille - Nancy - Nantes - Orléans.

LA BRANCHE I.A.R.D. D'UN DES PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES FRANÇAIS, crée pour des

jeunes diplômés

GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

DEUX POSTES D'ATTACHÉS COMMERCIAUX

Après une formation théorique et pratique, ils seront responsables de la promotion des produits existants, auprès des courtiers de la région parisienne. Dès que leur connaissance du marché sera suffisante, ils feront également la synthèse des informations recueillies sur le terrain et des demandes des courtiers. Les possibilités d'évolution peuvent être très intéressantes pour des candidats de valeur qui réussissent dans ce premier poste. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M 1219 G

egor 1, rue Meyerbeer 92009 PARIS

FILIALE AMÉRICAINE recherche

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Chargé dans le cadre des relations avec notre Siège aux U.S.A., des fonctions suivantes :
- Contrôle budgétaire local ;
- Rapports financiers mensuels et trimestriels ;
- Gestion commandes ;
- Relations banques ;
- Gestion personnel

Le candidat devra avoir acquis une expérience similaire au sein d'une société multinationale et maîtrisera la langue anglaise. Env. C.V. complet en anglais et n° 64.716, Coolease Publicité, 21, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

BANQUE PRIVÉE (87) recherche Collaboratrice pour

GESTION DU PERSONNEL

Cette fonction requiert de bonnes connaissances de la convention collective, de la paie, du régime des retraites et des différentes obligations fiscales et administratives. Ce poste conviendrait à une secrétaire confirmée dans la fonction « Personnel ». Effectif à gérer : une quarantaine de personnes. Écrire n° 7249 « Le Monde » Publicité 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9^e)

Jeunes diplômés Enseignement Supérieur

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL DE CÉRÉALES 52 000 F + Vous êtes débutant, vous avez une formation supérieure, de préférence économique ou commerciale, vous avez un intérêt pour le monde agricole, vous parlez couramment l'anglais. CARGILL, une des premières Sociétés mondiales dans le négoce des produits agricoles et dans leur transformation, vous offre, après une période de formation, de prendre rapidement des responsabilités commerciales à SAINT-JERMAIN-EN-LAYE, au sein de son organisation française. Il s'agit, au sein d'une équipe, d'analyser en permanence les marchés céréaliers et montaires, et le frère maritime, de négocier et d'assurer le suivi des achats et des ventes de céréales tant sur le plan intérieur qu'à l'exportation. Ces missions n'impliquent pas de déplacements. Vous devez avoir un esprit vif, une bonne souplesse d'adaptation et de solides qualités de jugement et de décision. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 805194 M. Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

offres d'emploi

JEUNES INGÉNIEURS

POUVEZ-VOUS COMPTER ?

Vous estimez que votre diplôme d'ingénieur ne vous destine pas obligatoirement à travailler dans une usine, un laboratoire de recherche, un service d'études. Vous voulez exercer dans des activités concrètes, vivantes et stimulantes, sensiblement tournées vers les applications pratiques et repaires aux problèmes concrets posés par les Entreprises.

Nous ne désirons pas faire de la vente, mais nous vous êtes capable de convaincre vos collègues dans le cadre de relations d'affaires, de respecter les contraintes commerciales de la vente, de l'organisation des services à rendre et de l'efficacité.

LE RECRUTEMENT : Il repose sur une personnalité responsable de l'Agence commerciale et vous attendez vos attentes.

D'autres entrées pourraient être envisagées en fonction de votre décision.

Pour être assuré d'une réponse rapide, adressez votre curriculum-vitae et photo récente à :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS à vocation internationale, recherche

UN ADMINISTRATEUR DE HAUT NIVEAU

pour son SERVICE JURIDIQUE, une bonne expérience en Droit public, contrats et marchés, connaissance administrative, formation Droit, connaissance de l'anglais, minimum 35 ans, de travail : banlieue Parisienne.

Envoyer curriculum-vitae et photo sous pli fermé à :
M. HAVES-CONTACT 156, bd. de la Chapelle 75008 PARIS qui transmettra.

KLÖCKNER INA GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS recherche

pour sa Société Française à PARIS un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

pour l'industrie agro-alimentaire

Le candidat sera INGÉNIEUR DE GRANDE ÉCOLE expérimenté ayant travaillé dans le génie chimique pour des pays en voie de développement industriel.

La pratique professionnelle de l'anglais et de l'allemand est nécessaire.

Une formation complémentaire dans la maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines : Finance et Gestion de Contrats.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à :
KLÖCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS.

jeune diplômé chimie organique

WILDO - collés bâtiment - Mgr de la maison chimique et commerciale des produits multipolaires. Professionnels du papier-grain et des produits polymériques mais aussi à tous les particuliers qui veulent le service de leur maison.

Le candidat devra avoir acquis une expérience similaire au sein d'une société multinationale et maîtrisera la langue anglaise. Env. C.V. complet en anglais et n° 64.716, Coolease Publicité, 21, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

bernard krief consultants

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE SUD DE PARIS recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

DIPLOMES POSITION I à II pour équipes travaillant dans le domaine de l'électronique de puissance et de l'électronique de commande.

Le candidat devra avoir acquis une expérience similaire au sein d'une société multinationale et maîtrisera la langue anglaise. Env. C.V. détaillé et rémunération actuelle sous la référence 805194 M. Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

هكذا من الأصل

50 000 000

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

JEUNES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX. POUVEZ-VOUS CONCILIER CES EXIGENCES ?

Vous estimez que votre diplôme d'ingénieur ne vous destine pas obligatoirement à travailler dans une usine, un laboratoire de recherche ou un service d'études. Vous vous sentez attiré par des activités concrètes, vivantes et variées, essentiellement tournées vers l'application de solutions pratiques et rapides aux problèmes rencontrés par les Entreprises.

Vous ne désirez pas "faire de la vente" pure, mais vous êtes capable de concevoir votre travail dans le cadre de relations d'affaires, en conciliant les contraintes commerciales de l'entreprise et l'optimisation des services à rendre aux clients.

LE RECRUTEMENT : il repose sur une procédure de choix réciproque. - Le responsable de l'Agence commerciale vous accueillera. Il vous exposera ses besoins, vous lui exprimerez vos attentes. - D'autres entretiens pourront alors être aménagés de manière à approfondir et à préciser les éléments de notre décision commune.

Pour être assuré d'une réponse rapide, adresser une lettre de candidature, accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo récente, à : IBM FRANCE - Service 3239 Immeuble Berkeley Cedex 22 92081 Paris-La Défense.

IBM France - Division des Systèmes de Grande Diffusion - désire recruter des hommes et des femmes, abondant leur vie professionnelle et souscrivant exactement à ce profil.

A l'issue d'une formation technique et pratique, ils assureront des fonctions d'assistance et de conseil auprès d'entreprises clientes. Ils définiront à ce titre les solutions informatiques susceptibles de résoudre des problèmes de gestion commerciale ou industrielle et en conduiront l'installation dans tous ses développements.



HAVAS CONTACT

futur directeur général

Le directeur général d'une S.A. de l'Est de la France (220 salariés, 30 MF de CA en mécanique, chaudronnerie, mécano-soudure, hydraulique) cherche son successeur. Futur D.G. de l'usine, il est l'homme du développement. Pour l'instant en second, il dirige trois usines, assure la gestion générale, oriente les activités de recherches techniques et insufflé au commercial la dynamique nécessaire à l'ouverture de nouveaux marchés, vers l'étranger notamment. Cet ingénieur X Mines, ECP, AM, de 35 ans minimum, actuellement dirigeant, est en phase ascendante et peut passer au niveau supérieur. Il parle allemand et/ou anglais. Ecrire à G. BARDOU, à Paris, réf. 3369 LM.

biologiste bilingue français-espagnol

Résidence Madrid. Si vous êtes pharmacien, médecin ou universitaire spécialisé en biologie, si vous souhaitez faire une carrière à la fois scientifique et commerciale, nous vous proposons de devenir notre délégué à Madrid. Vous vous intégrez à une équipe existante et êtes chargé d'apporter un appui technique à la distribution de nos produits et d'étudier les besoins du marché. Nous fabriquons et distribuons des produits utilisés par les laboratoires d'analyses médicales. Ecrire à Mme G. DILL, à Lyon, réf. 480 LM.

électricien - ingénieur de projet

Bureau d'études techniques spécialisé dans les centrales électriques pour l'industrie pétrolière, nous sommes aujourd'hui mandatés pour contrôler les études et suivre l'installation de centrales par un maître d'ouvrage réalisant d'importants complexes pétroliers à l'étranger. Nous cherchons UN INGENIEUR (Supélec, ENSIE) de 32 ans minimum, ayant l'expérience du chantier chez un installateur (I.L.T., M.T.), des études et du suivi de projets dans un engineering (centrales, moteurs, pompes, automatismes et régulation, distribution) pour vérifier, contrôler les études des engineering, suivre les essais et la mise en route sur le site. Ce poste basé à Paris, nécessite des déplacements et de courts séjours à l'étranger et un anglais courant. (réf. 3381LM)

agent technique

son adjoint pour le suivi, la coordination, l'administration des opérations de contrôle, avec l'expérience déjà vécue en engineering et sur chantier. Un bon anglais technique est nécessaire. (réf. 3382 LM) Ecrire à G. BARDOU, à Paris, réf. correspondante.

jeunes analystes (MIAG)

Nous sommes conseil informatique (Paris) auprès des banques et des établissements financiers. Nos contraintes sont celles du service mais notre activité est proche de celle d'une informatique interne puisque nous faisons vivre et évoluer les applications que nous développons pour nos clients. Vous avez acquis, en deux à quatre ans, une première expérience de la mise en œuvre des techniques informatiques ; nous vous proposons de découvrir la gestion d'un secteur professionnel et d'acquiescer la compétence d'un chef de projet. Ecrire à J. THILLY, à Paris, Carrières de l'Informatique, réf. 3378 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE OYALE - 75008 PARIS 10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS à vocation internationale, recherche **CADRE ADMINISTRATIF DE HAUT NIVEAU** pour son SERVICE JURIDIQUE, ayant une bonne expérience en Droit des Sociétés, contrats et marchés, contentieux administratif. Bonne formation Droit. Parfaite connaissance de l'anglais indispensable. Age minimum 35 ans. Lieu de travail : banlieue Parisienne. Envoyer curriculum-vitae et photo sous réf. 39326 à Havas-Contact 156, bd Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.

EN PRISE DIRECTE AVEC LE DIRECTEUR GENERAL BONGRAIN GERARD recherche URGENT **directeur exportation EUROPE** en liaison constante avec une Direction Marketing très active, la fonction consiste à assurer la responsabilité opérationnelle des ventes de produits de marque sur les marchés européens (notamment la France et l'Allemagne), comporter la direction des opérations commerciales propres à certains marchés et la connaissance des pratiques de grande consommation. L'expansion du Groupe sur les marchés étrangers offre des perspectives de carrière intéressantes avec une rémunération d'autant plus motivante que l'expérience de 5 ans minimum demandée se sera effectuée dans le domaine concerné. La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue serait appréciée. Poste basé à PARIS. Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 2725-M. Réponse et discrétion assurées. **guillon sélection** 29, AV. DE LIVRY 93340 LE RAINGY

KLÖCKNER INA GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS recherche pour sa Société Française à PARIS un **INGÉNIEUR D'AFFAIRES** pour l'industrie agro-alimentaire. Le candidat sera INGENIEUR de GRANDE ECOLE, expérimenté, ayant travaillé comme expert ou consultant avec les pays en voie de développement industriel. La pratique professionnelle de l'anglais et de l'allemand est nécessaire. Une formation complémentaire dans la machine mètre en Allemagne est envisagée dans les domaines : Finances et Gestion de Contrats. Adresser C.V., photo récente et prétentions à : **KLÖCKNER INA FRANCE** 31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

laboratoire lachartre HEGOR, VICKS, CLEARASIL, ROGÉ CAVAILLES, OIL OF OLAZ. RECHERCHE POUR PARIS SON **DIRECTEUR DES ETUDES DE MARCHÉ** Le Laboratoire Lachartre, filiale française de Vick International Europe/Afrique, recherche son Directeur des Etudes de Marché. Le Directeur des Etudes de Marché dépend directement du Directeur Général. Il aura deux axes principaux de responsabilité. D'une part, pour les produits existants, il sera chargé d'élaborer les projets d'études aussi bien quantitatives que qualitatives, d'être en liaison avec les Instituts spécialisés et d'analyser et interpréter les résultats, ce qui pour les études ad hoc, comme pour les panels. D'autre part, pour les nouveaux produits, il produira et analysera les informations nécessaires à leur développement et à leur introduction sur le marché. Afin d'assumer ces responsabilités, le candidat aura acquis quatre à huit ans d'expérience des études de marché dans le domaine de la grande consommation. En outre, il devra posséder un esprit créatif, le goût de l'analyse et de la synthèse et être particulièrement conscient de la contribution que les études de marché peuvent apporter à un marketing dynamique. La rédaction des rapports, et les relations inter-entreprise, aussi bien avec notre siège européen qu'avec les six autres Directions des Etudes de Marché en Europe, se font en Anglais. Il est donc indispensable de parler et d'écrire l'Anglais couramment. Le salaire sera en rapport avec l'expérience du candidat. La société réglera les frais de déménagement et d'installation à Paris. Si vous êtes motivé par des fonctions au sein d'un groupe multinational et si vous avez la certitude de pouvoir diriger avec succès les activités d'études sur un des marchés les plus importants d'une société en pleine expansion, écrivez à : **laboratoire lachartre** DIRECTION DU PERSONNEL 126 avenue de Vendôme 61008 Blois

Notre réussite dans l'immobilier nous a beaucoup appris Si, comme nous, vous pensez que l'ère des bonimenteurs immobiliers est terminée. Que les produits doivent être conformes à leurs promesses. C'est pourquoi nous avons découvert et développé un nouveau produit. Des postes pourrait être offerts à l'étranger. Envoyez votre candidature (curriculum vitae détaillé et photo) au **PH IMMOBILIER** CONSORTIUM PARISIEN DE L'HABITATION Av. Ch. de Gaulle, LE CHESNAY 78150

jeune diplômé chimie organique **EMULDO**, coles bâtiment - siège de la maison, nous recherchons des commerciaux et des techniciens qui s'adressent aux Professionnels du papier-peint et des revêtements sol-murs mais aussi à tous les particuliers qui veulent améliorer le décor de leur maison. Au sein de la Direction Commerciale et Marketing, nous vous nous sollicitons pour le poste de **responsable technique produits** Vous aurez à concevoir et mettre au point les produits en liaison avec les ingénieurs de nos laboratoires, à suivre et à contrôler les produits existants, à assurer la formation technique de notre force de vente, à conseiller nos clients dans le choix des produits et leur application en réalisant éventuellement des essais, à faire le contrôle des fabricants de revêtements. Nous vous invitons à adresser vos dossiers à : **bernard juillet psy.com** réf. A 3464 à M. Collet, 93, av. Charles de Gaulle, 92200 Nanterre.

ACHETEUR Nous achetons 60 millions en légumes et produits alimentaires divers auprès de 150 fournisseurs. Nous recherchons pour devenir après une période probatoire nous **ACHETEUR** dans ces domaines. Il aura : - un minimum 30 ans - une formation Ingénieur AGRO, ENSIA ou équivalente - une expérience pratique en entreprise d'au moins 5 années dont 2 en fonction commerciale - la connaissance de l'anglais - la possibilité d'effectuer de courts déplacements en France et à l'étranger. Il fera partie d'une jeune équipe dynamique et soudée au sein de la Direction des Achats. Le poste est à pourvoir à Lagny, à 30 minutes de Paris par autoroute A4. Envoyer C.V., photo et prétentions **WILLIAM SAURIN** ST-THIBAUT - 77400 LAGNY.

FISCALISTE PARIS 145.000 F Une firme internationale de 1er plan recherche un fiscaliste ayant une première expérience d'au moins 4 ans au sein d'un cabinet international. Une expérience de la Fiscalité internationale et de l'Audit serait appréciée. Le candidat retenu devra s'intégrer dans une équipe de fiscalistes et d'Experts-Comptables de tous niveaux. Il participera à des missions d'assistance auprès d'une clientèle qui regroupe des entreprises nationales et multinationales de toutes dimensions. Il sera diplômé d'enseignement supérieur (ENA - Expertise Comptable - Ecole Nationale des Impôts - Doctorat en Droit - etc.). Une parfaite connaissance de la langue anglaise est indispensable. Adresser C.V. et prétentions à Michel Soyse 6, avenue Marceau 75008 Paris sous la référence J 851. La plus grande discrétion est assurée.

UNION CARBIDE GAZ INDUSTRIELS Nous sommes l'une des plus grandes sociétés mondiales spécialisées dans les industries grâce à notre technologie extrêmement avancée. Nous cherchons des candidats dans le monde entier depuis plus d'une décennie et en France depuis 9 ans. Désirés à la découverte de nos produits, nous allons construire une usine de production de gaz de l'air en Région Parisienne. **UNION CARBIDE FRANCE** recherche donc **ingénieurs d'application** (Mécatronique, Mécatronique, ...) de formation supérieure. Ils auront de 28 ans au minimum et auront acquis une première expérience industrielle et/ou en fabrication. Mécatronique, Mécatronique, Mécatronique, Mécatronique. Ils seront chargés de promouvoir et d'appliquer les nouvelles technologies dans les nouvelles applications des Gaz Industriels, tels que : Oxygène, Azote, Argon, ... (facteurs de marche, réduction de consommation, isolation, etc.). Ces postes sont à pourvoir dans les usines où il y a des possibilités de carrière, mobilité, croissance, dans un environnement très dynamique et particulièrement agréable. Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 437 M au : **Colinet Jean-Claude MAURICE** Chargé de Gestion du Personnel 397 rue de Valenciennes - 75015 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PROCÉDÉ BANLIEUS SUD DE PARIS recherche **JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS** DIPLOMES, POSITION I à II pour études avancées dans le domaine du traitement du signal - Travail d'équipe - Expérience souhaitée mais non indispensable Adresser C.V. détaillé et rémunération souhaitée sous n° 0406, Contesse Publicité, 30, avenue Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

UFB
LOCABAIL

Postes à pourvoir :
METZ, BORDEAUX,
PARIS.

**jeunes
commerciaux**

Notre rôle :
Financer l'équipement des PME et leur permettre ainsi de se développer.

Votre activité :
Conseiller et VENDRE aux chefs d'entreprise, commerçants et artisans, la meilleure formule de financement.

Votre formation :
Débutant ou 1ère expérience, un niveau Bac+2 années d'études commerciales, comptables ou juridiques nous permettra, après une période de formation, de vous confier le développement et le suivi de notre clientèle sur un secteur géographique donné.

Vous pouvez adresser votre candidature sous référence 506 à Michèle CHIRON - Compagnie Bancaire - Service Orientation-Recrutement - 25, avenue Kléber - 75116 PARIS

compagnie bancaire

La P.-D.G. d'un groupe offre à
UN JEUNE (25 ans min.)
un poste de :

CHAUFFEUR DE DIRECTION

Famille B et C depuis plus de 4 ans. Bonne expérience de la circulation à Paris, qualité de bricoleur appréciées.

Envoyer ou déposer votre candidature au :
1, rue Daubon - PARIS (9e)
Groupe Bernard KRIEF Consultants

offres d'emploi

**DEVENEZ RESPONSABLE
DE PROJETS INFORMATIQUES
DE A à Z**

L'évolution de la prospection et de l'exploitation pétrolières dans le monde ouvre de larges perspectives de développement à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER.
Afin de mieux assister les Départements de Production, l'informatique de Gestion renforce son potentiel et recrute plusieurs

INGENIEURS ANALYSTES
(Formation supérieure de haut niveau + spécialisation en informatique)

DEBUTANTS Réf. 7836

Il se verra confier des projets informatiques qui leur permettront d'acquies une connaissance de l'entreprise, de ses procédures et de ses systèmes. Ils assureront le développement de chacun de ces projets, de l'analyse fonctionnelle à la mise en route.

Les interventions de ces ingénieurs auprès de l'ensemble des fonctions production d'E.P.S. doivent permettre un rapide élargissement de leurs responsabilités dans l'entreprise et dans le groupe SCHLUMBERGER.

Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, en précisant la référence, à :

**ETUDES
ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER**

Schlumberger

26, rue de la Cavée
- 92142 CLAMART
CEDEX

CONFIRMES Réf. 7837

Justifiant de 3 à 4 ans d'expérience, ils seront immédiatement responsables de projets informatiques importants.

Ils seront, à ce titre, directement en contact avec les utilisateurs pour définir, développer et mettre en place ces projets.

HAVAS CONTACT

offres d'emploi

only restauration

Pour accompagner son expansion
PARIS - PROVINCE
ONLY RESTAURATION
(SIEGE RUEIL MALMAISON)
renforce son corps d'INSPECTION :

**1/ INSPECTEURS (TRICES)
débutants (tes) et confirmés (ées)**

2/ RESPONSABLES D'AGENCES
(regroupement de secteurs d'inspection + développement commercial).

Pour la qualification 1, une formation BTS ou BTM est souhaitée. Les candidatures d'autodidactes de bon niveau sont également acceptées.

Le niveau 2 s'adresse à des professionnels de la restauration ou de l'hôtellerie ainsi qu'à des généralistes de formation supérieure, ne connaissant pas la branche d'activité, mais pouvant prouver leur réussite dans la responsabilité d'un centre de profit (Commercial + Gestion) autonome dans le secteur tertiaire de préférence.

Nous attendons avec intérêt votre dossier complet à Direction des Relations Humaines, 12, Avenue Paul Doumer, 92500 RUEIL MALMAISON Cedex.

Importants Société Française
d'Ingénierie Nucléaire, recherche pour son
**SERVICE PROCÉDES
et de Génie Chimique**

ingénieurs débutants

Une formation d'Ingénieur Grandes Ecoles; ou ENSIC, Génie Chimique est nécessaire.

Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest de PARIS.

Adresser C.V. détaillé + rémunération + photo, sous référence GI 81 à :

CARRIERES SERVICES Conseil en recrutement
19 Rue de la Paix 75002 Paris

offres d'emploi

**Chef du Service
Relations Sociales**

Le poste d'envergure pour la mise en place d'un constructeur mondial de matériel.

Dans des relations avec tous les niveaux du personnel, le titulaire sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme social de développement de l'emploi.

Il assurera des revendications syndicales et la production des réponses à y répondre.

Il assurera le dialogue avec les syndicats et le personnel (plus de 3000 personnes).

Il assurera la participation des programmes sociaux aux entreprises du groupe.

Il assurera le Directeur du Personnel dans ses relations avec les collaborateurs pour l'assistance.

Lieu de travail : proche banlieue parisienne NOIX.

Une formation supérieure et l'expérience en milieu industriel sont indispensables. Une bonne connaissance de la législation française est souhaitée.

Salaires : 120.000/an avec avantages divers.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au :

Cabinet Jean Tinar
Rue G. 1044) 12, rue Victor Massé
75009 PARIS.

Filiale d'un groupe international, une société française leader dans le domaine du contrôle et de la régulation recherche pour son siège de Paris un

**DIRECTEUR
EXPORTATION**

Celui-ci dépendant du Directeur Commercial et assisté d'une équipe d'ingénieurs d'affaires dont il supervisera et coordonnera les activités, développera les ventes dans les pays d'Europe du Nord et de l'Est, du Moyen Orient et d'Afrique en animant les activités des représentants déjà en place ou à installer.

Il traitera lui-même certaines affaires à haut niveau et sera responsable de la préparation et du suivi des budgets à court, moyen et long termes.

Agé d'au moins 35 ans et ayant une parfaite maîtrise de l'anglais, il sera diplômé d'une école supérieure de commerce. Possédant une culture technique suffisante, il apportera impérativement une expérience de plusieurs années de vente de biens d'équipements mécaniques dans le monde entier et la pratique des questions financières et fiscales liées aux échanges internationaux.

Envoyer C.V. détaillé, présentations et photo sous référence 5944 à
E.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**JEUNE INGENIEUR
FABRICATION**

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez une expérience professionnelle de quelques années acquise en fabrication, contrôle ou engineering.

Société de haute technicité, en pleine expansion, liée à un puissant groupe industriel français, nous vous proposons de valider votre expérience dans un secteur peu aux larges possibilités d'évolution. Après une période de formation à notre profit, vous serez chargé de suivre la qualité de nos fabrications et leur évolution.

Ce poste implique des déplacements en France et à l'étranger, auprès de nos usines et fournisseurs.

Anglais souhaitable.

Asial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré
75008 Paris, se charge de transmettre les candidatures qui lui parviendront sous la référence 550.

● Vous avez plus de 38 ans, un Doctorat en Droit ou un diplôme d'Ingénieur + CPA ;

● Vous êtes ou avez été responsable du personnel dans une importante unité (1.000 personnes par exemple) de fabrication continue;

● Vous vous sentez capable de franchir d'ici quelques années un cap dans votre carrière.

Un puissant groupe industriel français, parmi les premiers de son secteur (plus de 6.000 personnes, établissements en France et à l'étranger), crée le poste de

**ADJOINT AU DIRECTEUR
DU PERSONNEL**

Si vous répondez à ces critères, nous souhaitons recevoir votre candidature sous référence 252, et vous assurons une totale discrétion.

Gabriel MARCU,
154, boulevard Malesherbes,
75017 PARIS.

NET INFORMATIQUE
SOCIÉTÉ DE SERVICES
EN INFORMATIQUE

recherche

2 CHEFS DE PROJETS
Application Gestion Comptable
IBM 370 - COBOL
Application Gestion des Stocks
IBM 370 - PL1

4 ANALYSTES
IBM - PL1 - IMS - DL1
IBM - COBOL - NEAT

6 ANALYSTES
IBM 31-4 COBOL
UNIVAC - COBOL
IBM 31-4 - GAS - COBOL - CPT
IBM 370 - PL1

3 SPÉCIALISTES
MINI-ORDINATEURS
MIRA - TEMPS REEL
IBM 7
INTEL 80-80

Le poste de chef de projet sera très expérimenté. Il devra être capable d'encadrer des équipes pluridisciplinaires et de travailler en étroite collaboration avec les utilisateurs.

Les candidats doivent avoir : 4 ans d'expérience professionnelle, être de constructions posséder une maîtrise des langages de programmation et des logiciels.

Envoyer C.V. détaillé et présentations à :

NET INFORMATIQUE
1, rue de la Harpe, 75005 PARIS - Tél. 272-14-14
(Discrétion totale assurée).

**IMPORTANT BUREAU D'ETUDES EN
URBANISME**
recherche pour PARIS

**JEUNES
ECONOMISTES**
spécialistes en
finances locales

De formation supérieure (ingénieurs, DES Sciences Eco., Sciences Po., ESSEC, HEC), dynamiques, goût indispensable des contacts humains.

Ils seront chargés des études opérationnelles dans l'un des domaines suivants :

1) - Etudes générales sur les rapports entre finances locales et urbanisme.
- Recueil et traitement d'informations sur les finances locales et gestion de fichiers.
- Etablissement de dossiers de synthèses.

Pour ce poste des connaissances de base en informatique et une expérience de 2 à 4 ans en études économiques et planification régionale sont demandées.

2) - Etudes financières pour les collectivités locales (diagnostics et analyses prospectives), aspects financiers de l'urbanisme.

Pour ce poste une formation complémentaire en urbanisme est demandée. Une expérience de 2 à 4 années dans une collectivité locale serait appréciée.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo sous référence 5768 à :

organisation et publicité
2, rue de la Harpe, 75005 PARIS

Cie Générale de conserve d'AUCY
pour développer nos ventes en EUROPE
Nous recherchons

VENDEUR EXPORT

Il faut :

- Une première expérience d'Export de produits de grande consommation.
- Une bonne pratique de l'Anglais.
- De bonnes facultés d'autonomie et d'adaptation.
- La connaissance du marché du BENELUX serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo et présentations : Service du Personnel, 221, rue St-Honoré, 75008 PARIS Cedex 01.

E.A.I. recherche
AT 3 / ATP ÉLECTRONICIENS

pour installations et maintenance de ses ensembles hybrides.

Les candidats devront avoir :

- connaissances mini-ordinateur et périphérique, techniques digitales et analogiques;
- expérience S.A.V.;
- langue anglaise;
- si possible voiture;
- déplacements France et étranger;
- formation assurée.

Envoyer C.V. et présentations à F. KACZALA
E.A.I. 25-27, rue Gineoux 75737 Paris Cedex 15.

EXPLOITANTS

- CLIENTELE PME.
- CLIENTELE PARTICULIERS.

Une banque privée liée à un groupe industriel et financier de taille internationale recherche deux exploitants pour faire face à un développement rapide dans ces deux types de clientèle.

Les candidats possèdent une première expérience professionnelle réussie, si possible dans la banque, et disposent d'un niveau de formation supérieure.

Des connaissances en matière de gestion de patrimoine seront appréciées pour le second poste.

Les deux postes sont à pourvoir immédiatement à Paris.

Nous remercions les candidats d'adresser leur dossier complet et précisant le poste concerné sous référence 5805 à :

organisation et publicité
2, rue de la Harpe, 75005 PARIS

ALBAL
Sté SCAL, groupe PUK
recherche
**CADRE FEMININ
pour poste**

CHARGÉE D'ETUDES

fonction exige :

- Sciences économiques et maîtrise informatique.
- La candidate devra avoir une bonne connaissance des techniques d'études de marché (questionnaire, panel, etc...) et de l'informatique (analyse de programmes sur console).
- Une expérience de 3 à 4 ans dans une collectivité ou dans une société grand public.

Le poste peut être tenu à temps partiel.

Envoyer C.V. et photo sous réf 5833 à :
LTP 01, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris
qui transmettra

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
filiale d'un important groupe international
rech. pour son Etablissement de POISSY (78300)
Siège et Usine 750 personnes

INGENIEUR
pour occuper le poste de
CHEF DU SERVICE ENTRETIEN-SÉCURITÉ

La préférence sera donnée à un candidat de formation générale (Art et Métiers ou équivalent), ayant une expérience de quelques années. Le goût du commandement et des qualités de contacts sont nécessaires.

Adresser C.V. man. avec photo et présentations à
N° 6471 CONTEXTE Publ. 30, av. Opéra, Paris (1^{er})
qui transmettra.

CEGI
TYMSHARE

**JEUNES DIPLOMÉS
GRANDES ÉCOLES**

O., E.C.P., E.S.E., MINES, H.E.C. ...)

Filiale commune de CRÉDIT LYONNAIS
TYMSHARE
CEGOS

vous propose à Paris le poste de : APPLICATION CONSULTANT

Vous participerez à la conception, la réalisation et l'évolution d'applications informatiques dans les domaines les plus avancés du management des grandes entreprises.

Vous acquerez rapidement :

- des contacts approfondis dans un large éventail des plus importantes entreprises nationales et internationales de tous les secteurs économiques;
- une connaissance pratique des techniques utilisées (simulations financières, contrôle de production, gestion du personnel, études de marketing...) et de leurs solutions informatiques les plus évoluées;
- l'expérience des responsabilités;
- les premières notions de techniques commerciales.

Nous disposons d'un réseau mondial comprenant plus de 40 gros systèmes interconnectés. Nous y utilisons une gamme complète de langages des plus classiques aux plus sophistiqués.

Ce poste requiert :

- la meilleure formation Grande Ecole;
- un caractère actif et ouvert aux contacts;
- la faculté de s'adapter à la nouveauté et à la diversité;
- une première expérience de langage informatique;
- la connaissance de l'anglais.

Une formation ou une expérience complémentaire seront appréciées.

Rejoindre notre société, c'est participer à la croissance d'un groupe leader dans son domaine sur le plan mondial et assurer sa propre carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. (et photo) sous la réf. 5067, à :
CEGI-TYMSHARE, 108, Bureaux de la Colline, 82213 St-Cloud - T. 802-70-12.

**IMPORTANT CABINET
PARISIEN D'ASSURANCES**
recherche

UN RÉDACTEUR
destiné à devenir
CHEF DU SERVICE SINISTRES

Expérience confirmée toutes branches assurances. Connaissances CONSTRUCTION et BATIMENT. Formation juridique. Esprit d'organisation pour réaliser l'unification des procédures administratives du service. Qualités d'animateur. Esprit de négociation et de médiation dans les rapports avec les Clients. 32 ans minimum.

Adresser c.v. détaillé à M. J. GENEVAY
11, square Jasmin 75016 PARIS.
(réponse assurée)

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS
recherche

**AT 3 - ATP
COURANTS FAIBLES**
30 ANS MINIMUM

Pour mission de gestion et de contrôle d'un parc de petits matériels électroniques installés dans plusieurs régions.

Prévisions déplacements de 2 à 3 jours à prévoir.

Envoyer C.V. et photo sous référence M. 36728 B

مكتبة من الأصل

سورة الاحقاف

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADREES	La m/m. col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,15	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	30,00	34,22	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,22	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,22	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Chef du Service Relations Sociales

Un poste d'envergure pour la filiale française d'un constructeur mondial de premier plan.

Chargé des relations avec tous les représentants du personnel, le titulaire aura sous sa responsabilité :

- le développement du programme social et des conditions d'emploi
- l'analyse des revendications syndicales et la préparation des réponses à y apporter
- l'harmonisation du dialogue entre directions et personnel (plus de 3000 personnes)
- l'adaptation des programmes définis aux entreprises du groupe.

Il dépendra du Directeur du Personnel et aura deux collaborateurs pour l'assister. (Lieu de travail : proche banlieue parisienne N.O.).

Une formation supérieure et l'expérience d'une activité en milieu industriel sont indispensables. Une bonne connaissance pratique de l'anglais est souhaitée.

Salaire : 120.000/an avec avantages divers.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au

Cabinet Jean Timar
(Réf. G 1044) 12, rue Victor Massé 75009 PARIS.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE INTERNATIONALE LEADER MONDIAL DANS SA TECHNOLOGIE PROCÈDE À SES RECRUTEMENTS 1978

cadres débutants

X - MINES - CENTRALE etc. I.E.C. - ESSEC - H.B.A. etc.

Les postes d'entrée :

contrôle de gestion marketing production

NOUS RECHERCHONS DES PERSONNALITÉS D'UN FORT POTENTIEL D'ÉVOLUTION. UN NOUVEAU SUIVI DE CARRIÈRE ASSURERA LEUR DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LES DIFFÉRENTES FONCTIONS DE L'ENTREPRISE EN FRANCE ET AU PLAN INTERNATIONAL.

ANGLAIS NECESSAIRE. ALLEMAND SOUHAITABLE.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo à : 16 1850 P.A. SVP 37 rue du Général Foy 75008 Paris.

offres d'emploi

L'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS

45 % A L'EXPORTATION
rech. pour Siège à PARIS
et missions épisodiques à l'étranger
(4/5 par an av. absences 6 à 20 jours)

JEUNE CHARGE D'AFFAIRES ADMINISTRATIF & FINANCIER POUR LES MARCHÉS A L'EXPORTATION

ASSISTE ET CONSEILLE LES COMMERCIAUX tout au long des négociations ; étude des aspects administratifs et financiers, évaluation des risques - contacts avec DREE, TRÉSOR, BANQUES pour les montages financiers, ...

INDISPENSABLE

- E.S.C.P. ESSEC, I.E.P. ou équiv.
- ANGLAIS ABSOLUMENT COURANT
- EXPERIENCE FINANCIERE (1 à 2 ans min)
- ORIENTÉE DE PRÉF. VERS LES MARCHÉS A L'EXPORTATION

C.V. manusc., salaire, photo sur réf. 3865 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

offres d'emploi

INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

AUGMENTATION MINIMUM ANNUELLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES : 30 %
INTERTECHNIQUE QUI EST BÉNÉFICIAIRE DU PLAN DE CROISSANCE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

recherche pour sa Direction des Etudes :

INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMÉS OU DÉBUTANTS (Réf. 681.)

PROGRAMMEURS D'ÉTUDE CONFIRMÉS OU DÉBUTANTS (Réf. 682.)

pour conception et réalisation de systèmes temps réel. Logiciel de base des mini-ordinateurs (micro-tenue, télétransmission...)



Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Service quotidien de cars à partir de : Porte d'Anteuil, Porte de Saint-Cloud, 3 gares de Versailles, Colombes, Porte d'Orléans, gare de Plaisir, gare de Trappes.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce, à Direction du Personnel

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

MIT INFORMATIQUE
SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

2 CHEFS DE PROJETS

Application Gestion Comptable
IBM 370 - COBOL
Application Gestion des Stocks
IBM 370 - PL 1

4 ANALYSTES

IBM - PL 1 - IMS - DL 1
CH - HB COBOL - NEAT

6 ANALYSTES

CH - HB 61-84 COBOL
DRIVA 2 - COBOL
IBM 31-31 - GAP - COBOL - COP
IBM 370 - PL 1

3 SPÉCIALISTES

MINI-ORDINATEURS
MTRIA - TRIMPS RASL
IBM 7
INTEL 80-80

Le personnel retenu sera très expérimenté. Il s'intégrera aux équipes existantes afin d'assurer notre clientèle essentiellement en région parisienne.

Notre société : 3 années d'existence ; 40 spécialistes informatiques, offre de nombreuses possibilités d'évolution aux candidats de valeurs et des salaires très élevés.

Adresser d'urgence C.V. détaillé et prétentions à :

MIT INFORMATIQUE
5, rue du Heider, 75009 PARIS - Tél. 247-13-41.
(Discrétion totale assurée.)

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - PARIS

recherche pour son service filiales et participations

CADRE FINANCIER

CHARGÉ DES PROBLÈMES DE GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE DES FILIALES

Il aura un rôle d'étude et de conseil portant particulièrement sur :

- les études préliminaires à des créations de sociétés, regroupements, prises de participations ;
- l'élaboration des plans de financement et de trésorerie ;
- l'analyse des résultats financiers ;
- l'application pratique du droit des sociétés.

Poste très intéressant pouvant convenir à candidat HED - ESSEC - ESCP ou expérience comptable, ayant au moins 2 à 4 ans d'expérience.

Connaissances anglaises souhaitées.

Ecrire sous référence TE 478 AM.

4, rue Massenet, 75016 Paris

etap
discrétion absolue

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE MULTINATIONALE

recherche

POUR SA FILIALE FRANÇAISE

INGÉNIEUR CADRE COMMERCIAL

SOUS L'AUTORITÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

FORMATION ET EXPERIENCE :

- diplôme de l'Ecole nationale supérieure du pétrole et des moteurs ;
- expérience (4 à 5 ans min.) acquise dans une société d'engineering principalement à réaction pétrolière ou pétrochimique ;
- anglais courant indispensable, autres langues souhaitées ;
- sens des contacts humains ;
- connaissances de pays des Maghreb et des pays francophones.

SES RESPONSABILITÉS SERONT :

- promotion des activités de la société auprès des clients ;
- participation à l'élaboration des offres et à la négociation des contrats avec les clients ;
- se tenir informé des possibilités du marché international dans les domaines d'intérêt de la société.

FORMATION ET CARRIÈRE ASSURÉE DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

Envoyer C.V. et prétentions : n° TO 5486 M. Régie-Presses, 85 bis, r. Beaumour, 75002 Paris.

BANQUE PRIVEE

à forts objectifs de développement à PARIS et en PROVINCE recherche :

Attachés commerciaux

Apporteurs d'affaires extrêmement performants

Ils auront pour mission de conquérir une clientèle rigoureusement sélectionnée, donc exigeante, d'entreprises et de particuliers, grâce à la qualité de leurs conseils en financements et en placements.

Ils devront avoir le sens du dialogue efficace et la volonté d'obtenir par leurs résultats une PROMOTION EXCEPTIONNELLE.

Leur expérience antérieure dans le domaine bancaire ou financier devra donc apporter la preuve de leur impact commercial.

Candidature manuscrite, C.V. avec position actuelle, photo et prétentions sous réf. 7143 à

rsc carrières
92 rue bonaparte 75006 Paris.

ALBAL
Sté SCAL, groupe PUK

recherche

CADRE FEMININ pour poste

CHARGÉE D'ÉTUDES

Formation exigée :
- Sciences économiques et maîtrise informatique.
- La candidate devra avoir une bonne connaissance des techniques d'études grande consommation (motivation, panel, etc ...) et de l'informatique (utilisation de programmes sur console).
- Expérience services études de sociétés grand public souhaitable.

Le poste peut être tenu à temps partiel.

Envoyer C.V. et photo sous réf 5833 à : LTP 31, Bd Borne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra

Allianz Assurances

recherche

pour sa branche Assurances Techniques

UN INGENIEUR DIPLOME

30 ans minimum

Expérience industrielle et connaissance approfondie de la langue allemande indispensables.

Formation complémentaire en Allemagne assurée.

Lieu de travail : PARIS

Déplacements fréquents à prévoir

Ecrire avec CV détaillé, prétentions annuelles et photo au Service du Personnel 15, avenue de la Grande Armée B.P.24 75761 Paris Cedex 16.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
leader mondial dans sa branche
50 Kms au Nord de Paris

recherche son

CHEF de SECTION états financiers

78.000/91.000 F.

SES MISSIONS :

- assurer le contrôle des bilans et comptes d'exploitation mensuels nécessaires à la gestion du personnel,
- établir le planning mensuel de traitement des systèmes informatiques avec les autres chefs de section comptable et le département informatique, effectuer les déclarations fiscales.

SI VOUS ÊTES :

- âgé de 30 ans environ, de formation B.T.S ou niveau DECS
- familiarisé avec les méthodes comptables anglo-saxonnes,
- et sous avec une expérience de 5 ans minimum et une bonne maîtrise de la langue anglaise,

envoyez C.V., photo, salaire actuel sous réf. 77.85 AM à

Jélie DUJOUR
Cabinet Claude VITET,
20, rue Croix des Petits Champs, 75001 PARIS.

T.R.T.

recherche

INGÉNIEURS

Expérience en mécanique et électronique. Développement ou méthodes de fabrication de matériel de télécommunication.

Intéressés par des responsabilités dans un service qualité ou analyse de la valeur ou contrôle des prix industriels.

Adresser C.V. et prétentions à T.R.T., 5, avenue Beaumour, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS

recherche

A.T.3. - A.T.P. COURANTS FAIBLES

30 ANS MINIMUM

Pour mission de gestion et de contrôle d'un parc de petits matériels électroniques installés dans plusieurs régions.

Frequents déplacements de 2 à 3 jours à prévoir.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence M. 3572 B

17 rue du Docteur Leblot 64300 VINCENNES qui transmettra

telesystemes

Importante Société de Services en téléinformatique

recherche pour participer au développement de ses activités de conception et de réalisation de réseaux et de systèmes de téléinformatique :

ingénieurs et analystes programmeurs

- Niveau de formation : - Ecole d'ingénieur ou universitaire - Instituts universitaires de technologie (informatique)
- Débutants ou ayant 2 années d'expérience dans la réalisation de logiciels sur minis et micro-ordinateurs dans des applications téléinformatiques.

Lieu de travail : PARIS

Adresser CV et prétentions à réf. 122 à

TELESYSTEMES
Division des systèmes de téléinformatique
117, rue de Bea, 75007 PARIS

NCR FRANCE

recrute pour Siège Paris

TOUR NEPTUNE - PONT DE NEUILLY

UN CADRE FONCTION PERSONNEL

particulièrement chargé du recrutement.

- Formation supérieure en psychologie appliquée
- Plusieurs années d'expérience dans la fonction recrutement
- Connaissance de la langue anglaise
- L'expérience des métiers de l'informatique serait un atout
- Devra s'intégrer à une équipe pour développer une gestion prévisionnelle du personnel.

Envoyez lettre, CV, photo à :
Direction du Personnel - NCR FRANCE
191 rue de Vaughard 75740 Paris Cedex 15
(réponses et discrétion assurées)

FRANKIN

loue des véhicules industriels - possède une flotte importante de camions (7000) - il faut accroître, renouveler, gérer, recherche pour PARIS

cadre supérieur

connaissent parfaitement les V.L. (chassis, carrosseries) et leurs constructeurs. Expérimentés et très organisés.

CAPABLE DE :

- négocier, diriger, organiser et commander.
- l'achat de 1500 véhicules/an.
- la vente de 1000 véhicules/an.
- administrer le parc utilisé.

Adr. C.V. manuscrit + photo + prêt. sous réf. FR 4 à :

FRANKIN SA, 191 st. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY

50

LE 2^e SALON INTERNATIONAL DE LA PUBLICITÉ

Des idées et des entreprises

Le 22 mai s'est ouvert, au palais du CNLT, à la Défense, le deuxième Salon international de la publicité, le I.A.M. 78 (International Advertising Market). Jusqu'au 28 mai, il rassemble deux cent vingt-cinq exposants (dont le quart viennent de l'étranger) : des agences de publicité, bien sûr, mais aussi les médias — presse, radio, télévision et les prestataires de la publicité (sociétés de production de films et d'animations, sociétés d'affichage, de promotion, de marketing, de publicité sur les lieux de vente, etc.). Sous le patronage de la Fédération nationale de la publicité, la dixième Salon International se place — sous le signe de la créativité — et s'est donné pour titre « Le forum des idées ». On ne peut savoir si les colloques organisés par le Conseil national de la publicité — La publicité dans les programmes d'enseignement en France et dans le monde — « Publicité et libre choix », « La publicité et l'exportation », ainsi que la quarantaine de débats, conférences, rencontres en tous genres qui se succéderont, répondront à l'attente des assistants, malgré la participation de « témoins » du marketing et de la publicité américaine. En fait, et plus prosaïquement, l'I.A.M., comme tous les salons, a pour objectif premier

de favoriser les contacts entre fournisseurs et clients potentiels, et ce n'est déjà pas si mal. Il est en tout cas pour nous l'occasion de chercher à y voir plus clair dans ce qui est devenu un véritable secteur économique. None ne chercherons pas à trancher la débat, qui n'est pas près d'être clos, sur le point de savoir si la publicité est ou non un « moteur économique » — comme ses thuriferaires — les publicitaires eux-mêmes — se plaisent à le répéter. Mais à défaut d'être un tel indicateur de l'activité économique (pourquoi diable dans ce cas la profession n'aurait-elle pas exercé avec succès ses talents aux heures sombres de la crise pétrolière ?), la publicité a l'avantage, incontestable, celui-là, d'être un « climatiseur » privilégié de la santé des entreprises, et donc de l'activité économique. Les efforts faits par la profession en France pour publier régulièrement des notes de conjoncture présentent à cet égard un intérêt certain. De la même façon, mais dans un autre domaine, les séries menées pour mieux comprendre les raisons de l'apparent et relatif sous-développement publicitaire dans notre pays appuient sur ce secteur, même si elles sont encore trop limitées, des vues originales et des renseignements précieux. Mal-

heureusement, l'information économique sur le secteur publicitaire reste incomplète, en raison de la trop grande discrétion des agences et des annonceurs sur leur activité. On observe à cet égard un progrès depuis quelques années, mais il reste encore insuffisant. Trop d'entreprises ingent que leurs investissements et leur politique publicitaires font partie du secret des affaires. Il est donc impossible de parler des annonceurs français comme on peut le faire des annonceurs américains.

En revanche, on se préoccupe beaucoup dans notre pays de déontologie et d'antidiscipline. L'oubli, en soi, cette démarche serait beaucoup plus efficace si elle s'appuyait sur une volonté concrète de se faire mieux connaître, cela éviterait beaucoup de procès d'intention sur l'ampleur des campagnes publicitaires, sur les effets de la publicité sur les prix et sur le respect nécessaire du consommateur final.

On peut espérer que, avec le temps, annonceurs et publicitaires français, avec d'autres motivations que les Américains — toujours fiers de faire du l'argent et de le faire savoir, — choisissent la voie de la clarté.

JOSÉ DOYÈRE.

Les agences : la reprise s'amorce

Les publicitaires — entendez les responsables de l'Association des agences de publicité (A.A.C.P.) — sont optimistes pour le marché publicitaire 1978 : le climat chez les annonceurs est plutôt positif. Les données économiques ont certes peu varié depuis les élections législatives, et si le résultat de celles-ci n'a pas déclenché une grande vague d'enthousiasme se traduisant par une multiplication inhabituelle de campagnes et par le gonflement des budgets publicitaires, c'est qu'un certain attentisme persiste dans les en-

treprises en raison des échéances sociales. De plus, les résultats du premier trimestre 1978 peuvent paraître faibles avec une hausse en volume de 2 à 3 % du chiffre d'affaires par rapport au premier trimestre de 1977. Cependant, il faut tenir compte du fait qu'un premier trimestre de l'an passé l'activité publicitaire avait été anormalement élevée, grâce au report en début d'année des budgets de la fin de l'année précédente. Les agences de publicité attendent donc à ce cours du second semestre à l'explication de

certaines budgets, ainsi qu'un lancement de nouveaux produits. Mais, c'est seulement en 1979 que l'A.A.C.P. a pu se consolider de ce mieux être déjà un peu sensible en 1977.

Selon l'INREP (Institut de recherches d'opinion publicitaires), le chiffre d'affaires de la publicité en 1977 a atteint 13 500 millions de francs, contre 11 900 millions en 1976, soit une progression de 13,4 %. De cette manne totale, les agences ont drainé 5 780 millions de francs contre 5 120 millions en 1976 (+ 12,9 %).

Il est difficile de connaître avec précision le nombre des agences de publicité. L'A.A.C.P. en regroupe 97 (qui représentent 114 « bureaux ») qui ont réalisé, au cours de l'année dernière, 5 260 millions de francs de chiffre d'affaires, soit plus de 90 % de l'activité de la branche. En tout, 3 200 budgets publicitaires émanant d'environ 2 500 annonceurs : 7 % d'entre eux dépassent les 3 millions de francs, 13 % cotent de 1 à 3 millions, 18 % de 500 000 à 1 million, et la grosse majorité (59 %) représente un investissement unitaire inférieur à 500 000 francs.

L'ensemble de ces budgets a rapporté aux agences un revenu

de 780 millions de francs, soit 15 % du chiffre d'affaires, ce qui est comparable aux constatations qu'on peut faire aux Etats-Unis (voir tableau ci-dessous).

Cette marge brute est composée de 500 millions de francs de commissions, de 125 millions de francs de charges de production (soit qu'une agence ait exécuté directement une réalisation conçue pour un client, soit qu'elle en ait sous-traité la fabrication, avant de revendre le matériel à son client-annonceur).

Activités de service, les agences de publicité sont évidemment des entreprises de main-d'œuvre : les charges salariales (salaires et charges sociales) représentent 67,5 % des frais, contre seulement 6,1 % pour les loyers et 14,4 % de frais généraux. Autrement dit, depuis 1975, la situation des entreprises est devenue bénéficiaire, après l'année sombre que fut 1974. Le bénéfice imposable des agences, qui était de 1,8 % du chiffre d'affaires en 1974, a atteint 7,7 % en 1977. Ces résultats sont loin de satisfaire les intéressés, qui estiment qu'une marge brute de 20 %, lessée de 7,7 % dans les impôts de 4-5 %, serait nécessaire pour assurer le bon développement des activités.

Pas assez de publicité ?

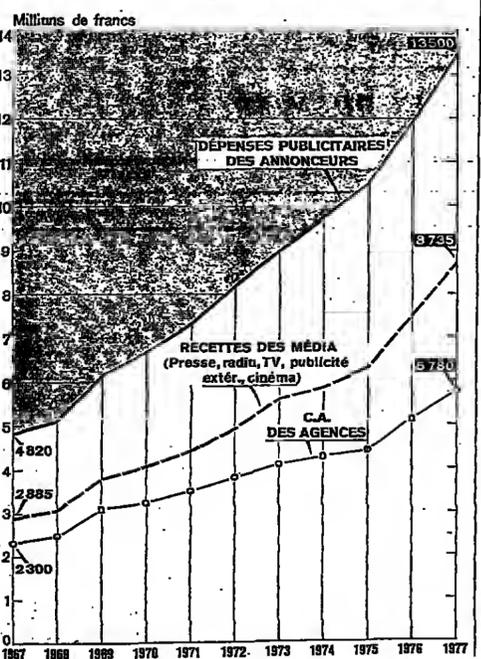
Les Français n'aiment guère la publicité, selon une enquête de la Commission économique européenne, réalisée en novembre 1976. La France compte seulement 8 % de personnes favorables à la publicité (contre 16 % en Allemagne fédérale et 10 % en Grande-Bretagne) et 52 % de « consommateurs agressifs et de contestataires antipublicitaires » (contre 39 % outre-Rhin et 41 % outre-Manche). Rien d'étonnant dans ces conditions que beaucoup de consommateurs ressentent la publicité comme une agression perpétuelle, se jugeant submergés de « messages » dont la fréquence et l'insistance les salarient. A l'inverse, bien des publicitaires estiment le niveau de leur activité nettement insuffisant pour un pays industriel moderne, allant jusqu'à parler de « sous-développement publicitaire ».

Il est vrai que certaines comparaisons internationales semblent leur donner raison. En 1974, selon l'I.A.A. (1), la France venait, dans l'absolu, au cinquième rang pour les dépenses publicitaires, avec 1 982 millions de dollars, derrière les Etats-Unis (26 780 millions), le Japon (4 183 millions), l'Allemagne fédérale (2 523 millions) et la Grande-Bretagne (2 215 millions). Pour les dépenses publicitaires par habitant, la France se situait au seizième rang, tandis qu'en pourcentage du produit national brut, avec 0,78 %, elle se situait au trentième rang, entre la Colombie et la Thaïlande à titre de comparaison, citons les 2,97 % des Etats-Unis, au tout premier rang, les 1,27 % de la Grande-Bretagne (au onzième rang), les 1,01 % du Japon (au dix-neuvième rang), mais aussi les 0,73 % de l'Allemagne, au trente-cinquième rang. Bien que les spécialistes de l'Association des agences de publicité reconnaissent que ces comparaisons de l'investissement publicitaire par rapport au P.N.B. sont « pour une part exagérées », ils en concluent néanmoins qu'elles reflètent « l'existence d'une sous-utilisation par les entreprises ».

Il est vrai que certaines comparaisons internationales semblent leur donner raison. En 1974, selon l'I.A.A. (1), la France venait, dans l'absolu, au cinquième rang pour les dépenses publicitaires, avec 1 982 millions de dollars, derrière les Etats-Unis (26 780 millions), le Japon (4 183 millions), l'Allemagne fédérale (2 523 millions) et la Grande-Bretagne (2 215 millions). Pour les dépenses publicitaires par habitant, la France se situait au seizième rang, tandis qu'en pourcentage du produit national brut, avec 0,78 %, elle se situait au trentième rang, entre la Colombie et la Thaïlande à titre de comparaison, citons les 2,97 % des Etats-Unis, au tout premier rang, les 1,27 % de la Grande-Bretagne (au onzième rang), les 1,01 % du Japon (au dix-neuvième rang), mais aussi les 0,73 % de l'Allemagne, au trente-cinquième rang. Bien que les spécialistes de l'Association des agences de publicité reconnaissent que ces comparaisons de l'investissement publicitaire par rapport au P.N.B. sont « pour une part exagérées », ils en concluent néanmoins qu'elles reflètent « l'existence d'une sous-utilisation par les entreprises ».

Il est vrai que certaines comparaisons internationales semblent leur donner raison. En 1974, selon l'I.A.A. (1), la France venait, dans l'absolu, au cinquième rang pour les dépenses publicitaires, avec 1 982 millions de dollars, derrière les Etats-Unis (26 780 millions), le Japon (4 183 millions), l'Allemagne fédérale (2 523 millions) et la Grande-Bretagne (2 215 millions). Pour les dépenses publicitaires par habitant, la France se situait au seizième rang, tandis qu'en pourcentage du produit national brut, avec 0,78 %, elle se situait au trentième rang, entre la Colombie et la Thaïlande à titre de comparaison, citons les 2,97 % des Etats-Unis, au tout premier rang, les 1,27 % de la Grande-Bretagne (au onzième rang), les 1,01 % du Japon (au dix-neuvième rang), mais aussi les 0,73 % de l'Allemagne, au trente-cinquième rang. Bien que les spécialistes de l'Association des agences de publicité reconnaissent que ces comparaisons de l'investissement publicitaire par rapport au P.N.B. sont « pour une part exagérées », ils en concluent néanmoins qu'elles reflètent « l'existence d'une sous-utilisation par les entreprises ».

La publicité en France : 13,5 milliards de francs



Former des jeunes

Le poids élevé des charges salariales s'explique par la composition du personnel des agences. Sur 4 200 collaborateurs, (1), on compte 630 directeurs et cadres supérieurs (15 % de l'ensemble), 1 890 cadres commerciaux et administratifs (45 %), le reste étant composé d'employés et de techniciens. Encore faut-il signaler que la dégradation de la situation de l'emploi ne se retourne que lentement. En 1975, les effectifs étaient en baisse de 13 %

(1) Il ne s'agit là que du personnel des agences adhérentes à l'A.A.C.P. Les statistiques exhaustives de la branche (qui comprend, outre les agences, les créateurs et intermédiaires, les régies publicitaires, les éditeurs spécialisés, les entreprises qui fabriquent les cadenas publicitaires, etc.) donnent un chiffre de 37 000 salariés. Ce chiffre inclut les publicitaires employés dans les services liés des entreprises industrielles et commerciales, ainsi que les professionnels employés par les médias.

par rapport à 1973, et en 1977, en dépit d'un redressement, ils sont encore inférieurs de 9 % à ceux qu'ils étaient quatre ans plus tôt. La progression générale des effectifs a été de 2,3 % en 1977, plus forte dans les petites agences (7,7 % dans les entreprises qui réalisent moins de 20 millions de francs de chiffre d'affaires annuel), plus faible dans les grandes (+ 1,3 % dans celles qui dépassent les 100 millions de francs). On s'attend que ce mouvement se poursuive avec, cependant, une difficulté : les années qui viennent de s'écouler ont singulièrement freiné l'embauche des jeunes, et actuellement, c'est un fait nouveau, les agences ont du mal à trouver des collaborateurs ayant deux ou trois années d'expérience. Former des jeunes et stabiliser un emploi qui a toujours été très mouvant, sont aujourd'hui les tâches que la profession, entreprise par entreprise et collectivement, va devoir entreprendre pour conserver son dynamisme

Aujourd'hui le classement des grandes agences de publicité a changé.

BOSSARD COMMUNICATION

15^{ème} Agence conseil en publicité

CA (ht) 150 MILLIONS - 105 COLLABORATEURS / TOUR BOSSARD - 12 BIS, RUE JEAN-JAURÈS - 92807 PUTEAUX - 776 42 01.

AUX ETATS-UNIS

LES CENT PREMIERS ANNONCEURS ASSURENT PLUS DE LA MOITIÉ DES BUDGETS NATIONAUX DES GRANDS MÉDIAS

Le monde des annonceurs, c'est celui des affaires, des entreprises industrielles et commerciales, dont la réalité se dissimule derrière les produits qu'ils fabriquent et vendent.

Les grands médias (presse, télévision, radio, affichage, presse agricole), auxquelles sont ajoutées des évaluations sur les autres investissements publicitaires nationaux (publicité directe, publicité sur les lieux de vente, primes, promotions diverses), cette étude ne prend pas en compte les dépenses locales de publicité. Certaines entreprises dont le « poids » est comparable aux cent premières citées font très peu de publicité nationale et, comme telles, n'apparaissent pas dans cette recension.

La publicité a « marché très fort » aux Etats-Unis en 1978. Les investissements publicitaires des cent premiers annonceurs nationaux ont atteint 7,7 mil-

liards de dollars, en augmentation de 20,3 % par rapport à 1975. Cette progression constitue un record absolu depuis plus de vingt ans. Elle est presque deux fois plus forte qu'en 1967, année prospère s'il en fut (+ 12 %).

Les adeptes inconditionnels

La branche la plus « active » est la pharmacie et la fabrication de produits de beauté. Vingt firmes figurent dans le palmarès et c'est là également qu'on trouve les dépenses publicitaires les plus fortes. Cinq de ces sociétés consacrent à la publicité plus de 15 % de leur chiffre d'affaires, dont Warner-Lambert Co. (au dixième rang national avec 199 millions de dollars d'investissement publicitaire. Mais c'est Block Drug Co. (au quatrième rang national) qui apparaît comme le champion de la catégorie, qui consacre 23,8 % de son chiffre d'affaires à la publicité. En dehors de cette branche, une seule firme, fabricant de la bonneterie, Hanes Corp. (au cinquante et unième rang national), fait un effort publicitaire comparable : 15,9 % de son chiffre d'affaires.

A côté de ces adeptes incondi-

tionnels de la publicité, on trouve de nombreux fabricants de produits alimentaires dont le plus agressif, publicitairement parlant, investit 7,8 % de ses ventes en publicité. On recense également neuf firmes automobiles, la majorité d'entre elles dépensant moins de 1 % de leur chiffre d'affaires à vanter leurs marques. On y rencontre deux firmes européennes (Volkswagen et British Leyland) et trois sociétés japonaises (Toyota, Mitsubishi et Honda). A noter, enfin, cinq fabricants de produits détergents et nettoyants (dont le leader toutes catégories, Procter and Gamble), cinq producteurs de cigarettes, cinq compagnies aériennes et trois pétroliers (Mobil, Esso, Shell). Seuls, deux détaillants figurent dans ce palmarès : Sears, Roebuck et J.C. Penney. Mais Sears, au quatrième rang national, avec 2 % de son chiffre d'affaires, comme Penney, avec 1 % des ventes, au trentecinquième rang, sont peu significatifs. La publicité directe et la publicité locale absorbent une très grande part de leur effort publicitaire. Si ces données étaient prises en compte, l'invest-

issement publicitaire du premier distributeur mondial doublerait. Une originalité est à noter. Le gouvernement américain, qui a dépensé en 1976, comme l'année précédente, 113 millions de dollars de publicité, figure au dix-septième rang des annonceurs. Ces caractéristiques de la politique publicitaire des firmes américaines demandent bien sûr à être affrénées. Chacune développe sa stratégie en la matière, augmentant parfois brutalement ses dépenses globales, privilégiant tel média, faisant porter sectoriellement l'essentiel de son effort sur un produit précis, ancien ou nouveau.

Ford a sans conteste attiré l'attention des professionnels en 1976 avec la « dramatique » augmentation de ses budgets passés en un an de 91 à 162 millions de dollars (soit une progression de 78 %), ce qui l'a fait passer du dix-huitième rang au septième, une performance qui n'est pas à la portée de tout le monde, bien que cet effort ne l'ait pas permis d'obtenir le premier rang de la publicité.

La télévision est le média privilégié des grands annonceurs, ce qui n'a rien d'étonnant, puisque aucun frein n'existe, que la saturation des réseaux au développement de la publicité télévisée. Les dix premiers annonceurs, tous médias confondus, se retrouvent dans le peloton de tête des annonceurs de la télévision. Procter and Gamble va même jusqu'à consacrer 90 % de ses budgets grands médias à la télévision. Mais des choix diamétralement opposés peuvent être faits. La société J.R. Reynolds-Industries (tabac et alimentation), au on-

zième rang national avec un investissement publicitaire de 140 millions de dollars (soit 2,4 % de son chiffre d'affaires, privilège la presse écrite et l'affichage : 40 % de ses budgets aux quotidiens, 30 % aux magazines et 30 % à l'affichage extérieur).

Produit par produit, on trouve des choix encore plus marqués. La plus grosse campagne publicitaire de l'année a été faite par Philip Morris pour Merit, une cigarette pauvre en goudrons. Le coût de cette opération, 40 millions de dollars, représente pratiquement l'essentiel de son effort sur un produit précis, ancien ou nouveau.

Ford a sans conteste attiré l'attention des professionnels en 1976 avec la « dramatique » augmentation de ses budgets passés en un an de 91 à 162 millions de dollars (soit une progression de 78 %), ce qui l'a fait passer du dix-huitième rang au septième, une performance qui n'est pas à la portée de tout le monde, bien que cet effort ne l'ait pas permis d'obtenir le premier rang de la publicité.

La télévision est le média privilégié des grands annonceurs, ce qui n'a rien d'étonnant, puisque aucun frein n'existe, que la saturation des réseaux au développement de la publicité télévisée. Les dix premiers annonceurs, tous médias confondus, se retrouvent dans le peloton de tête des annonceurs de la télévision. Procter and Gamble va même jusqu'à consacrer 90 % de ses budgets grands médias à la télévision. Mais des choix diamétralement opposés peuvent être faits. La société J.R. Reynolds-Industries (tabac et alimentation), au on-

zième rang national avec un investissement publicitaire de 140 millions de dollars (soit 2,4 % de son chiffre d'affaires, privilège la presse écrite et l'affichage : 40 % de ses budgets aux quotidiens, 30 % aux magazines et 30 % à l'affichage extérieur).

Produit par produit, on trouve des choix encore plus marqués. La plus grosse campagne publicitaire de l'année a été faite par Philip Morris pour Merit, une cigarette pauvre en goudrons. Le coût de cette opération, 40 millions de dollars, représente pratiquement l'essentiel de son effort sur un produit précis, ancien ou nouveau.

Ford a sans conteste attiré l'attention des professionnels en 1976 avec la « dramatique » augmentation de ses budgets passés en un an de 91 à 162 millions de dollars (soit une progression de 78 %), ce qui l'a fait passer du dix-huitième rang au septième, une performance qui n'est pas à la portée de tout le monde, bien que cet effort ne l'ait pas permis d'obtenir le premier rang de la publicité.

La télévision est le média privilégié des grands annonceurs, ce qui n'a rien d'étonnant, puisque aucun frein n'existe, que la saturation des réseaux au développement de la publicité télévisée. Les dix premiers annonceurs, tous médias confondus, se retrouvent dans le peloton de tête des annonceurs de la télévision. Procter and Gamble va même jusqu'à consacrer 90 % de ses budgets grands médias à la télévision. Mais des choix diamétralement opposés peuvent être faits. La société J.R. Reynolds-Industries (tabac et alimentation), au on-

LES QUINZE « GRANDS »

Table with 4 columns: Company Name, Chiffre d'affaires 1976, Investissements publicitaires, Pourcentage du chiffre d'affaires. Includes Procter and Gamble, General Motors, General Foods, Sears Roebuck, Warner Lambert, Bristol-Myers, Ford Motor, American Home Products, Philip Morris, Mobil, R. J. Reynolds, Unilever, General Mills, Heublein, Colgate Palmolive.

Le Monde d'aujourd'hui et de demain

LES ENSEIGNANTS L'ECONOMIE JAPONAISE

TROIS AGENCES DÉPASSENT LE MILLIARD DE DOLLARS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Les agences de publicité américaines sont à la taille du pays où elles exercent leur activité : 583 agences ont, selon Advertising Age, réalisé en 1977 un chiffre d'affaires mondial de 19,4 milliards de dollars. Trois agences (J. Walter Thompson, Young and Rubicam et McCann Erickson) dépassent chacune le milliard de dollars. Les 583 agences répertoriées ont encaissé un revenu brut de 2,86 milliards de dollars, soit 14,7 % du chiffre d'affaires. Soixante-sept de ces agences réalisent chacune plus de 5 millions de dollars de revenus mondiaux. Les huit premières dépassent 100 millions de dollars.

Traçons un portrait rapide, en 1977, des trois plus importantes : J. Walter Thompson emploie 5 857 salariés dans soixante agences, dont vingt-trois sont situées aux Etats-Unis. Sur 1 259 millions de dollars de chiffre d'affaires, 619 millions (soit 49 %) viennent des Etats-Unis. J.W.T. réalise 78 % de son chiffre d'affaires américain dans les médias, 9 % en fourniture de matériels et de services et 13 % en honoraires. La télévision reçoit 82,3 % des budgets réservés aux médias.

Young and Rubicam emploie 5 400 salariés dans soixante et un bureaux, dont vingt-cinq aux Etats-Unis. Son chiffre d'affaires mondial de 1 133 millions de dollars est réalisé à 89 % (1 017 millions) aux Etats-Unis. La télévision absorbe la moitié des budgets distribués aux médias (71 % du chiffre d'affaires américain), la fourniture de services représente 14 % du chiffre d'affaires, les honoraires 15 %.

LES DIX PREMIERES (en millions de dollars)

Table with 5 columns: Agency Name, Chiffre d'aff. mondial 1977, Progression sur 1970 (%), Revenus 1977, en % du C.A., Progression sur 1970 (%). Includes J. Walter Thompson, Young and Rubicam, McCann Erickson, Ogilvy and Mather, Leo Burnett, Ted Bates, B.D.O., S.B.C., Foote, Cone and Belding, D'Arcy-Mac Manus and Masius.

(La première agence mondiale n'est pas américaine, DENTSU, une firme japonaise, a, en 1977, réalisé un chiffre d'affaires de 1 415 millions de dollars, ce qui représente un revenu de 212,6 millions, soit 15 % du chiffre d'affaires.)

IAM '78. Venez communiquer avec ceux qui communiquent. 2e Salon International de la Publicité 2nd International Advertising Market 22-26 mai 1978 Paris CNIT, La Défense - niveau 1

Réponses dans les Dossiers Marketing de Stratégies. Les bières. Les pneumatiques. Les vêtements. Les hommes forts. La communication. Tout ce qui concerne un marché est étudié, analysé quantitativement et qualitativement, commenté, à fond.

LA PUBLICITE Les annonceurs à la recherche... C'est comment s'articulent les relations entre les annonceurs et les médias... OJD 1 369 293 ex augmentatif

مكتبة من الأصل

سكوتة الاحول

Les annonceurs à la recherche d'un leadership Les limites de l'autodiscipline

COMMENT s'articulent les relations entre les annonceurs, les supports ou médias et les agences de publicité? Réunis autour d'un produit commun qui est le « message » tel que le percevront les clients potentiels d'un article donné, ils ont un intérêt commun — la réussite d'une campagne de publicité — doublé d'intérêts particuliers: l'amélioration du chiffre d'affaires et de la rentabilité de leurs entreprises propres. Depuis quelques années, un phénomène se fait jour, la place de plus en plus grande de l'annonceur dans l'acte publicitaire.

Rassemblés dans l'Union des annonceurs, huit cent cinquante sociétés ou groupes industriels et commerciaux (qui représentent près de 70 % de la totalité des budgets publicitaires) ont depuis plusieurs années afin de « promouvoir l'annonceur responsable ». Sous cette notion de responsabilité perçue une volonté de reprendre le leadership en matière de publicité, face aux agences et aux médias. Le Livre blanc publié en mai 1972 sous le titre les Besoins des annonceurs en matière de recherche publicitaire, s'occupait en exergue de la boutade fameuse attribuée à un homme d'affaires: « Je suis que la moitié de mon budget de publicité est gaspillée, mais, malheureusement, je ne suis pas la moitié ». Cette exigence en matière de recherche (qu'il s'agisse des cibles, c'est-à-dire des consommateurs potentiels à sensibiliser, de la diffusion des médias, des méthodes les mieux adaptées) donnait le ton de la prise de conscience qui peu à peu s'est fait jour chez les annonceurs, prise de conscience de leur fonction de « décideurs » et donc de leurs droits. Menée par négociations entre organismes professionnels, lente à se traduire dans les faits, cette démarche vise aussi bien à mettre au point, avec les agences, des contrats plus clairs qu'auparavant, avec les médias et les supports, les conditions de l'évolution des tarifs, ou de l'achat d'espace (par une agence, directement ou par le biais d'une centrale d'achats). Simultanément, les annonceurs s'équipent de services spécialisés de plus en plus compétents et étoffés, et au moment même où les agences réaffirment à la fois leur efficacité et leur professionnalisme et la nécessité de rémunérations

suffisantes de leurs services, proclament le droit pour l'annonceur de « choisir ses supports et d'utiliser ou non les services d'une agence » (communication de M. Alain Almeras, vice-président de l'U.D.A., au récent congrès de l'Union internationale des associations d'annonceurs, à Copenhague).

Outre l'aménagement en leur faveur des méthodes utilisées jusqu'ici par la publicité classique, les annonceurs s'intéressent aujourd'hui à ce qu'ils appellent les « nouveaux médias »: la télé-diffusion, les radios libres (qui posent le problème du monopole de l'Etat sur la télévision et la radio), les journaux sur cassettes audio-visuelles, la vidéo-transmission de groupe (projection sur grand écran et dans un lieu public d'un programme achevé par télécommunication), la presse gratuite (qui se développe dans l'immobilier, la distribution, l'automobile) et même, l'affichage sauvage. Les annonceurs n'entendent pas laisser se développer ces nouveaux supports éventuels en dehors de leur influence, qu'il s'agisse de la conception et du lancement de ces médias ou, plus simplement, de les utiliser comme véhicules de messages publicitaires. Ces innovations présentent le double avantage de sortir des sentiers battus et de ne connaître ni encombrement ni cherté des tarifs, des supports reconnus comme efficaces, ni listes d'attente. En revanche, ces médias présentent des risques à mesurer, qu'il s'agisse de l'investissement financier à consentir ou de la notoriété qu'une marque peut en retirer. Conscience de ces risques et convaincus de détenir le nerf de la guerre, les annonceurs semblent prêts à maintenir très haut la barre de leurs exigences: obligation de contrôle de l'audience, assortie d'une garantie contractuelle limitant les risques de l'annonceur, définition claire des conditions d'exécution, élaboration de tarifs « acceptables », en prenant en considération le rôle des régies publicitaires, reconnaissance à l'annonceur d'un droit de réponse « à toute critique sur ses produits, sa publicité ou son entreprise ».

Enfin se pose le problème du recours aux publicitaires professionnels, l'U.D.A. n'y va pas par quatre chemins: « On peut craindre que les publicitaires ne

soient pas incités à favoriser les initiatives (...) du fait de l'inertie bien connue qu'ils peuvent avoir pour toutes les choses nouvelles non institutionnalisées et où leur statut d'agence n'a pas une reconnaissance formelle (commission d'agence). »

En fait, les relations entre les annonceurs, les agences de publicité et les médias sont beaucoup moins tendues que ces indications peuvent le faire croire. C'est quotidiennement que ces différents partenaires travaillent ensemble, dans leur intérêt commun et bien compris. La collaboration nécessaire entre eux se vit à long terme, leur interdépendance est réelle: Les tensions qui peuvent exister, doublées de rapports de force inévitables, ne sont qu'une des manifestations, moins visibles que les messages diffusés sur les écrans, les annonces ou les murs, de l'évolution d'une société économique bien vivante. — J.D.

La contestation par les consommateurs de la fabrication de masse et de la distribution de masse s'est, dès l'abord, attaquée aux abus de leur corollaire inévitable et le plus évident: le message publicitaire. Partis de la plus viable de l'industrie du pouvoir économique, le message et ses excès, voire ses mensonges, ont scandalisé, exaspéré les consommateurs les plus conscients. Leurs critiques les plus véhémentes se sont attaquées au mensonge publicitaire, pour déboucher, le 27 décembre 1977, sur l'adoption de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, dite loi Royer, l'une des législations les plus rigoureuses en la matière.

Dans le même temps que montaient les protestations des organisations de consommateurs, se faisant jour, chez les professionnels une volonté de recatégorisation, d'inspiration de pra-

ctiques loyales, d'autodiscipline. Annonceurs et publicitaires ont tenté alors leurs discours sur ces thèmes, dans le but d'améliorer la crédibilité de la publicité (et donc son efficacité), ce qui passe obligatoirement par une plus grande véracité des messages. On voit ainsi paraître le code international de pratiques loyales en matière de publicité de la Chambre de commerce internationale, et le guide réglementaire d'autodiscipline des annonceurs, publié par l'Union des annonceurs, tandis qu'en 1976 se réorganisait le Bureau de vérification de la publicité (B.V.P.), où siègent désormais, à côté des représentants des professionnels (annonceurs, agences de publicité, médias), des représentants des consommateurs.

Enfin, après dix ans de tergiversations, s'est mis en place, en juin 1977, le Conseil national de la publicité, organisme tripartite, quelle est l'efficacité de ces différentes instances et de ces diverses manifestations de bonne volonté? Jusqu'à l'adoption de la loi Royer, il faut bien le reconnaître, c'est surtout au niveau de la publicité, organisme tripartite, que se sont déroulés les échanges, sans que, pour autant, des changements importants interviennent concrètement au niveau du message publicitaire lui-même qui évoluait simplement en fonction des modes de langage et des habitudes sociologiques. Les transformations plus réelles étaient surtout le fait d'annonceurs et de publicitaires qui individuellement, avaient pris conscience de la nécessité d'un changement plus radical des méthodes.

L'adoption de cette loi a changé la nature du problème à résoudre. Il ne s'agit plus seulement d'améliorer l'image de marque de la publicité pour la rendre plus crédible, mais de ne pas tomber sous le coup de la loi et de ne pas être traîné en justice.

A cet égard, le Recueil des recommandations du B.V.P. joue un rôle non négligeable, ainsi que son action de contrôle des messages au jour le jour. En 1978, le B.V.P. a contrôlé avant diffusion 700 messages, dont 156 ont reçu un avis défavorable et 172 ont dû être modifiés. Après diffusion, 781 messages ont été examinés, dont plus de la moitié à l'initiative du B.V.P. lui-même: 474 ont été modifiés et 60 ont été désapprouvés. Enfin, le B.V.P. a reçu 1 500 réclamations de

consommateurs. Au total, près de 3 000 messages ont ainsi été examinés. Mais l'imagination des publicitaires est sans limite, fort heureusement sans doute. La vérité est l'expression de la vérité ne sont pas tout en publicité pour qu'une annonce cesse d'être critiquable. On ne saurait, en tout cas, demander à un publicitaire de dire toute la vérité; on peut certes exiger que les affirmations formulées soient exactes, mais c'est bien au-delà que se situe l'infirmité de la publicité sur l'acheteur. Dans ce domaine, les professionnels ont acquis une connaissance fort approfondie de l'âme humaine et de ses réactions; fort heureusement, il ne s'agit pas de sciences exactes et il n'existe pas de recette infallible pour déclencher des réactions d'achat.

Quant au Conseil national de la publicité, on ne peut que s'interroger, au vu de ses buts principaux, sur ce qu'il apporte de vraiment nouveau: renforcer la politique d'autodiscipline appliquée par les annonceurs, appuyer un concours financier au B.V.P., participer aux recherches indispensables à l'amélioration de la qualité de la publicité, mieux définir les doctrines relatives au rôle économique et social de la publicité, développer les actions de formation des responsables sont des objectifs louables.

Mais simultanément, vouloir « développer la confiance de l'opinion publique envers la publicité, les produits et les services qui font appel à elle », « obtenir des mieux définir les doctrines relatives au rôle économique et social de la publicité » constitue un programme beaucoup trop ambitieux pour être crédible.

C'est faire appel, pour réhabiliter l'image de marque de la publicité aux vieilles techniques de communication qui ont déjà démontré leur efficacité sur la matière. On voudrait croire que la première partie de ce programme absorbera l'essentiel de l'énergie du C.N.P. Il faut que les hommes de publicité comprennent que restaurer une confiance perdue est chose délicate, difficile et de longue haleine. Le verbe, en la matière, compte moins que les actes. — J.D.

LES PREMIERS ANNONCEURS (en millions de francs)

Table with 3 columns: Brand names (e.g., Colgate-Palmolive, Unilever), Investment in advertising (Investissements publicitaires), and Evolution of advertising (Evolution investis. public sur 1978).

Ces chiffres, publiés par Secodip, prennent en compte les investissements tri-média (presse, radio, télévision). Le groupe L'Oréal ne figure pas dans ce tableau, car ses responsables ne publient pas le montant des investissements publicitaires. Secodip les estime cependant à 150 millions de francs en 1977, pour les trois médias considérés, sans tenir compte de la publicité. Sur le lieu de vente, fort importante dans le groupe, L'Oréal est bien le premier annonceur français.

LE NOUVEL observateur. La plus grande exigence réactionnelle. Les acheteurs, les plus fidèles. OJD 1977: 369 293 exemplaires augmentation + 7,88%. CESP 1977: 2 318 000 lecteurs augmentation + 31,4%. Présent au IAM du 22 au 26 mai 1978 inclus Paris - CNIT La Défense, niveau 1, stand EF 5

The Corporate Management Board of INTERMARCO-FARNER cordially invite you to visit their exhibit at the 2nd INTERNATIONAL ADVERTISING MARKET Paris (C.N.I.T. - La Défense) may 22nd-26th 1978 • 11 A.M. - 10 P.M. Stand BC-12-1 Each day, a different country from the network will be highlighted: monday - United Kingdom tuesday - Netherlands wednesday - Germany thursday - friday - Belgium INTERMARCO-FARNER The European advertising agency. AMSTERDAM • BARCELONA • BRÜSSEL • DÜSSELDORF • EINDHOVEN • FRANKFURT • GÖTEBORG • HAMBURG • HELSINGBORG • HELSINKI • KOPENHAGEN • LAUSANNE • LISSABON • LONDON • MADRID • MALLAND • OSLO • PARIS • STOCKHOLM • WIEN • ZÜRICH

السوق المالية

FISCALITÉ

Le débat à l'Assemblée nationale sur la Sécurité sociale

Mme Veil devrait confirmer les «promesses de Blois» en faveur des familles

Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale, devait introduire, ce mardi 23 mai, le débat général sur la Sécurité sociale, qui se poursuivra sans vote jusqu'à mercredi dans la nuit à l'Assemblée nationale. Le ministre devait rappeler l'évolution, ces dernières années, des divers régimes d'assurance, insister sur les progrès accomplis (généralisation de l'assurance-maladie, simplification des prestations familiales, freinage des dépenses médicales) et confirmer les promesses de M. Barre : accroissement en faveur de l'achat de 1,5 % des allocations familiales, mise à l'étude d'un revenu minimum garanti pour les familles nombreuses, etc. Un projet de loi améliorerait les remboursements des frais de gros-

Changement d'orientation à l'UNAF qui accepte la refonte du quotient familial

A son récent congrès (le Monde du 17 mai), la Confédération syndicale des familles s'est félicitée de ce que l'Union nationale des associations familiales (UNAF), dont elle représente quelque 3 % des adhérents (environ 15 000 sur 500 000) ait profondément modifié son orientation sur le sujet, comme bien délicat, qui quotidiennement dans le sens que souhaitait la C.S.F. (le Monde du 11 avril). Jusque-là l'UNAF défendait le statu quo en la matière, bien que de nombreux observateurs — et certains de ses membres — aient souligné que la formule actuelle avantage fiscalement les ménages aisés. Chaque part ou demi-part de quotient familial réduit en effet d'autant plus fortement l'impôt sur le revenu à payer que les ressources familiales déclarées sont plus élevées. Selon un rapport de l'inspection générale des affaires sociales, « à partir de la tranche de revenus de 50 000 francs (en décembre 1974) pour les familles de deux enfants et de 70 000 francs pour celles de quatre enfants, l'avantage fiscal procuré était même supérieur au montant des prestations familiales touchées : 3 294 francs pour un revenu de 25 000 francs dans une famille de deux enfants ; 12 790 francs pour un revenu de 200 000 francs. Cet effet, favorable aux ménages aisés, doit être corrigé, dans la mesure où les allocations logement accordées aux moins fortunés atténuent cette antiredistribution ; mais cette dernière subsiste, en tout état de cause, au profit des revenus les plus élevés (plus de 100 000 francs par an). Normal, répondait jusqu'ici l'UNAF : la solidarité nationale qui doit s'exercer à ce niveau joue entre célibataires et chargés de famille et, en haut de l'échelle des revenus, entre familles nombreuses et cadres supérieurs sans enfant ; en revanche, elle n'a pas à jouer entre familles riches et familles pauvres. C'est sur un autre terrain (social et fiscal) que celui du quotient familial qu'il faut chercher à réduire ce second écart.

Mais les mentalités ont changé à l'UNAF. Certaines associations membres de l'Union et, à la tête de cette organisation, la nouvelle équipe en place, dite « de transition », ont fait souffrir un vent nouveau. Avec prudence d'ailleurs. Puisque débat, il y avait dans l'organisation sur le quotient familial, le rapporteur général à l'Assemblée d'avril a proposé à l'UNAF le choix entre deux sortes de modifications : la première, qui avait la faveur du rapporteur, maintenait la formule en

L'EMPRUNT D'ÉTAT DE 3 MILLIARDS DE FRANCS EST ENTièrement SOUSCRIT

La souscription de l'emprunt d'État de 3 milliards de francs a été close à 15 h. 30 le jour même de son lancement, lundi 22 mai, a annoncé M. Monory, ministre de l'économie. Selon les indications fournies par les réseaux de placement, les particuliers ont souscrit « en grand nombre », et l'emprunt a rencontré un « égal succès » auprès des investisseurs institutionnels. Les résultats, estime M. Monory, sont « particulièrement encourageants » car ils montrent que « l'émission d'emprunts d'État dans les conditions financières de droit commun est bien acceptée par toutes les catégories de souscripteurs ».

En fait, la souscription était pratiquement close dès le vendredi 19 mai dans l'après-midi, au point que lundi de nombreux particuliers se sont vu opposer une fin de non recevoir sur leurs chèques de souscription. La demande en prolongement des inscriptions a été assez vive, surtout de la part de celles qui ne font pas de bénéfices et ne paient donc pas d'impôts, comme les caisses de retraite ou les compagnies d'assurances-accidents.

L'emprunt d'État n'est pas grevé de la retenue de 10 % ni assorti d'un crédit d'impôt de même montant récupérable sur l'imposition des bénéfices, d'où son attrait pour les institutions prédictes. Rappelons, enfin, que cet emprunt, de type très classique sera suivi de plusieurs autres dans les mois à venir.

CONJONCTURE

La Commission européenne est chargée de proposer un catalogue de mesures nouvelles de relance

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des finances des Neuf, réunis lundi 22 mai à Bruxelles, ont brodé sur un thème qui leur est désormais familier : peut-on, et de quelle manière, relancer l'expansion économique dans la Communauté européenne afin de parvenir, vers juillet 1979, à un rythme de croissance annuelle de 4,5 % ? Ce taux avait, au début des réticences du chancelier Schmidt, été retenu, au moins comme hypothèse de travail, lors du Conseil européen d'avril à Copenhague.

Le vice-président de la Commission chargée des affaires économiques et monétaires, M. Ortoli, a constaté que des actions de relance supplémentaires seraient nécessaires — autrement dit que les gouvernements membres, au moins certains d'entre eux, devraient aller au-delà de ce qu'ils ont prévu jusqu'ici — si l'on voulait effectivement atteindre les 4,5 %. Ruit pays membres ont estimé, avec lui, qu'un tel effort devrait être entrepris et que l'Europe n'avait pas de raison de rester à la traîne, alors qu'au Japon et aux États-Unis l'expansion devenait plus vive. Le représentant allemand, M. Schiecht, s'est montré, une fois encore, plus réservé : redou-

ÉNERGIE

ABOU-DHABI ENVISAGE DE RÉDUIRE SA PRODUCTION DE PÉTROLE

Le ministre du pétrole des Émirats arabes unis M. Al Otaiba, a déclaré le 23 mai dans une interview à l'hebdomadaire Middle East Economic Survey qu'Abou-Dhabi pourrait être contraint de réduire sa production de pétrole dans une proportion variant entre 3,5 % et 7 % au cours de l'année 1978, en raison des surplus existant dans le monde. Antérieurement, Abou-Dhabi prévoyait une production de près de 1,5 million de barils par jour en 1978 (76 millions de tonnes par an), en diminution de 16 % par rapport à 1977.

Une hausse des prix du pétrole « serait injustifiée dans l'état actuel du marché », a précisé M. Otaiba, d'autant que certains pays membres de l'OPEP accordent à leurs clients des réductions de prix. Une éventuelle augmentation des prix « entraînerait », a ajouté le ministre, « des répercussions de la part des pays consommateurs, qui sont aujourd'hui mieux organisés, soit une nouvelle récession dans les répercussions seraient plus graves pour tous ».

D'autre part, les ministres des finances des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent ce mardi 23 mai à Vienne, en Autriche. Ils examineront une série de rapports établis sur la situation monétaire internationale et les moyens de renforcer la coopération économique entre les quinze pays de l'OPEP. Les ministres étudieront également la question de la contribution de l'OPEP au Fonds monétaire international.

SOCIAL

LE C.N.P.F. PRÉPARE SA LETTRE AUX SYNDICATS ET FÉDÉRATIONS PATRONALES

Le C.N.P.F. doit envoyer en milieu de semaine, à la fois aux syndicats et aux organisations patronales, la lettre qui fixera les niveaux de salaires sur la base de l'année de salaires, la gestion à l'année de la durée du travail et l'amélioration des conditions de travail ; sujets qui seront abordés dans les branches industrielles. En revanche, « est au C.N.P.F. que ce sont engagées les négociations sur l'indexation du chômage et les prestations. Les représentants du C.N.P.F. doivent d'ailleurs recevoir, mardi 23 mai, les syndicats afin de poursuivre les pourparlers, entamés avant les élections législatives, sur l'extension de la garantie dite relative aux anciens combattants et aux femmes.

De son côté, le ministre du travail devait réunir, jeudi 25 mai, la Commission supérieure des conventions collectives afin de consulter les syndicats et le patronat sur la renouveau de la loi du 11 février 1960 sur les conventions collectives.

F.O. DEVANCE LA C.G.T. A LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE DE PARIS

Aux élections des délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu à la caisse d'allocations familiales de Paris, la C.G.T. remporte nettement au profit de F.O. qui devient, dans cet organisme, la première centrale, la C.G.T. représentant la deuxième place chez les employés. Collège des employés. Inscrits : 7 619. Exprimés : 4 126. Ont obtenu : F.O., 2174 (52,8 %) en 1977 ; C.G.T., 1 951 (47,2 %) ; C.F.T.C., 9,67 (0,23 %).

Collège des cadres. Inscrits : 1 488. Exprimés : 816. Ont obtenu : F.O., 397 (48,5 %) ; C.G.T., 314 (38,5 %) ; F.P.D., 314 (38,5 %) ; C.F.T.C., 17,28 (2,1 %).

Le conseil supérieur de prévention des risques professionnels, organisme consultatif créé par la loi du 6 juillet 1976, et composé de membres des ministères et des administrations, de représentants des syndicats, des employeurs et d'une quinzaine de spécialistes a été réuni le lundi 22 mai. A cette occasion, M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a précisé devant la presse qu'il s'agissait de « briser le rythme infernal des accidents du travail ; toutes les secondes un accident, toutes les minutes une incapacité, toutes les heures une mort ». Treize projets de décrets ont été remis aux membres de ce conseil lors de leur première séance de travail, portant notamment sur la manipulation des substances dangereuses et la formation des travailleurs. « Il faut », a ajouté M. Boulin, « préciser la réglementation de façon très stricte ».

M. André Bergeron (F.O.) : l'attitude des P.M.E. est inadmissible. Le secrétaire général de F.O. a vivement réagi à la prise de position des dirigeants des P.M.E., qui se sont déclarés « mutuellement engagés » par l'ouverture prochaine des négociations. « Une telle attitude est d'autant moins admissible qu'elle est dans ces entreprises que les salaires sont les plus bas ».

Abecor: bien placé pour le crédit international dont vous avez besoin. La BNP est la banque Abecor en France. ABECOR logo.

PARIS SEATTLE LOS ANGELES 14 LIAISONS HEBDOMADAIRES VIA COPENHAGUE SAS 742.06.14 Départ Paris Charles de Gaulle 9 h 30

entreprises marseillaises devraient être associées au nettoyage du groupe Telfer

ÉTRANGER

Des investisseurs norvégiens vont acquérir 40 % du capital du groupe suédois Volvo

Stockholm. — Volvo a signé avec le gouvernement norvégien un accord préliminaire de coopération dans le domaine énergétique et industriel, qui marque pour le premier groupe privé suédois le début d'une nouvelle époque...

L'accord prévoit en effet la création d'une société holding suédo-norvégienne Volvo Svenskt Norsk AB qui coiffera l'ensemble des activités de Volvo, à l'exception de sa division motrices aéronautiques...

Une petite voiture économique

Mais ce n'était pas les difficultés immédiates qui préoccupaient le plus le premier constructeur suédois, c'était l'avenir, et plus particulièrement les dix prochaines années...

Selon un hebdomadaire arabe

L'ARABIE SAOUDITE POURRAIT DÉPOSER D'IMPORTANTES SOMMES DANS LES BANQUES FRANÇAISES

« Si les entretiens du roi Khalid d'Arabie Saoudite en France aboutissent à des résultats positifs, le Fonds monétaire saoudien déposera dans les banques françaises la somme de 5 milliards de dollars, pour réformer l'économie française »...

Le dépit éventuel de fonds saoudiens supplémentaires dans les propositions indiquées par l'hebdomadaire arabe n'est pas en soi un commentaire dans le meilleur des sens. En revanche, il est effectivement vraisemblable que l'on reparlera, à l'occasion de la visite du roi Khalid, de la possibilité d'accords bilatéraux...

Actuellement, le pétrole saoudien acheté par la France se deux ordines : une vingtaine de millions de tonnes sont achetées chaque année à l'Arance par les raffineries françaises de deux compagnies internationales...

« LE MONDE » met à la disposition de ses lecteurs des notices et des annonces immobilières. Vous pouvez aussi être l'APPARTEMENT que vous recherchez.

activités de Volvo, à l'exception de sa division motrices aéronautiques qui, pour des raisons militaires, demeure entièrement suédoise; 60 % du capital de ce holding seront détenus par une société suédoise regroupant les actionnaires actuels de Volvo. Les 40 % restants seront détenus par une société norvégienne Norsk Volvo A/S qui apportera 750 millions de couronnes suédoises (750 millions de francs) à Volvo.

Enfin, une société entièrement suédoise est créée; Volvo Petroleum, qui participera aux prospections pétrolières en mer du Nord.

Les réactions dans les deux camps sont dans l'ensemble positives. Les syndicats suédois de la métallurgie estiment que la solution qui vient d'être trouvée est la meilleure pour le moment...

Restaurer la situation financière.

L'accord qui vient d'intervenir, mais qui n'est encore que préliminaire devrait permettre de restaurer la situation financière de Volvo qui reçoit 750 millions de couronnes suédoises...

QUATORZE PAYS VONT ALLÉGER LA DETTE DE LA TURQUIE

Les principaux pays occidentaux sont prêts à accorder à la Turquie « un important allègement » de sa dette publique extérieure en raison des efforts de réformes...

Les facilités financières se porteraient sur environ 2 milliards de dollars, soit le tiers de la dette à court terme totale de la Turquie. Elles consisteront, aux termes d'accords entre les pays intéressés et Ankara...

LES PAYS PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS DE CUIVRE SE RÉUNISSENT À GENÈVE

Les représentants d'une quarantaine de pays producteurs et consommateurs de cuivre se sont réunis, à partir de lundi 22 mai, à Genève, au moment où les événements du Zaïre provoquent une forte hausse des cours de cette matière première sur les marchés mondiaux.

HONGRIE

La Chambre des représentants hongroise a voté, le 22 mai, par 209 voix contre 173, l'octroi à la Hongrie de la clause de la nation la plus favorisée.

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include S.E.-U, D.M., F.S., L. (1960), F.F. (1960).

Table with columns: D.M., S.E.-U, Finland, F.S., L. (1960), F.F. (1960). Rows show exchange rates for various currencies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (Océan Indien)

Assemblée générale ordinaire du 16 mai 1978. L'assemblée générale ordinaire, réunie le 16 mai 1978, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

BANQUE NATIONALE DE PARIS « INTERCONTINENTALE »

Assemblée générale ordinaire du 16 mai 1978. L'assemblée générale ordinaire, réunie le 16 mai 1978, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

OBIGATIONS TOUTES CATEGORIES

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 11 mai 1978 sous la présidence de M. Henri Chatel, président du conseil d'administration.

AL SAUDI BANQUE

Al Saudi Banque annonce que la somme de 25 millions de francs française de l'augmentation de son capital a été libérée le 15 avril 1978.

LE MONDE LA MAISON

« LE MONDE » met à la disposition de ses lecteurs des notices et des annonces immobilières. Vous pouvez aussi être l'APPARTEMENT que vous recherchez.

SOFICOMI

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 23 mai 1978, a approuvé les comptes de l'exercice social de l'exercice 1977.

PRÉTABAN - SICOMI

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 17 mai 1978 sous la présidence de M. Joseph Camille Genot, président du conseil d'administration.

FROMAGERIES PAUL-RENARD

Le conseil d'administration a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1977.

TASK FORCE

AL SAUDI BANQUE annonce que la somme de 25 millions de francs française de l'augmentation de son capital a été libérée le 15 avril 1978.

VOUS CONSULTEZ

Consultez AUSSI une agence de MARKETING

LES MARCHÉS

PARIS 22 MAI

Table of market data for Paris, including various stock indices and prices.

L'ORÉAL BORSE DE PARIS - 22 MAI

Table of market data for L'Oréal, showing stock prices and financial metrics.

IRAN AIR

Table of flight schedules and prices for Iran Air, including routes to Paris and London.

تكونا من الأصل

سوق المال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 22 MAI

Nouvel effritement
La semaine n'a pas très bien commencé ce lundi, et la Bourse de Paris, dans un climat assez affaibli, la majorité des valeurs françaises ont encore été un peu de terrain.

LONDRES

Redressement
Encouragé par la hausse du P.I.B. le marché de Londres, mardi matin, a été dominé par les valeurs pétrolières et des fonds d'Etat.

NEW-YORK

Reprises
Un mouvement de reprise s'est amorcé lundi à Wall Street, et après deux séances de consolidation marquées par d'abondantes ventes bénéficiaires, l'indice des valeurs américaines a remonte de 5,37 points pour s'établir à 855,42.

Informées de projets d'opérations financières concernant la Compagnie Générale de Navigation et les Chaux et Ciments Français, la chambre syndicale a suspendu les cotations de ces titres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
CHAUSSURES ANDRÉ - La cotation des actions a été suspendue le 22 mai, la famille Lecollet s'apprêtant à céder le contrôle de l'affaire à des investisseurs institutionnels.

INDICES QUOTIDIENS
(CRÉDIT LYONNAIS - 19 mai 1977)
Valeurs françaises : 19 mai 1977
Valeurs étrangères : 19 mai 1977
Indice général : 72,3

Table of stock market data with columns for Valeurs, Cours, and various company names like Agnès, Agnès, Agnès, etc.

BOURSE DE PARIS - 22 MAI - COMPTANT

Table of stock market data for Paris, including columns for Valeurs, Cours, and various company names.

MARCHÉ A TERME

Table of stock market data for the term market, including columns for Valeurs, Cours, and various company names.

VOUS CONSULTEZ

Table of stock market data for various companies, including columns for Valeurs, Cours, and company names.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates, including columns for Valeurs, Cours, and various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data, including columns for Valeurs, Cours, and various gold-related items.

Vertical text on the left margin, including 'RS DES SOCIÉTÉS', 'PARIS', 'VOUS CONSULTEZ', and 'PARIS-LONDRES'.

